

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12314 — 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MERCREDI 29 AOUT 1984

## La sérénité de M<sup>me</sup> Thatcher

En regagnant, le lundi 27 août, le 10 Downing Street après les vacances les plus longues qu'elle ait jamais prises, M<sup>me</sup> Thatcher a abordé avec un calme imperturbable une semaine cruciale tant pour son gouvernement que pour le mouvement syndical britannique. Alors que la grève des mineurs en est à sa vingt-cinquième semaine, le syndicat des dockers vient en effet de lancer un mot d'ordre d'arrêt de travail sur lequel les fédérations locales sont en train de se prononcer. L'accueil que rencontrera cet appel à la grève dans les ports pèsera sur le congrès national des syndicats, qui s'ouvrira le lundi 3 septembre à Brighton, en particulier sur sa décision de faire déboucher ou non le conflit des guesles noires sur une épreuve sociale généralisée.

Une importante mobilisation des dockers renforcerait considérablement la position du syndicat des mineurs à l'égard tant du gouvernement que de la direction des charbonnages que de l'île modérée du mouvement ouvrier, qui depuis plusieurs mois n'a pas caché ses réserves envers l'intraitable président des mineurs, M. Arthur Scargill. Une réponse incertaine des dockers, une grève qui s'essoufferait aussi vite que celle du mois de juillet dernier, auraient en revanche pour effet d'isoler un peu plus M. Scargill et risqueraient d'être fatales au mouvement qu'il dirige depuis maintenant six mois avec une certaine détermination pour l'option des membres de base de son syndicat.

Si l'on en juge par les premières réponses des fédérations locales de dockers, le mouvement de solidarité n'est pas à la mesure des espoirs de l'île dure syndicale. La direction du syndicat des transports a en beau essayer de justifier son appel à la grève par la nécessité de protéger l'emploi dans les ports, une partie de la base ne veut pas s'en laisser conter. L'ouverture d'un second front social n'a d'autre but à ses yeux que de donner une dimension politique à un combat perdu sur le plan industriel : la lutte contre la restructuration des charbonnages et la suppression de vingt-mille emplois de mineurs.

Six mois de grève dans les mines ne sont pas parvenus à perturber profondément l'activité économique. L'irréductibilité de M. Scargill a heurté, souvent avec une violence mise en évidence par les autorités, les bonnes règles de la démocratie syndicale, auxquelles les Britanniques sont attachés. Enfin la solidarité syndicale est toujours mise à mal en période de difficultés économiques, particulièrement lorsque le mouvement social est confronté à un pouvoir qui a déjà manifesté en de nombreuses occasions sa capacité à ne rien céder.

La longue grève des mineurs constitue un défi pour un gouvernement qui a voulu, par des moyens législatifs, limiter la marge de manœuvre dont disposaient les directions syndicales. Mais si finalement elle échoue, le mouvement syndical britannique s'en trouvera durablement affaibli. La placidité dont fait preuve jusqu'à présent M<sup>me</sup> Thatcher montre qu'elle croit à l'effacement du conflit et qu'elle est convaincue d'avoir derrière elle une large partie de l'opinion. Le patronat rémoine de la même confiance. Le syndicat des mineurs pourrait ainsi dans quelques jours avoir usé ses toutes dernières cartouches.

(Lire nos informations page 5.)

## L'OLP déçue par la France

A la veille de l'arrivée de M. Cheysson à Tunis les dirigeants palestiniens dénoncent le « double langage » de Paris au Proche-Orient

De notre correspondant

Tunis. — Il n'est pas certain que M. Claude Cheysson rencontre en fin de semaine à Tunis, ainsi qu'il le prévoyait, M. Yasser Arafat. Ce dernier, qui effectue une tournée en Afrique, aurait fait savoir qu'il lui sera difficile de se dégager de ses engagements. Au cas où l'absence du président de l'OLP se confirmerait, on ignore encore ce mardi 28 août si le ministre des Relations extérieures mettra à profit la visite de trente-six heures qu'il effectuera vendredi et samedi pour s'entretenir avec d'autres dirigeants palestiniens.

Le motif — un calendrier trop chargé — avancé par M. Arafat ne manque pas de surprendre quand on sait qu'il avait manifesté depuis le début de l'été avec insistance le désir de rencontrer M. Cheysson. Ce « contretemps » serait-il délibéré ? Il n'y aurait rien d'étonnant quand on sait qu'en quelques semaines les Palestiniens sont passés de la perplexité à l'irritation à l'égard de ce qu'ils considèrent comme un « double langage » de la France au Proche-Orient. A ces sentiments est venue s'ajouter l'appréhension de

ne pas dessiner un axe Paris-Damas dont, en l'état actuel, ils ont tout à redouter. Cette mauvaise humeur s'était déjà exprimée publiquement une première fois dans une interview accordée par M. Salah Khalaf (Abou Iyad) au journal la Presse de Tunisie (le Monde du 24 juillet), qui s'en tenait toutefois à des généralités. Mais au cours d'une conversation à bâtons rompus que nous avons eue avec M. Khalaf El Hassan (Abou Saïd), membre du comité central du Fata, celui-ci s'est montré plus précis, plus sévère, plus amer.

Le fait est d'autant plus révélateur que M. El Hassan compte parmi ceux qui ont le plus activement milité en faveur du dialogue franco-palestinien. Il y a quelques semaines encore, il avait rencontré à Paris M. Francis Guttman, secrétaire général du Quai d'Orsay, et, à son retour à Tunis, s'était félicité des assurances qui lui avaient été don-

nées quant à la continuité de la politique française au Proche-Orient. Aujourd'hui, sa déception n'en est que plus vive. Elle reflète aussi, croit-on, le mécontentement grandissant de M. Yasser Arafat.

De 1967 au 10 mai 1981, la politique française au Proche-Orient était caractérisée par un dynamisme et des initiatives louables, marqués tout à la fois du sceau du réalisme et par une prise de conscience du fait palestinien, remarque M. El Hassan.

Après avoir reconnu qu'une certaine continuité — a prévalu au début du septennat de M. Mitterrand, M. El Hassan évoque la visite du président de la République en Israël et le projet avorté, « en raison de l'attitude américaine », de la résolution franco-égyptienne au Conseil de sécurité, en mettant l'accent sur l'importance de la prise de position française en faveur des droits palestiniens à une patrie.

MICHEL DEURÉ.  
(Lire la suite page 4.)

## Un pont pour Ré

En 1988, l'île sera reliée au continent par un ouvrage de 3 kilomètres de long

De notre envoyé spécial

La Rochelle. — La France va perdre une île, l'une des dernières perles qui frangent le littoral atlantique. Le préfet de Charente-Maritime vient de signer l'arrêté déclarant d'utilité publique la construction du pont qui doit amarrer définitivement l'île de Ré à La Rochelle.

Il y a quarante ans qu'on en parlait et dix ans que les élus du département le demandaient sur tous les tons. En 1988, après un an d'études complémentaires et trois années de travaux gigantesques, les dix mille paysans et ostréiculteurs vivant sur les plates terres de Ré seront à quelques minutes des supermarchés de La Rochelle.

L'amarre sera de taille : un ruban de béton de 3 kilomètres soutenu par une trentaine de piliers géants filera à 25 mètres au-dessus des tempêtes. Remontant aux inconnus et aux grandeurs de l'insularité, les Réhélais auront tiré un trait sur leur passé. Vive la banalisation ! Mais par ce viaduc à péage — gratuit pour les fléaux — Ré, qui avait repoussé tous

les débarquements de l'histoire, sera livrée aux convoitises du continent. Sans défense ? Toute la question est-là, désormais.

Décidément les Français n'aiment pas la mer et ses écarts. En 1966, sous Charles de Gaulle, un pont capotait Noirmoutier ; en 1971, sous Georges Pompidou, un viaduc harponnait Oléron ; en 1988, sous M. François Mitterrand, Ré deviendra presque l'île à son tour.

Pourtant, les responsables et les experts étaient nombreux à juger préjudiciable l'abandon de ce patrimoine irremplaçable qu'est une île. Répondant à son ministre, M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, qui lui expliquait récemment que seule la droite était contre le pont, le chef de l'Etat rétorqua : « Alors, je serais de droite ? » M. Pierre Mauroy, alors qu'il était premier ministre, a renoncé longtemps avant de dire oui.

MARC AMBROISE-RENDU.  
(Lire la suite page 10.)

## Politique et communication

### I. — Un professionnalisme désuet

par CHRISTINE FAUVET-MYCIA

La Compagnie française d'études et de marchés (Cofrema) étudie l'évolution de ce qu'elle appelle « courants socio-culturels majeurs ».

Avec l'un des directeurs de la Cofrema, M. Gérard Demuth, nous avons cherché à déterminer les raisons du désintérêt d'une partie de plus en plus grande de la population pour la politique, désintérêt auquel nous consacrons, depuis le lundi 20 août, une enquête.

Les interviews qu'elle réalise régulièrement, les études de comportement auxquelles elle se livre, permettent à la Cofrema de constater que en effet, les Français se désintéressent de certaines formes de la vie politique, qu'ils s'éloignent des idéologies, des partis — et des centrales syndicales — des leaders, des élites droite-gauche ou capitalisme-socialisme. Cette tendance de fond croît de manière régulière, depuis une dizaine d'années, selon la Cofrema, même si elle a connu une rémission au lendemain des élections de 1981.

Analysant ce mouvement d'intérêt et de désintérêt pour la politique depuis 1981, M. Gérard Demuth discerne trois temps. Dans un premier temps, la constatation qu'il était possible de provoquer, par un vote, un changement — ce qui ne s'était pas produit depuis vingt-cinq ans — a fait naître « un espoir » et satisfait chez les Français cette « espèce de vague fièvre démocratique qui se nourrit du sentiment que nous sommes bien des gens civilisés puisque nous pouvons, dans le calme, provoquer un changement ».

Dans un deuxième temps, est apparue dans nos interviews, raconte M. Demuth, cette idée qu'il « ne suffit pas de bien voter pour que tout aille bien » et qu'il faut « accompagner son vote et rester vigilant ».

Dans un troisième temps, qui couvre les années 1982-1984, les Français auraient été davantage portés à croire que « rien n'est jamais tout à fait blanc ni tout à fait noir ». Le

« balancement » des attitudes politiques aurait suivi, avec un léger décalage, le « balancement » des mentalités. Le sentiment qu'il faut gérer l'incertitude aurait conduit les Français à penser que les petits actes qui peuvent apporter un « mieux » sont préférables aux grandes idées, à la poursuite d'un idéal lointain et, somme toute, aléatoire. « Ce plus grand intérêt pour les moyens que pour les finalités a provoqué une demande de compétence, remarque M. Demuth. Il a sans doute accentué la rupture avec un monde politique qui ne semblait pas produire cette compétence ».

De fait, dit-il, 1981 n'a fait que mettre en évidence une évolution plus ancienne des mentalités : ce ne sont pas les idéologies qui permettent de mieux vivre. Cette évolution s'explique par les réponses obtenues par la Cofrema à une « interview » effectuée en juillet-août 1983 (les réponses obtenues en juin-juillet 1984 ne sont pas encore toutes traitées).

Cette interview porte sur un échantillon national représentatif de 2 500 personnes de quinze ans et plus. 69 % d'entre elles déclarent que « cela les intéresse plus de comprendre comment évolue notre société que de prendre parti pour le capitalisme, le socialisme ou tout autre régime social » et que « peu importe qu'un gouvernement soit de droite ou de gauche s'il sait tenir compte de ce qui se passe ». Les mêmes personnes interrogées se « sentent », à une grande majorité (71 %), « de plus en plus éloignées des grands partis politiques qui tournent en rond sans s'intéresser aux vrais problèmes (1) ».

L'observation de l'évolution des comportements et des modes de fonctionnement des Français, ces dernières années, fait apparaître certaines des raisons qui peuvent expliquer qu'un fossé se creuse entre les citoyens et le monde politique.

(Lire la suite page 7.)

(1) Les résultats de cette étude ont été publiés dans l'« Observatoire de la Cofrema », paru en novembre 1983. (Cofrema, 14, rue de Milton, 75009 Paris. Tél. : (1) 385-71-48.)

IL Y A UN AN  
La destruction du Boeing sud-coréen par la chasse soviétique  
Lire page 4  
l'article d'ALAIN JACOB

AU JOUR LE JOUR  
Spatio-profs  
M. Chevènement n'est pas le seul à souhaiter une révolution du métier d'enseignant. M. Reagan aussi s'en soucie. Le président des Etats-Unis vient d'annoncer que le premier passager non-cosmonaute à monter à bord de la navette américaine sera un enseignant.  
La promotion spatiale du métier d'enseigner, la valorisation cosmique de la pédagogie, rejoignent tous les amis des profs. Pour la formation des maîtres du futur, faut-il généraliser, après les concours et les stages sur le terrain, la formule des stages dans l'ionosphère ?  
BRUNO FRAPPAT.

LE "NOUVEAU ROMAN HISTORIQUE" EST NÉ. RÉJOUISSONS-NOUS.  
(RAPHAEL SORIN / LE MONDE)

Norbert Roulard

Les lauriers de cendre

Roman

ACTES SUD

APOSTROPHES

LE 10 AOUT



MOSTRA DE VENISE

## Overture américaine

Pour sa seconde année au gouvernement de la Mostra cinématographique de Venise, Gian-Luigi Rondi élève un peu plus haut le bar et affirme clairement des choix, sinon son défi. Hollywood en tant que tel n'est pas représenté en compétition, non par un quelconque ostracisme mais parce que, seul des trente-cinq films proposés, Marie's Lovers, produit par une petite compagnie, Cannon, et réalisé en extérieurs par le cinéaste russe Andreï Mikhaïlov-Kontchoulovski, lui a paru digne d'être retenu.

La France, en revanche, a droit au traitement de faveur, avec les fameux quatre « R » (Resnais, Rivette, Rohmer, Rouch), plus les débuts en Occident d'un autre réalisateur soviétique, le Géorgien Otar Iosseliani. L'Italie se réserve la part du lion avec six œuvres en compétition dont il conviendra à l'usage de vérifier la qualité.

Marie's Lovers apporte un ton neuf dans le cinéma américain d'aujourd'hui. C'est autre chose, le regard d'un étranger qui ne cherche pas à s'identifier à un pays mythique mais qui prend contact, s'introduit subtilement et balaie pas mal de clichés. Ce n'est plus America à Boston, mais une Amérique provinciale, datée, l'immédiat après-guerre et le retour dans les foyers des GI's un peu perdus, Amérique sans fioritures, prosaïque et passionnée.

L'irrépressible Gérard Brach, le scénariste le plus prolifique du cinéma français ces temps-ci — il signe également l'adaptation des Favis de la nuit, le film de Josselin, — est le premier des quatre auteurs crédités au générique pour le scénario, avant même le metteur en scène. Lui doit-on l'idée d'amorcer le récit avec des extraits du célèbre documentaire de John Huston sur les handicapés de la guerre 1941-1945, Let There be

Light (Que la lumière soit) ? De simples soldats parlant, aux premières images, chez Huston comme chez Kontchoulovski, Ivan (John Savage) est l'un d'eux.

Ivan retourne dans sa petite ville de Pennsylvanie. Il est accueilli presque ironiquement par son père (Robert Mitchum) qui le croyait mort. Quand il se précipite chez sa fiancée, Maria (Nastassja Kinski), il la trouve dans les bras d'un autre garçon. Ivan et Maria se rejoignent enfin, se marient et attendent la bonheur parfait.

Ivan, qui n'a pas encore tout à fait surmonté le cauchemar de son internement dans un camp de prisonniers au Japon, a vécu, pendant la guerre, un peu comme dans le célèbre film de Frank Borzage, l'Heure suprême, en communion permanente avec la femme de ses rêves. Confronté à la réalité, au monde ordinaire, il perd sa virilité.

LOUIS MARCORELLES.  
(Lire la suite page 11.)



Le Monde

# L'école de la lâcheté

par RAYMOND BELTRAN (\*)

**A**TENTATS politiques. Actes terroristes. En France et dans d'autres pays ont lieu des combats qui ne concernent pas les victimes. Les intérêts français sont l'objet d'attaques en Espagne, les voitures des particuliers sont incendiées à Barcelone, des camions de fruits espagnols ont été vidés et incendiés le long de l'autoroute en France, les touristes français au Pays basque « nord » subissent des lacerations de pneus de leur voiture. Des bombes sont posées en Corse devant une banque, au domicile des continentes... L'OLP, les brigades rouges... Des avions sont détournés pour imposer une politique différente envers tel pays...

Les raisons abondent et il n'y a que l'embarras du choix pour fonder les actions terroristes. Tout est bon pour justifier l'attentat, la prise d'otage et, en conséquence indirecte mais voulue, la victime civile dont la culpabilité consiste à ignorer la cause même pour laquelle elle devient otage et moyen de pression. Il faut trapper l'opinion. Il faut sensibiliser. Le poseur de bombes se transforme en victime qui ne dispose pas d'autres moyens pour faire connaître sa juste cause. Par médias interposés, l'otage est vite oublié après quelques heures d'apitolement sur son sort, mais la cause affichée demeure. Il y a banalisation des moyens employés par le seul fait de la fréquence des événements de cet ordre anodin.

## Bons et mauvais attentats ?

Sans approuver les moyens — on n'ose pas aller jusque-là — certains disent comprendre les motivations ; on a ainsi les bons et les mauvais attentats. Selon la place occupée par l'élément politique, les uns deviennent discrets pendant que les autres condamnent, et réciproquement. Des causes défendues souvent très minoritaires sont imposées par médias interposés et l'opinion subit : elle n'ose pas exprimer la révolte violente que les actes inqualifiables devraient amener. On ose comparer des actes terroristes actuels à des actes de résistance... Il est frappant de voir combien on met en avant la petite délinquance, le sentiment d'insécurité ainsi développé et combien on reste discret dans la condamnation des actes de violence raisonnée qui visent aveuglément des victimes innocentes.

On rappelle que certains terroristes sont devenus des hommes d'Etat dans tel ou tel pays en lutte pour son indépendance. Cela est vrai, mais leurs actes les engagent physiquement. Les risques qu'ils prennent étaient alors (fortunes, peines d'exécution...). Ils agissaient contre des objectifs militaires, contre une autorité, directement et avec courage. Ils agissaient chez eux et ils ne visaient pas systématiquement des victimes civiles innocentes. Et puis, est-ce parce qu'un crime a été commis avant qu'il faut l'admettre comme la norme après ?

Il est urgent de réagir face aux attentats, punir les auteurs, réhabiliter les séparatistes, indépendantistes, régionalistes, corporatistes et autres.

Ces actes de violence qu'aucune guerre, aucune occupation ne justifient, sont des actes de lâcheté commis par des combattants perdus. Il n'y a pas de cause justifiée défendue par l'attentat ou par le vandalisme. Si la cause est juste, il faut que ceux qui y croient condamnent ceux qui la discréditent par le recours à des moyens inadmissibles.

## Silences et approbations indirectes

J'ai été désagréablement surpris par la prudence des prises de position politiques, par le temps mis à condamner l'incendie d'une grande surface, par certains silences, par des approbations indirectes même. Les incendiaires ne servent pas leur cause, mais plus que ceux qui dévalaient quel que temps auparavant une gare proche. Silence. Si ceux qui avaient agi étaient des provocateurs, raison de plus pour les condamner publiquement et avec solennité. Silence. Des organisations régionalistes condamnent l'extradition de réfugiés basques pour l'Espagne, par solidarité régionaliste, mais elles ne condamnent pas les attentats contre les touristes, les piédestaux commémoratifs, les monuments commémoratifs au nom de cette cause contre les civils innocents. La régionalisme ne doit pas être un alibi pour passer sous silence et approuver ainsi implicitement des actions indéfendables.

On ne peut pas tolérer que des Arméniens tuent en France des Français parce que les Turcs ne veulent pas reconnaître le génocide qu'ils ont pratiqué en 1915 sur les Arméniens vivant en Turquie. On ne peut pas tolérer que des bombes soient posées dans une gare de gare, ou dans un train de voyageurs, pour tuer un hasard et en grand nombre, pour déclencher l'horreur. On ne peut tolérer que des bombes détruisent des bureaux, que des voitures piégées explosent pour qu'un groupuscule, tel Action directe, ou un autre, fasse connaître son existence.

N'y a-t-il pas une majorité d'idées pour condamner ces actions, pour clamer le mépris, le dégoût qu'elles inspirent dans un monde civilisé, dans un pays démocratique ? Les hommes politiques de droite et de gauche ne peuvent-ils pas s'unir dans une déclaration, dans un mouvement unanime responsable, dans un appel largement diffusé pour que cessent ces actes aveugles et ignobles qu'aucun fin ne peut justifier ?

Un code d'honneur ne peut-être souscrit par les médias, qui rendent légitimement compte des attentats, pour que l'information donnée s'accroisse chaque fois d'une ferme condamnation, pour que le caractère lâche et odieux de l'acte commis soit souligné fortement ?

Avant qu'il ne soit trop tard, il faut réagir. Il y va de la survie de la démocratie, déjà menacée par les conséquences de la crise économique sur la vie des Français, dont les difficultés vont exacerbant le racisme et l'extrême pour les méthodes autoritaires.

(\*) Enseignant et syndicaliste.

# idées

## LETTRES AU Monde

### L'autre « train du 2 juillet 1944 »

**J'**ai lu avec intérêt l'article et la correspondance au sujet du convoi des déportés du 2 juillet 1944, et aussi la lettre de M. Lefebvre (le Monde du 18 août 1984) qui évoque l'intention criminelle des pourvoyeurs de ces convois.

Aux déportés blessés d'un autre convoi qui demandaient une aide, les Allemands de l'escorte disaient : « Pour là où vous allez, ça n'a aucune importance ! » Ils savaient et ils participaient. Il s'agit d'un autre convoi dont l'histoire et l'exemple méritent d'être rappelés.

Il y eut en effet deux « trains du 2 juillet 1944 ». L'autre est parti le 2 juillet 1944 de la gare de Toulouse-Matabiau... et est arrivé le 27 août 1944 à Dachau. L'histoire tragique de ce train est connue, notamment dans le Sud-Ouest, mais mérite d'être rappelée. Elle a fait l'objet de nombreux récits, particulièrement de Francisco Nitti, député socialiste italien, qui se trouvait lui-même dans ce convoi (1).

Elle est remarquable par les aspects suivants :

1. LA CONSTITUTION DU CONVOI

Environ mille prisonniers, dont une centaine de femmes, parmi lesquels les internés du camp de concentration français du Vernet qui n'avaient pas encore été livrés et déportés : grands mutilés de la guerre d'Espagne, malades, personnes âgées ; les prisonniers politiques de la section française de la prison Saint-Michel de Toulouse ; un groupe de gendarmes résistants venant du fort de Hâ, joints au convoi à Bordeaux.

Les deux premiers groupes ont été livrés fin juin aux Allemands, volontairement et délibérément par la police française (intendant de police Marty).

2. L'ACHEMINEMENT DE CE CONVOI

Harcelé par des attaques de maquis, gêné par les coupures de voies dues au sabotage ou aux bombardements, arrêté par des mitrailleurs de l'aviation alliée, il se traîne de Toulouse à Angoulême, rebrousse chemin après une halte à Bordeaux et, remontant la vallée du Rhône, prenant des voies de traverse, vient, stationnant, repartant, per-

vient à se faufiler finalement en Allemagne — talonné par les armées libératrices (le 15 août, jour du débarquement en Provence, il se trouvait à Rhenouf).

3. LES CONDITIONS DE DÉTENTION

Cinq semaines enfermés dans des wagons à bestiaux dans les conditions que l'on sait, en un été torride... La nourriture fut un « secours » des quakers au départ, pour un voyage qui devait durer quelques jours, quelques distributions de pain pour et, lors de quelques arrêts, notamment quand les morts étaient évacués — la possibilité d'avoir de l'eau. Le sort fut atroce. Les détenus étaient tous atteints de diarrhée, maladies ou blessés ; l'épuisement, la fièvre, étaient fréquents.

4. LES CONVOYEURS

Il s'agissait d'unités de la Wehrmacht encadrées de SS bien armées et équipées, commandées par un officier de la légion Condor (aviateurs qui avaient combattu aux côtés de Franco). Ce train était la justification de leur fuite vers l'Allemagne. Talonnés par les maquis et l'avance alliée, ils s'accrochaient à cette cargaison de misérables pour assurer leur retour vers le Reich.

Après un mitrillage du train particulièrement meurtrier par l'aviation alliée un détenu, Moscollin (avocat, juriste), ayant obtenu un entretien avec le commandant du convoi, lui explique que ce convoi devait porter des hommes distingués le protégeant de tels drames. Il lui fut répondu : « J'aurais quand nous serons arrivés en Allemagne, je pourrai alors me renseigner sur la nature exacte et les dimensions de ces insignes ! »

5. LES FUSILLÉS

Pendant une quinzaine de jours, les détenus furent parqués à Bordeaux, à la synagogue, profanée et transformée en camp de concentration provisoire, dans des conditions extrêmement dures. La Croix-Rouge ravitaillait tant bien que mal les prisonniers, ce qui en sauva un grand nombre.

## Privilegies ?

qu'il, avec l'inflation, donne un coefficient réel de 1,2.

Mais alors, pourquoi restons-nous à l'étranger ? Tout d'abord, en venant travailler ici, nous avions une certaine idée de la Coopération (avec un grand C) et nous ne tenons pas à l'abandonner sans suite.

Le départ d'entre nous exerçant dans l'enseignement supérieur et attendant leur titularisation, certains depuis dix ou quinze ans. Malgré ces années pendant lesquelles nous avons prouvé notre aptitude à exercer notre travail d'enseignement ou de recherche, notre seule issue, en rentrant en France, est de pouvoir choisir entre le chômage et une promesse de poste dans l'enseignement secondaire pour lequel nous ne sommes pas préparés et qui aboutit à un déclassement professionnel.

Dans ces conditions, comment pouvons-nous envisager un retour au pays sans amertume et sans rancœur ?

## Un règlement stupide

Je voudrais vous entretenir, très brièvement, d'un des aspects psychologiques de la solitude des « vieux » vivant en résidences de l'aide sociale, ou maisons de retraite de l'Etat.

De par un règlement suranné, archaïque, il nous est interdit d'héberger pour la nuit des amis ou parents venus nous visiter. Nous vivons dans des studios confortables et avons toutes sortes de distractions et aménités matérielles. Mais l'être humain ne vit pas que de... pain.

## Pauvre Saint-Laurent !

Que le journal auquel je suis abonné me permette de dénoncer la désinvolture et le mépris de la langue française dont font preuve avec un ensemble remarquable les journalistes des journaux radiophoniques et télévisés depuis quelques jours à propos de la course de retour des voiliers Québec-Saint-Malo. J'entends chaque fois l'expression « remonter le Saint-Laurent jusqu'à la mer ». Je ne sais qui est à l'origine de cette bêtise, répétée à l'envi et sans que quiconque se soit donné la

peine de rectifier, mais il devrait savoir que sur une carte il s'y a ni haut ni bas (même quand le fleuve se dirige vers le nord-est), mais un nord, un sud, etc.

Par surcroît, le Saint-Laurent s'écoule vers la mer ; pour le « remonter », il aurait fallu aller en sens inverse ; dans ce cas, le gros risque eût été de se heurter aux chutes du Niagara !

M. BONHOMME (Saint-Bonnet-Champs).

## Bahayer devant sa porte

Etonnant, la lettre de Yann Galut (le Monde du 21 août 1984). Si je suis d'accord avec lui en ce qui concerne la dissolution de l'Assemblée nationale, je ne le suis pas tout à fait lorsqu'il accuse la droite de menacer la liberté. La droite est restée vingt-trois ans au pouvoir. Les Français n'étaient-ils pas libres ? Qui a donné le droit aux députés de saisir le Conseil constitutionnel, si ce n'est Valéry Giscard d'Estaing ?

Par contre, qui a remporté les élections, alors que son adversaire avait 2 000 voix d'avance ? Réponse : M. Defferre. Qui a quitté le plateau de télévision lors des élections municipales à l'arrivée de M. Le Pen ? Réponse : M. Popereau et son allié communiste. Singulier mépris du suffrage universel, non ?

Qui se déclarait candidat à la présidence de la République en 1968, alors que de Gaulle n'avait pas démissionné ? Réponse : M. Mitterrand. Alors, quand on veut donner des leçons de démocratie, on balaise d'abord devant sa porte.

LAURENT MARTIN, étudiant (Louviers).

## Pour une fiscalité d'hommes libres

M. Vassini s'élève à juste titre (le Monde du 17 juillet 1984) contre certains procédés de l'administration fiscale.

Mais il ne paraît pas en voir la cause. Celle-ci ne réside pas dans la seule « nécessité de remplir les caisses », ce qui pourrait toujours être obtenu différemment. Elle est dans le type de fiscalité que nous subissons.

Les impôts directs déclaratifs, au premier chef l'impôt progressif sur le revenu, exigent par nature des moyens de contrôle, de surveillance et de conciliation presque sans limites.

Pour soustraire les citoyens à de tels procédés, leur restituer leur autonomie et rendre ses restes à la société, il faudra en revenir à une fiscalité radicalement différente, celle que soit par ailleurs l'importance des prélèvements de l'Etat.

Le relèvement de l'impôt, le retour à la prospérité, dépendent du rétablissement d'une fiscalité d'hommes libres.

LOUIS DE CHARBONNIÈRES (Paris).

## La bataille de la modernisation

Directeur de sociétés pendant trente-cinq ans de ma vie active, je pose ci-dessous des questions auxquelles il faudra répondre si nous voulons avoir l'assentiment des citoyens, les créateurs et des bras sans lequel il n'y a pas de victoire possible dans la bataille de la modernisation.

1) Un citoyen français peut-il ou non créer et développer librement une entreprise ? Je peux prouver que, dans certaines professions, métiers, métiers et administrations, existent des entraves.

2) Les sociétés anonymes doivent-elles être ou non remplacées par des sociétés de personnes ?

3) L'action des multinationales, bénéfique ? malféique ? Vraiment, les temples du monde moderne, ne doivent-elles pas être plus strictement réglementées ?

4) Le pouvoir monarchique dans l'entreprise dans un PDG des pouvoirs exorbitants. Celui-ci a droit de vie ou de mort sur son personnel. Est-il concevable, dans une République moderne ?

5) Est-il souhaitable que la France se prive du travail, de l'expérience, de la « mémoire de l'entreprise », de ses « jeunes vagues » de plus de cinquante-cinq ans et préconise pour les actifs la précarité de l'emploi ?

6) Est-il tolérable, au moment où les pouvoirs publics incitent à la régionalisation, à la décentralisation, aux délégations de pouvoirs, que des sièges parisiens, pour sauvegarder leurs emplois, sacrifient les provinces ?

7) Pour résoudre le problème du chômage, pour donner à tous confiance en l'avenir, ne convient-il pas de revenir à la source, à la base ; au système du sommet à la base sans nous vivons depuis des années ; substituons la construction de la base au sommet, par l'association, dans la famille, dans la cité, dans l'entreprise.

JEAN DOMECE (Saint-Avertin).

## Fabius Cunctator, Fabius le Temporisateur

N'est-il pas piquant de constater qu'un premier ministre de la V<sup>e</sup> République, à l'approche du vingt et unième siècle de notre ère, porte le nom du célèbre Fabius, promu dictateur en 217 av. J.-C. et qui par une stratégie prudente et habile mérita le titre de Cunctator (le Temporisateur). Chargé de réparer les fautes de ses prédécesseurs vaincus par Hannibal successivement au Tessin, à la Trébie et au lac Trasimène, il voulait appliquer une stratégie d'usure vis-à-vis de son adversaire invincible dans un affrontement direct. Le harcèlement et rompent le combat, il évitait un choc désastreux tout en usant son moral. Malheureusement, cette tactique blessa l'orgueil romain. Accusé bien à tort de lâcheté, il dut démissionner et laisser la place à un démagogue, le boucher Varon. L'avidité brouillonne de ce nouveau chef lui fit rompre avec les lenteurs de cette stratégie habile, et ce fut le désastre de Cannes où périrent soixante-quinze mille légionnaires (216 av. J.-C.). Par bonheur pour Rome, Hannibal s'endormit dans les délices de Capoue.

Il faudra donc que notre actuel premier ministre arrive sa stratégie au conseil donné par son illustre ancêtre homonyme : « Pour qui ne se hâte pas tout est clair et sûr, la précipitation est imprudente et aveugle ».

THÉODORE QUONIAM, président d'Arts et Lettres de France (Bordeaux).

**Le Monde**  
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4287-33 PARIS - Tél. MONDIPAR 65072 F  
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 85 dr. ; Italie, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Singapour, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Thaïlande, 110 baht.		FRANCE 341 F 605 F 829 F 1060 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F ÉTRANGER (par messageries) L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F			

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de nos articles sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437  
ISSN : 0393 - 2037

Le Monde

AFRIQUE

Une mission de l'ONU d'un organisme de

De notre

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

NOUVELLE SOISSON FRANCE

M. Goukoni de son

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)

Cette mission de l'ONU... (text partially obscured)



# Le Monde

# étranger

## AFRIQUE

### Mauritanie

#### Une mission de l'ONU préconise la création d'un organisme de lutte contre l'esclavage

De notre correspondante

Genève. - L'abolition de l'esclavage avait été proclamée par le gouvernement de la République islamique de Mauritanie le 5 juillet 1980. Cependant, selon un rapport de la Société anti-esclavagiste (de Londres), un an plus tard, on estimait que le nombre d'esclaves dans ce pays dépassait encore les cent mille et que les anciens esclaves étaient victimes d'une discrimination comparable à l'apartheid (le Monde du 13 août 1981).

Cette année, la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siège du 6 au 31 août au palais des Nations (le Monde des 10 et 18 août) a été saisie du rapport d'un de ses membres, M. Marc Bossuyt, un expert belge qui, accompagné de trois fonctionnaires du Centre des droits de l'homme de l'ONU ainsi que de M. Peter Davis, directeur de la Société anti-esclavagiste, a effectué une mission en Mauritanie.

Les autorités de Nouakchott avaient commencé par rejeter en bloc les allégations qui visaient leur pays mais, après trois années de pourparlers, elles ont fini par accepter de recevoir la mission du Centre des droits de l'homme. Celle-ci a été accueillie et s'est félicitée de l'esprit de compréhension dont a fait preuve, durant son séjour, le gouvernement mauritanien. Le but de la mission consistait, il est vrai, non

seulement à rendre compte de la situation actuelle mais aussi à évaluer l'aide dont aurait besoin la Mauritanie, de la part de la communauté internationale, pour surmonter les obstacles que posent les séquelles de l'esclavage.

Les informations recueillies sur place par M. Bossuyt sont pour le moins divergentes. Se fondant sur ses propres observations, l'expert estime que l'esclavage avait déjà beaucoup diminué avant 1980, mais que certaines formes en subsistent encore dans des régions reculées.

Bien qu'il ait entendu répéter que l'esclavage en Mauritanie n'est pas de nature raciale, il est néanmoins vrai que la plupart des esclaves étaient des Noirs chez des Blancs et qu'il n'y avait pas d'esclave blanc chez des maîtres noirs.

Le rapport conclut que pour éliminer l'esclavage et ses séquelles il faudrait en premier lieu faciliter l'insertion des anciens esclaves dans la vie normale. M. Bossuyt recommande la création d'un organisme spécifiquement chargé de la lutte contre l'esclavage. Il conviendrait aussi, selon l'expert, que les autorités responsables intensifient leurs efforts d'éducation, d'information et d'inspection sociale.

ISABELLE VICHNIAC.

### Tchad

NOUVELLE SCISSON PARMI LES ADVERSAIRES DE N'DJAMENA

#### M. Goukouni Oueddei se sépare de son principal partenaire

M. Goukouni Oueddei a écarté de son « gouvernement » rebelle (l'ancien GUNT) M. Achéké Ibn Omar, secrétaire général du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), dont le portefeuille de la défense a été confié au « numéro deux » du CDR, M. Rakhis Manani. La nouvelle a été annoncée, lundi 27 août, par l'agence libyenne de presse JANA. Assis, le porte-parole à Paris du CDR, M. Thiam Tidjani, nous a déclaré que M. Rakhis Manani avait été suspendu du CDR.

Ces nouvelles dissensions parmi les adversaires au régime du président Hissène Habré (le Monde du 28 août) confirment l'isolement croissant de M. Goukouni Oueddei, le CDR étant considéré comme la principale force politico-militaire

tchadienne présente dans le Nord sous protection militaire libyenne. Apparemment, M. Rakhis Manani, principal adversaire de M. Achéké Ibn Omar au sein du CDR, a décidé de jouer le jeu de M. Goukouni Oueddei au moment même où M. Achéké Ibn Omar et ses partisans critiquent de plus en plus ouvertement le comportement des Libyens dans le nord tchadien.

Selon M. Thiam Tidjani, le secrétaire général du CDR avait, en effet, le 15 août, écrit à M. Goukouni Oueddei pour lui demander de « mettre un terme aux ingérences libyennes dans les affaires intérieures du CDR », parlant même de menace de « liquidation pure et simple » de son mouvement. M. Achéké Ibn Omar avait également demandé à l'ancien président du GUNT de geler les activités du CNL (Conseil national de libération), dont la formation avait été annoncée quatre jours plus tôt par M. Goukouni Oueddei.

Ces scissions au sein de l'opposition tchadienne laissent penser que les Tchadiens rangés dans le camp de la Libye ne sont en moins nombreux. M. Achéké Ibn Omar, selon son représentant en France, se trouve actuellement à Tripoli.

J.-C. P.

### Algérie

#### L'UNION DU MAGHREB « NE PEUT SE FAIRE A N'IMPORTE QUEL PRIX », affirme le président Chadli Bendjedid

Alger (AFP). - Le président algérien, M. Chadli Bendjedid a déclaré, lundi 27 août, à Alger, que l'union du Maghreb « ne peut se faire à n'importe quel prix ». Dans un discours prononcé devant des étudiants en formation à l'étranger et retransmis à la télévision, le chef de l'Etat algérien a estimé que l'ensemble maghrébin doit se construire « méthodiquement », sans précipitation et sans « décisions de conjoncture », visant ainsi sans le nommer le récent traité maroco-libyen.

M. Chadli Bendjedid a affirmé que la question du Sahara Occidental est l'obstacle majeur à l'édification du Maghreb. « Si la volonté des peuples sahariens s'exprime par tout les pays du Maghreb arabe », celui-ci « deviendra très facile à construire », a-t-il affirmé.

D'autre part, le président algérien a réitéré l'appui de son pays aux Palestiniens partisans de M. Arafat : « Nous sommes avec la révolution et le peuple palestiniens, a-t-il affirmé. Nous appuyons et nous aidons les responsables légitimes désignés par les institutions légitimes, et nous refusons qu'on s'ingère dans leurs affaires internes. » Cette dernière déclaration survenant au lendemain de la visite en Algérie du président syrien, M. Hafez El Assad (le Monde du 28 août), qui est en conflit avec le chef de l'OLP, M. Arafat. L'Algérie, de son côté, tente depuis plusieurs mois d'aplanir ces divergences.

### République sud-africaine

#### L'élection de la Chambre « indienne »

#### UN FAIBLE TAUX DE PARTICIPATION EST ATTENDU

Quelque quatre cent mille électeurs indiens sont invités, ce mardi 28 août, à désigner les quarante représentants de leur communauté au Parlement sud-africain. Les milliers d'observateurs s'attendent, à cette occasion, à un taux d'abstention supérieur à celui qui avait prévalu, le 22 août, lors des élections à l'Assemblée indienne, et qui avait été de 70%. En effet, les principales organisations indiennes, le Congrès indien du Natal (NIC) et du Transvaal (TIC) ont dénoncé ce qu'elles qualifient d'« élections de l'apartheid ».

La campagne électorale s'est d'ailleurs achevée, dimanche, comme elle avait commencé, dans la violence et les menaces. Des milliers d'écobiers indiens ont boycotté leurs cours lundi en signe de protestation contre la tenue du scrutin. En l'espace de deux semaines, trois bombes ont explosé, faisant dix blessés, dans la violence et les menaces. Des milliers d'écobiers indiens ont boycotté leurs cours lundi en signe de protestation contre la tenue du scrutin. En l'espace de deux semaines, trois bombes ont explosé, faisant dix blessés, dans la violence et les menaces. Des milliers d'écobiers indiens ont boycotté leurs cours lundi en signe de protestation contre la tenue du scrutin.

Mardi matin, des affrontements ont opposé policiers et manifestants à Lennexia, alors que s'ouvrait le scrutin. Les forces de l'ordre ont dispersé la foule à coups de grenades lacrymogènes et de fouets, et procédé à plusieurs arrestations, ont déclaré des témoins. (AFP, Reuters.)

## PROCHE-ORIENT

### LE PARTAGE DES EAUX DE L'EUPHRATE

#### La construction par les Turcs d'un gigantesque barrage inquiète les autorités syriennes

Correspondance

Damas. - Depuis le début des années 60, la question du partage des eaux de l'Euphrate empêche les relations entre la Syrie et la Turquie, sans qu'un accord ait jamais pu être conclu par les deux pays. Aux griefs que s'adressent mutuellement Damas et Ankara, s'ajoutent ceux de l'Irak qui, du fait de sa situation en aval du fleuve, est affecté par les gigantesques travaux d'aménagement syriens et turcs.

En 1975, au moment du remplissage des lacs de retenue des bar-

rages de Keban, en Turquie, et de Tabqa, en Syrie, la tension avait atteint un tel degré, entre Bagdad et Damas, qu'il avait fallu l'intervention de la Ligue arabe pour désamorcer la crise. Aujourd'hui, la réelle risque de nouveau de rebondir, alors que la Turquie vient de commencer les travaux de construction de ce qui sera l'un des plus grands barrages du monde : le barrage Ataturk, d'une capacité de 48 milliards de mètres cubes.

Ce sera le troisième ouvrage turc de ce type sur l'Euphrate, après ceux de Keban (30 milliards de mètres cubes), en service depuis 1975, et de Karakaya (9,5 milliards de mètres cubes), en cours d'achèvement. Lorsque le barrage Ataturk sera terminé, vers 1993, les Turcs disposeront ainsi d'un réservoir de quelque 90 milliards de mètres cubes pour la production d'énergie hydroélectrique et l'irrigation. Et ils ont encore dans leurs cartons deux autres projets du même genre, dont l'exécution est prévue d'ici l'an 2006. De quoi inquiéter les Syriens qui affirment que, si Ankara réalise la totalité de ce programme, il n'y aura plus assez d'eau dans l'Euphrate pour les autres pays riverains.

Or cette eau est vitale pour les Syriens, qui ont entrepris dans la vallée de l'Euphrate, depuis le début des années 60, un vaste plan de développement agricole et hydro-électrique. Le barrage de Tabqa (11,6 milliards de mètres cubes), construit avec l'aide des Soviétiques et mis en service en 1976, en est la pièce maîtresse. Un autre barrage, beaucoup plus petit et situé à 25 kilomètres en aval, est en

construction depuis 1981, et un troisième est actuellement à l'étude. Ce plan, qui prévoit, à terme, la bonification et l'irrigation de 640 000 hectares de terre (1), ne répond pas seulement à des préoccupations économiques. Comme le barrage d'Assouan en Egypte à l'époque de Nasser, il a aussi une dimension politique fondamentale : les dirigeants syriens en ont fait un symbole de progrès social et d'indé-

pendance nationale (celle-ci passant par l'indépendance alimentaire, objectif déclaré du régime de Damas), deux mots-clés dans l'idéologie baasiste.

Selon des sources diplomatiques, la Syrie revendiquerait le droit à utiliser 9,5 milliards de mètres cubes par an, soit environ un tiers du débit moyen de l'Euphrate à la frontière syro-turque. Les Turcs estiment, pour leur part, avoir besoin de 17 milliards de mètres cubes. Mais les experts du ministère syrien de l'Irrigation font valoir que ce chiffre ne tient pas compte des pertes dues à l'évaporation et aux infiltrations, toujours considérables dans des ouvrages tels que les barrages de Keban ou de Tabqa.

Les Syriens accusent les Turcs de s'être engagés dans la réalisation de leurs projets au mépris des intérêts de leurs voisins. Les Turcs leur rendent la politesse en affirmant à qui veut les entendre que les Syriens ont construit le barrage de Tabqa sans consulter les Irakiens. A Damas

pendance nationale (celle-ci passant par l'indépendance alimentaire, objectif déclaré du régime de Damas), deux mots-clés dans l'idéologie baasiste.

Selon des sources diplomatiques, la Syrie revendiquerait le droit à utiliser 9,5 milliards de mètres cubes par an, soit environ un tiers du débit moyen de l'Euphrate à la frontière syro-turque. Les Turcs estiment, pour leur part, avoir besoin de 17 milliards de mètres cubes. Mais les experts du ministère syrien de l'Irrigation font valoir que ce chiffre ne tient pas compte des pertes dues à l'évaporation et aux infiltrations, toujours considérables dans des ouvrages tels que les barrages de Keban ou de Tabqa.

Les Syriens accusent les Turcs de s'être engagés dans la réalisation de leurs projets au mépris des intérêts de leurs voisins. Les Turcs leur rendent la politesse en affirmant à qui veut les entendre que les Syriens ont construit le barrage de Tabqa sans consulter les Irakiens. A Damas

pendance nationale (celle-ci passant par l'indépendance alimentaire, objectif déclaré du régime de Damas), deux mots-clés dans l'idéologie baasiste.

Selon des sources diplomatiques, la Syrie revendiquerait le droit à utiliser 9,5 milliards de mètres cubes par an, soit environ un tiers du débit moyen de l'Euphrate à la frontière syro-turque. Les Turcs estiment, pour leur part, avoir besoin de 17 milliards de mètres cubes. Mais les experts du ministère syrien de l'Irrigation font valoir que ce chiffre ne tient pas compte des pertes dues à l'évaporation et aux infiltrations, toujours considérables dans des ouvrages tels que les barrages de Keban ou de Tabqa.

Les Syriens accusent les Turcs de s'être engagés dans la réalisation de leurs projets au mépris des intérêts de leurs voisins. Les Turcs leur rendent la politesse en affirmant à qui veut les entendre que les Syriens ont construit le barrage de Tabqa sans consulter les Irakiens. A Damas

pendance nationale (celle-ci passant par l'indépendance alimentaire, objectif déclaré du régime de Damas), deux mots-clés dans l'idéologie baasiste.



### LA GUERRE DU GOLFE

#### Selon le Sénat américain

#### Le rapport des forces penche en faveur de l'Irak

Un rapport du Sénat américain, publié lundi 27 août, à Washington, estime qu'il y a fort peu de chance pour que la guerre irano-irakienne débouche sur des hostilités entre l'URSS et les Etats-Unis, les deux superpuissances poursuivant, à court terme, le même objectif : la fin de ce conflit.

Ce document élaboré sous la direction du sénateur Charles Percy (républicain, Illinois), président de la commission des affaires étrangères au Sénat, indique que la politique poursuivie par les Etats-Unis, dans les domaines de la sécurité et de l'énergie, a contribué à rétablir le calme sur le marché pétrolier international et à apaiser les appréhensions des pays de la région.

Le scénario le plus dramatique établi par les sénateurs serait celui d'une « attaque massive » des Irakiens sur le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. Elle pourrait conduire les Iraniens « en désespoir de cause » à tenter d'empêcher toute navigation sur le Golfe et susciterait en contrepartie des « raids aériens irakiens dévastateurs » sur les ports iraniens. Ce n'est que dans ce cas seulement, selon le rapport, que les puissances occidentales pourraient être conduites à intervenir pour rétablir la liberté de navigation sur cet axe vital.

Le rapport estime enfin que l'équilibre des forces penche maintenant en faveur de l'Irak, du fait des importantes ventes d'armes françaises et soviétiques à ce pays au cours de l'année écoulée et de l'embargo dont l'Iran est victime dans ce domaine. « Nous estimons qu'un assaut iranien sur l'Irak conduirait probablement à une défaite de l'Iran, à moins que le moral des Irakiens ne s'effondre »,

poursuit le rapport, qui ajoute : « De récents succès ont conforté le moral des Irakiens, mais les observateurs pensent que la guerre reste impopulaire en Irak. » Pour effectuer une percée, « l'Iran devait trouver le point faible dans la défense irakienne et espérer qu'une telle opération affecte le moral des Irakiens », estiment les sénateurs.

Dans le Golfe, l'incendie qui s'était déclaré à bord du pétrolier panaméen, le *Cleio*, étouffé dans la matinée par un avion iranien dans la partie sud du Golfe (le Monde du 28 août), au large des côtes du Qatar, a pu être maîtrisé par l'équipage.

Selon l'agence koweïtienne d'information, citant des sources maritimes de la région, le *Cleio* qui se dirigeait vers le port pétrolier saoudien de Ras-Tanura et naviguait vraisemblablement à vide, a été attaqué par un avion iranien. Il s'agit, dans ce cas, d'une opération de représailles à l'attaque du pétrolier chypriote *Amethyst* qui avait été touché vendredi par un missile au sud du terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. (AFP - Reuters.)

Deux pendaisons en Iran. - Douze hommes, reconnus coupables de trafic et de contrebande de drogue, ont été pendus, lundi 27 août, à l'aube, à Kerman, dans le sud-est de l'Iran. Selon la radio de Téhéran, les condamnations à mort ont été prononcées par le tribunal de la révolution islamique de la ville. La radio ajoute que deux des condamnés avaient également fait de la contrebande d'armes et participé à des affrontements armés avec les forces de l'ordre. (AFP - Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Bhoutan

• RECTIFICATIF. - Une erreur d'impression a fait écrire à Gérard Viretelle, dans son premier article sur « Le Bhoutan en quête d'indépendance » (le Monde du 15 août), que l'Inde assurait 0,44 % du total des financements du V-plan de développement économique. C'est bien entendu 44 % du total qu'il fallait lire, comme le contexte de l'article le laissait entendre.

### Djibouti

• EXPULSIONS. - Cent soixante-quinze Ethiopiens et soixante et un Somaliens en situation irrégulière ont été expulsés ces deux dernières semaines de Djibouti, a-t-on appris, lundi 27 août, de source officielle à Djibouti. Les cent soixante-quinze Ethiopiens, appartenant aux ethnies afars, woldos, cromos et issas, ont été reconduits le 21 août à Calais, la frontière sud-ouest du pays avec l'Ethiopie. Ils ont été remis aux autorités militaires éthiopiennes, a-t-on indiqué de même source. La semaine précédente, a-t-on ajouté, soixante et

un Somaliens avaient également été reconduits à la frontière de leur pays. On déclarait lundi à Djibouti tout ignorer du sort des cent soixante-quinze réfugiés remis aux Ethiopiens dans une région qui est le théâtre d'une rébellion de maquisards afars, partisans de l'ancien sultan Ali Miral. L'hypothèse selon laquelle certains d'entre eux seraient morts de soif dans le désert en essayant de regagner à pied Djibouti ne peut être écartée, indique-t-on. La police djiboutienne procède régulièrement à des rafles parmi la population, afin de contrôler la situation des réfugiés. (AFP.)

### Inde

• LE CONGRES DES SIKHS INTERDIT. - Le gouvernement indien a interdit, mardi 28 août, le congrès international sikh prévu dimanche prochain à Amritsar (Pendjab), arguant du fait qu'il pourrait provoquer des incidents violents, a annoncé un porte-parole officiel. Les dirigeants sikhs ont cependant refusé de renoncer à la tenue de ce congrès, destiné à ex-

aminer la « grave menace » qui pèse, selon eux, sur la religion sikh. Le couvre-feu sera vraisemblablement instauré à Amritsar, ville de cinq cent mille habitants, si les organisateurs persistent dans leur refus d'obtempérer. (AFP.)

### Liban

• LES DÉTENTIONS AU CAMP D'ANSAR. - Le nombre des personnes détenues par l'armée israélienne dans le camp de prisonniers d'Ansar au sud du Liban s'est élevé à huit cent cinquante au cours du mois d'août, contre six cent deux pour le mois de juillet, a indiqué lundi 27 août à Beyrouth le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le chiffre de huit cent cinquante détenus est le plus élevé depuis que le camp d'Ansar a été remis en service. Le camp a été vidé de ses occupants lors de l'échange de prisonniers intervenu entre l'OLP et Israël le 24 novembre 1983. Depuis, il sert de nouveau lieu de détention, principalement pour des Libanais soupçonnés d'actes anti-israéliens. (AFP.)

### Maroc

• NOUVELLES MISES EN LIBERTÉ. - Trente-quatre militants du mouvement marxiste-léniniste interdit Ilal Amam (En avant), condamnés en 1973 et en 1977 à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison pour complot contre le roi, font partie des détenus amnistiés récemment par le roi Hassan II (le Monde du 26-27 août). Parmi les trois cent cinquante-quatre prisonniers bénéficiant, au total, de la clémence royale figurent aussi plusieurs émeutiers des désordres de janvier dans le Rif. (Reuters.)

### Nigéria

• TROIS POLICIERS EXÉCUTÉS. - Trois policiers, reconnus coupables, par un tribunal militaire spécial, d'avoir dévalisé un automobiliste à un barrage routier, trois policiers ont été condamnés à mort « pour attaque à main armée » et passés par les armes le week-end dernier dans l'Etat de Sokoto (nord-ouest du Nigéria), a rapporté, lundi 27 août, le quotidien *National Concord*. (Reuters.)







## EUROPE

### Turquie

#### Les opérations de ratissage continuent dans le Sud-Est après les attaques de maquisards kurdes

Ankara. — La situation semble être redevenue normale dans les districts d'Erzurum et de Samsat, dans le Sud-Est anatolien, où des maquisards séparatistes kurdes ont lancé, le 15 août, des attaques, dont le bilan officiel s'est élevé à deux morts et onze blessés. Les opérations de ratissage continuent cependant dans cette région montagneuse. Des commandos déployés en renfort auraient, d'ores et déjà, arrêté une vingtaine de suspects présumés, dont plusieurs femmes. Rien ne filtre quant à l'identité et la nationalité des personnes arrêtées. Le quotidien *Hürriyet*, cependant, indique que le chef des séparatistes d'Erzurum, un certain Mehmet Yaman, aurait été appréhendé dans la montagne, près de Samsat, en possession d'une arme automatique, de quatre mille cartouches et de grenades. Il aurait avoué avoir organisé l'attaque avec une soixantaine de militants séparatistes.

De même, environ deux cents personnes soupçonnées de complicité avec les maquisards seraient actuellement interrogées. Le commandement régional de l'état de siège a publié, dimanche 26 août, une liste de trente-deux personnes accusées

De notre correspondant d'appartenir à une « organisation clandestine ».

Le chef d'état-major des armées, le général Uygur, ainsi que le commandant en chef de la gendarmerie, le général Bayrak, sont rentrés à Ankara après une tournée dans les régions frontalières. Selon les journaux turcs, des groupes de soldats, avec l'appui d'hélicoptères, resserrent l'état autour des maquisards, près des frontières avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Une partie des assaillants auraient déjà réussi à regagner leurs bases de montagne en Syrie et en Irak, tandis que les autres seraient encerclés dans la montagne de Samsat.

Malgré, à quel groupe appartiennent les séparatistes ? Tant que les opérations militaires n'auront pas abouti, il n'y aura pas d'explication officielle détaillée.

Selon les premières informations, les attaques-surprises seraient l'œuvre des militants du PKK (Parti des travailleurs kurdes) connus en Turquie sous le nom d'« Apollon » et réfugiés dans les pays voisins

après l'intervention militaire de septembre 1980. Ils se seraient infiltrés à travers les frontières turco-syrienne et turco-irakienne, et ont vraisemblablement bénéficié de soutiens locaux en Turquie.

En lançant une attaque-surprise, les séparatistes ont-ils surtout voulu prouver la perméabilité des barrières dressées contre eux ? Voulaient-ils remonter le moral de leurs amis en Iran, actuellement encerclés par les troupes de Téhéran ? En même temps qu'ils attaquaient Erzurum et Samsat, les séparatistes kurdes avaient lancé l'assaut contre un poste militaire dans le district de Zende en Iran. Enfin, ces attaques sont-elles l'œuvre d'une fraction kurde, qui chercherait à s'imposer contre des fractions rivales ?

#### Des bases de repli dans les pays voisins

On peut multiplier les hypothèses. Pourtant, l'an dernier, au mois de mai, l'armée turque avait entrepris une opération de « nettoyage » à la frontière, avec le consentement du gouvernement de Bagdad. Elle avait pénétré de quelques kilomètres en territoire irakien. Mais les maquisards, informés de cette opération, avaient déjà plié bagages et aucun ne fut arrêté. Plusieurs journaux occidentaux avaient fait état de milliers d'arrestations de Kurdes. Ces informations furent énergiquement démenties par les autorités turques.

Les frontières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie sont fermées depuis quelques jours et placées sous le contrôle de l'armée.

La surveillance de l'oléoduc turco-irakien a été renforcée contre une éventuelle tentative de sabotage.

Les dirigeants d'Ankara auraient-ils demandé à nouveau à Bagdad l'autorisation de poursuivre l'opération de ratissage dans le nord de l'Irak mal contrôlé en raison de la guerre irako-iranienne ? D'aucuns n'excluent pas cette possibilité. En revanche, il semble certain que le gouvernement turc s'efforce par les voies diplomatiques d'attirer l'attention du gouvernement syrien sur les activités des éléments antérieurs réfugiés sur son territoire. Le ministre turc des affaires étrangères, M. Tulum, a effectué, l'an dernier, une visite éclair à Damas.

Le premier ministre, M. Özal, minimise pour sa part la portée des attaques-surprises. Selon lui, les maquisards ne constituent ni une menace, ni un problème. Ils cherchent à semer le trouble dans la région, à prouver qu'ils existent par le biais de la « propagande armée », et à provoquer les pouvoirs publics. « Mais nous sommes très attentifs à ne pas tomber dans ce piège », ajoute le premier ministre.

ARTUN UNSAL

### Pologne

#### UNE DÉCLARATION DE L'ANCIEN PORTE-PAROLE DE SOLIDARITÉ

#### « L'amnistie doit être totale pour créer un climat favorable à une solution politique »

affirme M. Karol Modzelewski

M. Karol Modzelewski, ancien porte-parole de Solidarité, libéré dans le cadre de la loi d'amnistie du 21 juillet dernier, nous a fait parvenir la déclaration suivante, faite à sa sortie de prison, et dans laquelle il fait allusion aux six autres dirigeants de Solidarité et aux quatre dirigeants du Comité de défense sociale (KOR) qui étaient menacés de procès :

« Pour nous maintenir en prison, malgré la levée de l'interdiction, les autorités nous avaient accusés de tentative de renversement du régime par la violence (article 123 du code pénal). Cette accusation concernait en réalité notre activité incontestablement légale à la direction du syndicat Solidarité avant le 13 décembre 1981. Cette accusation était totalement fabriquée. Elle nous a cependant valu un emprisonnement de plus de deux ans et demi sans procès. Notre libération, en vertu de l'amnistie, nous prive de la possibilité de prouver devant un tribunal que l'accusation était fautive et notre emprisonnement sans fondement. Dans notre cas, l'amnistie recouvre donc sous les apparences d'un acte humanitaire un acte d'illégalité incontestable : notre emprisonnement sans preuve ni procès, qui a duré des années. Nous sommes privés, par la loi d'amnistie que nous ne pouvons pas contester, de la possibilité de revendiquer nos droits.

« Mais c'est là un problème personnel, auquel je ne veux pas attribuer une importance politique excessive alors que l'amnistie a ouvert les portes des prisons à quel que soit cent cinquante prisonniers politiques. Il ne fait pas de doute que l'amnistie complète est une condition préalable à toute recherche d'une solution politique du conflit social qui déchire la Pologne. Ce premier pas ne peut évidemment pas constituer une solution s'il reste en même temps le dernier. Les prisonniers politiques ne sont pas la cause du conflit social, et le conflit social n'a pas été créé par les prisonniers politiques.

« C'est ce conflit social permanent qui remplit depuis décembre 1981 les prisons polonaises. Les causes en sont évidentes : délégalisation de Solidarité, qui a été repoussée dans la clandestinité, mais que les autorités n'arrivent pas et n'arriveront pas à briser ; changement de l'infrastructure juridique ; effet durable de l'état de guerre et des lois votées pendant l'été 1983. Quand on parle de réalisme politique, on sous-entend quelquefois que, pour des raisons d'Etat, les autorités ne sont pas disposées à satisfaire des

revendications sociales. A côté des réalités de l'establishment polonais, il faut pourtant prendre en considération les autres réalités constituées désormais par les aspirations destructrices de la société polonaise et par ses activités. S'il existe une solution à la crise politique, elle ne peut négliger aucune de ces deux réalités.

« L'amnistie, d'autre part, n'est pas complète. Je veux insister sur l'importance cruciale des cas de Bogdan Lis et de son adjoint Piotr Mierzejewski (1), qui ont été exclus du bénéfice de l'amnistie, car ils sont accusés de haute trahison (art. 122 du code pénal). L'analogie est frappante avec le procédé employé contre nous en 1982, avec la fausse accusation relevant de l'article 123 et qui a permis de nous maintenir en prison malgré l'abolition de l'état de guerre décrété le 13 décembre 1981. Il s'agit d'un problème analogue à celui des « onze », pas moins important, peut-être plus grave.

« Si Lis et Mierzejewski ne sont pas vite libérés, leur cas risque d'ouvrir une nouvelle phase de répression antisyndicale, beaucoup plus dangereuse que la précédente. Nous avons encore en mémoire les procès faits aux combattants de la résistance antinazie (2) à l'époque stalinienne, sous le prétexte de trahison de la patrie. Adaptée aux syndicalistes résistants d'aujourd'hui, cette formule priverait l'amnistie de

tout sens politique positif : elle marquerait au contraire un pas en arrière très dangereux.

« Enfin, l'amnistie n'a pas été appliquée à un groupe de mineurs de Lubin et de Wodzislaw, condamnés pour avoir provoqué des explosions devant le siège de la police. Tout en refusant cette forme de protestation, il faut souligner qu'il ne s'agissait pas d'attentats pouvant mettre en danger des vies humaines et qu'ils ont eu lieu à Lubin après une fusillade, le 31 août 1982, qui avait fait des morts parmi les mineurs. Si l'amnistie doit créer le climat de détente indispensable à la recherche d'une solution politique, elle doit être totale, et le problème des mineurs emprisonnés doit être résolu.

« Si le gouvernement reprend de la main gauche ce qu'il a accordé de la main droite, l'amnistie ne contribuerait pas à l'amélioration durable de la situation en Pologne ; une détermination importante ne serait pas, même, à exclure. Rien n'est encore définitif, c'est pourquoi l'opinion publique, y compris celle d'Occident, si elle ne veut pas être dupée, doit considérer cette amnistie avec la plus grande attention et la plus grande prudence. »

(1) Dirigeants de Solidarité clandestine.  
(2) C'est-à-dire membres de l'Armée de l'Intérieur non communiste.

### Roumanie

#### Deux intellectuels protestent contre les atteintes à la liberté de création

Deux intellectuels connus en Roumanie, l'écrivain Mircea Sandulescu et le cinéaste Mircea Daneliuc, ont renvoyé récemment leur carte du parti au comité central du PC roumain pour protester contre les atteintes à la liberté de création dans ce pays. Le premier a, en outre, demandé à émigrer aux Etats-Unis avec sa femme et ses deux enfants.

Ce geste est le seul moyen dont disposent encore les intellectuels roumains pour protester contre la politique culturelle menée par les autorités. Depuis que M. Ceausescu en avait redéfini les grandes lignes il y a un peu plus d'un an, dans un discours prononcé à Mangalia, on assiste à une reprise en main des activités intellectuelles. Cette fermeté s'est traduite à la fois par une forte diminution des moyens affectés aux diverses institutions culturelles (réduction du personnel technique, notamment à la télévision, réduction très sévère des subventions aux théâtres), et par le renforcement de la

censure, en particulier sur le cinéma et les publications écrites.

M. Ceausescu, qui demande aux créateurs de présenter « le modèle de l'homme nouveau, même s'il faut parfois embellir un héros », s'est fait pris par exemple à un film de Dan Pitas racontant l'histoire d'un ouvrier qui, finalement, se donne la mort. La diffusion de ce film a été interdite. Le dernier film de Mircea Daneliuc a connu le même sort, il y a un an et demi.

La censure a également été renforcée dans les maisons d'édition. Plusieurs écrivains, dont Nicolae Steinhardt, ont eu des démêlés avec la police. La quasi-totalité des revues, dans lesquelles s'était pour suivi tant bien que mal un débat allant souvent au-delà de préoccupations strictement littéraires, est désormais aux mains d'Eugène Barbu et de son groupe d'afficionados, chanteurs de la Roumanie heureuse, authentique et nationaliste, et proches de M. Ceausescu.

Mircea Sandulescu et Mircea Daneliuc suivent ainsi la même voie que le poète Dorin Tudoran, l'une des rares personnalités à être entrées ouvertement en opposition avec les autorités. Poète connu, entré en 1977 au conseil de l'Union des écrivains, Dorin Tudoran en avait démissionné en juillet 1981, après que le pouvoir ait privé cette organisation de la relative autonomie dont elle jouissait jusque-là, avec notamment la possibilité d'élire sa direction par un vote secret.

Mis progressivement à l'écart, Dorin Tudoran avait renvoyé sa carte du parti en mars 1982. A force d'isolement et de brimades, il s'était finalement résolu à déposer une demande de visa d'émigration aux Etats-Unis. Dans une interview à la Radio suisse romande, il exprimait en mai dernier sa vision extrêmement pessimiste de la situation en Roumanie : « Le problème le plus grave de la Roumanie, disait-il, n'est pas d'ordre économique : c'est un problème moral », celui du déclinisme qu'engendre « la rupture totale du dialogue entre le peuple et le pouvoir ». « Aucun pouvoir ne parviendra jamais à réparer cette catastrophe qu'est la destruction de la conscience d'un peuple. »

Expliquant les raisons qui l'avaient conduit à demander à s'expatrier, Dorin Tudoran poursuivait : « Nous n'existons pas, nous survivons. Nous sommes obligés en permanence à cet exercice de compromission et de mensonge qui détruit la stature morale d'un homme. (...) Il est impossible de vivre en Roumanie une vie de dissident. Le dissident est un personnage solitaire, presque donquichottesque. Je ne quitte pas mon pays, conclut le poète, je quitte une dictature. Il est toujours en Roumanie, où l'on vient de lui refuser un visa pour participer à une réunion internationale de poésie à Liège.

C. T.

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

GRACE AU RALLIEMENT D'UN INDÉPENDANT, M. JOHN ANDERSON

#### M. Mondale consolide son image centriste

De notre correspondant

Washington. — Le troisième homme de la campagne présidentielle de 1980, M. John Anderson, devait officiellement déclarer, ce mardi 28 août, son soutien à M. Walter Mondale.

Candidat indépendant après avoir échoué à obtenir l'investiture républicaine, M. Anderson avait réuni, il y a quatre ans, six millions de voix, soit 7 % des suffrages exprimés. Depuis ce modeste résultat, il n'a guère tenu le devant de la scène malgré la création, en novembre dernier, de son National Unity Party, dont il avait espéré faire un tremplin pour une deuxième candidature. Néanmoins son ralliement n'est pas négligeable pour M. Mondale car il devrait aider le candidat démocrate à affirmer l'image centriste qu'il cherche à se donner depuis la convention de San-Francisco, en juillet dernier.

Durant leur convention de Dallas, la semaine dernière, les républicains s'étaient attachés à contrecarrer cet effort en dénonçant en M. Mondale l'homme de la dérive « à gauche » du parti démocrate. Mais cette tactique ne semble pas leur avoir réussi. Alors que les démocrates avaient connu après leur convention de San Francisco une brève mais spectaculaire remontée dans les sondages, les amis de M. Reagan n'ont tiré, jusqu'à présent, aucun avantage de leur réunion de Dallas.

#### Une polémique apaisée

Leur avance de 10 à 15 points dans les intentions de vote reste intacte, mais le fait qu'elle n'ait pas progressé après quatre jours d'un spectacle politique minimeusement étudié pour les télévisions peut être considéré comme un relatif échec. Certains des conseillers de M. Reagan regrettent qu'il se soit montré, jeudi dernier, dans son discours d'acceptation, aussi exagérément polémique au lieu de jouer davantage de sa popularité et de la

confiance en l'avenir qu'il a su redonner à ses concitoyens depuis 1980.

A peine remis du trouble causé par la polémique aujourd'hui apaisée sur la situation fiscale de M. Ferraro et de son mari, M. Mondale a pu reprendre l'offensive sur le fond, et c'est un terrain qui lui est plus favorable que l'affrontement personnel.

Après que M. Reagan ait déclaré, vendredi, que les démocrates étaient des « ânes » parce qu'ils soutenaient le gel de la production des armes nucléaires, M. Mondale a affirmé dimanche que le président souffrait d'un « blocage » sur le contrôle des armements et que sa politique en la matière était « très, très dangereuse ».

Un communiqué accusant le candidat démocrate d'être « prêt à tout » pour parvenir à un accord avec l'URSS a été la riposte — immédiate — de la Maison Blanche. M. Reagan s'est donc laissé entraîner dans la discussion d'un bilan, qui, à deux mois de l'élection, prête peu à contestation pour la majorité des électeurs. C'est là un bon point pour son adversaire, qui presse le président sortant — en vain jusqu'à présent — d'accepter six débats télévisés au lieu des deux seulement qu'envisagent les républicains.

L'une des principales raisons que M. Anderson devait invoquer pour justifier son soutien aux démocrates est le danger de l'actuel blocage des relations soviéto-américaines. M. Mondale espère que ce ralliement lui attirera le vote des électeurs indépendants qui avaient été séduits en grand nombre par la candidature de M. Hart. Parallèlement, il s'efforce de consolider sa position dans l'électorat noir et devait, dans ce but, s'entretenir ce mardi avec M. Jackson et plusieurs autres personnalités politiques noires.

BERNARD GUETTA.

### Brésil

#### Le ministre de l'armée de terre lance un avertissement aux dissidents du parti gouvernemental

Brasília (AFP, UPI). — Le ministre de l'armée de terre, le général Walter Pires, a lancé un avertissement à la gauche et aux dissidents du parti gouvernemental dans une déclaration prononcée le samedi 25 août à Brasília. Il s'en est pris en effet aux « minorités radicales et stériles qui cherchent seulement à semer le désordre et le chaos ». « Que ceux qui utilisent l'oppression ou la violence, ou qui se servent de machinations en songeant qu'ils pourront modifier un jour les fondements de nos institutions politiques, ne se fassent pas d'illusions, l'armée restera vigilante », a déclaré le général Pires.

Le ministre a dénoncé les dissidents du PSD (Parti démocratique et social), la formation gouvernementale, en parlant des « désen-

teurs » qui ont « trahi leurs engagements ». Ces dissidents sont prêts à voter avec l'opposition au sein du collège électoral chargé de choisir, le 15 janvier 1985, le prochain président de la République.

Selon un sondage fait auprès des 686 membres du collège et publié par le journal *A Folha de São Paulo*, 358 d'entre eux ont l'intention de donner leur vote au candidat de l'opposition, M. Tancredino Neves, et 200 au candidat gouvernemental, M. Paulo Maluf, 128 encore indécis.

Un sondage réalisé dans six villes du pays et publié par le même quotidien montre que 48 % des personnes interrogées sont favorables à M. Tancredino Neves, et 19 % à M. Maluf.

### Grande-Bretagne

#### Les dockers suivent le mot d'ordre de grève de manière inégale

De notre correspondant

Londres. — Le mot d'ordre de grève nationale lancé la semaine dernière par les représentants des dockers au sein du Syndicat des transports (TGWU) fait l'objet d'une série de votes à la base ce mardi 28 août dans un grand nombre de ports de Grande-Bretagne. De l'issue de ces consultations, notamment dans les ports-clés de Bristol et Southampton, dépendra le succès du mouvement amorcé vendredi dernier dans les docks, mais aussi dans une large mesure l'avenir de la grève des mineurs.

Jusqu'à présent, la réponse des dockers à l'appel de leur syndicat a été inégale et, du point de vue du TGWU, décevante. A la fin de la semaine dernière, les délégués du syndicat avaient eu la satisfaction de voir plusieurs ports appliquer immédiatement leur mot d'ordre, notamment ceux de Liverpool, Hull et Tilbury (Londres). Dans ces ports comme dans une douzaine d'autres en Ecosse, la grève continue. D'un autre côté, en revanche, les ouvriers de deux ports de la côte est, Immingham et Grimsby, votaient pour la poursuite du travail. Le TGWU ne s'attendait guère à ce revers car les deux ports en question avaient participé à la grève de juillet dernier, née précisément à Immingham. Et, lundi, les ports de Belfast et Larne, tous deux en Irlande du Nord, se prononcèrent à leur tour contre l'arrêt de travail.

Pour le syndicat des transports, cette série de déflections est d'autant plus inquiétante qu'elles touchent des ports couverts par la convention collective sur l'emploi dans les

docks, dont la défense se trouve, selon le syndicat, au centre du conflit. Si les responsables du TGWU s'attendaient par un grand appui de la part des ports soumis à la convention de Douraves ou Felixstowe (dont le personnel se prononcera plus tard dans la semaine), ils se comptaient un large soutien dans les autres.

Le conflit trouve son origine dans la décision des dockers du terminal maritime d'Hunterston (Ecosse) de boycotter les importations de houille destinée à l'acierie de Ravenscraig par solidarité avec les mineurs. En agissant de la sorte, ils ne laissent pas d'autre choix à British Steel que de faire appel à la main-d'œuvre non syndiquée pour amarrer le charbonnier *Ostia*. Des représentants de la compagnie sidérurgique et de la section écossaise du TGWU ont tenté une nouvelle fois lundi, mais en vain, de régler la question de l'approvisionnement de Ravenscraig en charbon. Les dockers voudraient amener l'acierie à réduire volontairement sa consommation de combustible pendant la grève des mineurs. La direction de l'entreprise ne veut pas en entendre parler.

Si une majorité de dockers se prononce contre la grève, le TGWU subirait une sévère humiliation : mais cette gigantesque organisation aux activités très diversifiées se retirerait de cet échec. Un vote nettement hostile à la grève constituerait aussi et surtout un revers très dur pour les mineurs, car il signifierait qu'une part importante de la classe ouvrière n'est pas prête à se sacrifier pour leur cause. (Interim.)

### URSS

#### MOSCOU CONFIRME OFFICIEUSEMENT LA CONDAMNATION DE M. SAKHAROV

Moscou. — M. Elena Bonner, l'épouse de l'académicien dissident soviétique Andreï Sakharov, a été condamnée à cinq ans d'assignation à résidence à Gorki, pour avoir entravé la législation soviétique, a-t-on confirmé, mardi 28 août, de très bonne source soviétique.

Le procès s'est déroulé peu après le 15 août, à Gorki — ville située à 400 kilomètres à l'est de Moscou, interdite aux étrangers, où est relégué, depuis 1980, M. Sakharov. Le prix Nobel de la paix se trouve toujours dans cette ville, affirme-t-on, de même source, sans préciser le lieu exact de sa résidence actuelle.

Le 23 août, un porte-parole du département d'Etat avait annoncé à Washington la condamnation de M. Bonner à cinq ans d'assignation à résidence, le 17 août dernier, pour « colonnes envers l'Etat soviétique ».

**LIVRES**

**POLONAIS**

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

**LIBELLA**

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél : 326-51-09



## LE POINT SUR...

## L'Europe à géométrie variable

L'EUROPE devrait connaître dans les mois qui viennent un « nouveau cours » dans deux directions : politique et technologique. Si la première voie est encore pleine d'embûches, la seconde est mieux préparée. Sans doute, le Marché commun n'a-t-il pas suscité jusqu'ici une stratégie de recherche et de coopération entre les firmes dignes de ce nom. Du moins des projets ou des réalisations qui intéressent deux, trois, quatre pays de la CEE, ou même quelques-uns d'entre eux et les nations européennes extérieures à la Communauté, ont peu à peu vu le jour. En témoignage l'accord de principe conclu à Madrid par cinq pays sur la construction d'un avion de combat européen.

Cette Europe à géométrie variable fait moins parler d'elle que l'autre, institutionnellement mieux assise. Pourtant, dans les domaines scientifique, militaire, dans celui des transports et de la communication, elle a de nombreux succès à son actif.

Ce dossier est consacré à l'inventaire des principales actions communes. Elles devraient normalement se développer dans plusieurs directions, et notamment sous l'impulsion de la France, qui, en septembre 1983, a présenté un memorandum intitulé

« Une nouvelle étape pour l'Europe : un espace commun de l'industrie et de la recherche ». Il s'agit de favoriser de nouvelles coopérations sur ce terrain, de définir des normes communes, d'ouvrir des marchés publics, de mettre la politique commerciale commune au service du développement industriel européen, de favoriser les alliances et les coopérations entre firmes européennes, des entreprises, des projets d'infrastructures (tunnel sous la Manche, TGV européen, liaison de fibres optiques, réseau de banques de données, etc.).

Vivier très riche qui ne sert plus seulement à donner bonne conscience à ceux qui pensent qu'on a fait trop pour l'agriculture et pas assez pour l'industrie dans l'Europe des Dix. Le 28 février dernier, les ministres de l'Industrie décidèrent de lancer le programme ESPRIT (European Strategic Program of Research and Development in Information Technologies), force de frappe communautaire pour la recherche dans les techniques de l'information. Les deux plus grandes entreprises européennes de l'informatique (dont Bull, la CEE, Thomson pour la France) consacrent une enveloppe de 750 millions d'ECU (5,2 milliards de francs) au cours de la période 1984-1988 pour la réalisation de projets en

commun. De leur côté, les Dix mettent la même somme en « pot » commun.

L'intérêt de l'entreprise est non seulement d'avoir dégagé des sommes assez importantes pour essayer de rattraper une partie du retard pris par l'Europe en matière d'information, mais d'impliquer une collaboration étroite entre les industries, les centres de recherche et les universités d'une part, et la Commission européenne de l'autre, qui aura, en la matière, des pouvoirs de gestion assez larges.

La Commission s'efforce maintenant de convaincre les États membres d'élargir la coopération dans les domaines de la biotechnologie. Des lignes d'action ont également été proposées pour lancer une politique communautaire des télécommunications, indépendamment des articulations avec le programme ESPRIT.

Qu'elles retombent sur l'ensemble communautaire ou sur quelques-uns des pays qui le composent, des idées sont lancées. Des réalisations suivent au bon vouloir, dont les plus célèbres sont Airbus et Ariane. L'Europe « à la carte » n'est pas un pis-aller. Elle doit se modeler tout naturellement, suivant l'état de maturité, d'urgence, de ressources, de motivations des nations du Vieux Monde, face au défi lancé par les États-Unis et le Japon.

## Communication : de nouveaux défis

S'il était un domaine où il y a encore peu de temps, l'Europe n'avait guère de souci à se faire, c'était bien celui de la communication, comprise dans son sens le plus large. A cet égard, 1984 restera peut-être pour elle l'an 1 d'une prise de conscience générale des nouveaux enjeux, décisifs, auxquels elle se trouve désormais confrontée.

Jusqu'au début de cette décennie, l'Europe de la communication se manifestait surtout, outre les connexions des réseaux publics dépendants des administrations des PTT, au travers des initiatives de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) créée en 1950 et qui regroupe cent quatre organismes de radiodiffusion de soixante-quinze pays.

Depuis plus d'un quart de siècle, l'UER organise les retransmissions de l'Eurovision. Leur nombre a plutôt diminué en 1983 par rapport à 1982 : 890 contre 963, parmi lesquelles une majorité toujours écrasante de programmes sportifs pour lesquels elle négocie souvent les droits à 84,9 %. Un autre aspect important de ses activités, est l'organisation de la « Boîte » des actualités télévisées (les fameux « EVN », en langage professionnel). Le contingent de ces images venues du monde entier et qui constituent souvent l'unique source internationale des journaux télévisés croît légèrement d'une année sur l'autre : 7 943 en 1983 au lieu de 7 636 en 1982.

Aujourd'hui, l'UER, qui est financée par ses adhérents et dont toute la « philosophie » repose sur le principe d'une télévision non commerciale, s'interroge sur son avenir. 1984 est précisément l'année où un genre de télévision différent a fait son apparition en Europe : la télévision transnationale et commerciale. Les troubles-fête en sont les satellites qui constituent à eux seuls un enjeu central pour le Vieux Continent.

Si vingt-quatre pays ont à présent signé la convention instituant l'organisation « régionale » européenne de communications par satellites, Eutelsat, créée en septembre 1982, trois seulement l'ont ratifiée, dont la

France. Avec 16,4 % des parts, l'Hexagone est l'une des principales parties prenantes à cette institution avec la RFA et la Grande-Bretagne, qui, à peine nées, donne plus d'un souci sérieux.

La deuxième satellite d'Eutelsat, devant rejoindre son homologe ECS 1 installé sur orbite géostationnaire depuis la mi-1983, sera lancé, en principe, le 4 août prochain en même temps que son « cousin » des PTT françaises, Télécom 1. Le système, désormais complet, devrait dès lors être opérationnel. Mais sera-t-il rentable ?

Certes, l'apparition des premiers clients, « Sky Channel » (promu par le magnat de la presse anglaise Rupert Murdoch) et « TV 5 » (une compilation d'émissions de chaînes publiques francophones), avant même la mise en service opérationnelle, a constitué un signe encourageant. Mais ECS 1 et 2, qui sont des satellites de faible puissance dont les émissions se captent avec des installations coûteuses, ont surtout besoin de relais de services commerciaux d'entreprises (échanges de données, téléconférences, etc.) pour s'annoncer et pour dégager la base financière des prochains systèmes déjà planifiés.

## La « déréglementation »

Or Télécom 1 et le système ECS seront concurrents, même si l'on n'en défend officiellement des deux côtés, en faisant valoir qu'une coordination est d'ores et déjà prévue. Plus d'un doute est néanmoins permis à l'endroit des chances de développement d'Eutelsat que menacent bien d'autres réalisations en cours : à commencer par des projets analogues à Télécom 1 qui nourissent le Bundespost et British Telecom pour l'horizon 1986-1987.

Mais Eutelsat s'inquiète surtout des intentions d'Intelsat (1), qui aurait décidé d'étendre ses compétences en matière de transmissions par satellites à l'Europe à partir de 1988, ainsi que du projet GDL annoncé par le Luxembourg, auquel

sont associés des intérêts américains. Notamment ceux d'un homme, M. Clay Whitehead, qui se définit lui-même comme l'un des principaux promoteurs de la fameuse « déréglementation » amorcée aux États-Unis alors qu'il était conseiller à la Maison Blanche.

La « déréglementation », d'inspiration néo-libérale, est sans doute l'un des plus importants défis lancés à l'Europe de la communication comme à son économie. En marge de la rigueur que la France met au point, en collaboration avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), pour contourner GDL sur le terrain de la télévision sans frontières, on peut citer trois séries d'initiatives menées actuellement par l'Europe pour tenter de mieux organiser ce domaine de la communication désormais appréhendé unanimement comme un secteur stratégique :

● Les travaux engagés récemment par la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT), créée en 1959, en vue d'établir des normes communes pour les matériels et des procédures devant faciliter l'apparition d'un vrai marché européen de la communication capable de concurrencer les grands constructeurs américains IBM et ATT (le Monde du 21 janvier).

● La prise en compte des enjeux liés à la culture considérée maintenant, aussi, sous ses aspects industriels par des institutions de la Communauté économique européenne (CEE) depuis le premier conseil « formel » des ministres concernés le 22 juin à Luxembourg (le Monde du 24-25 juin).

● Enfin, la décision récente de la Commission de la CEE d'étudier toutes les implications du traité de Rome en matière de radio et télédiffusion par câble et satellite. Un « livre vert » consacré à ce sujet est en cours de publication.

(1) Organisme mondial de gestion des communications internationales par satellite.

## Aéronautique et armement : une relance sur l'initiative de la France

Depuis le début de cette année, sous l'impulsion du gouvernement français, les pays européens tentent de relancer, non sans quelques succès à ce jour, leur coopération long-temps interrompue dans le domaine de la construction aéronautique, sur l'initiative de leurs gouvernements respectifs, cherchant à coordonner leurs actions en présentant des programmes d'équipement communs, au lieu d'aller en ordre dispersé à la bataille commerciale, ce qui les rendrait vulnérables.

En mars dernier c'est d'abord, la décision de la France, de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne de commencer la fabrication d'une nouvelle version de l'Airbus, dite A-320, pour le transport de cent cinquante passagers sur des courtes et moyennes distances.

## Pari délicat

Puis, ce fut, en mai dernier, l'accord conclu entre la France et l'Allemagne fédérale pour la construction, conjointe d'un hélicoptère de combat et de neutraliser des hélicoptères adverses. L'aboutissement de cette négociation a été salué comme un nouveau départ de la coopération militaire de part et d'autre du Rhin, qui avait été perturbée par le grave échec du projet de char de combat commun. Depuis la conclusion de cet accord, d'autres pays européens, tels que les Pays-Bas, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Espagne et, dans une moindre mesure, l'Italie, ont fait savoir qu'ils pourraient demander, à un jour prochain, à être associés à cette aventure.

Récemment, encore, cinq pays européens : la France, l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie, ont jeté les bases d'une autre coopération qui vise la construction d'un nouvel avion de combat, dont l'entrée en service opérationnel aurait lieu durant la seconde moitié de la décennie prochaine. Projet ambitieux, puisque, s'il parvenait à son terme, il marquerait, par l'harmonisation des missions attribuées à cet appareil, un premier pas vers un accord, plus politique, d'organisation européenne de sécurité.

Pour tenter de surmonter les difficultés rencontrées sur les marchés, qui risquent de durer quelques années encore, et pour relancer les études sur de nouveaux projets mieux adaptés aux besoins de ces marchés, les industriels européens, sur l'initiative de leurs gouvernements respectifs, cherchent à coordonner leurs actions en présentant des programmes d'équipement communs, au lieu d'aller en ordre dispersé à la bataille commerciale, ce qui les rendrait vulnérables.

D'où, actuellement, cette relance d'une coopération européenne qui avait tendance, jusque-là, à s'essouffler. Si l'union ne fait pas toujours la force, elle a toutefois l'avantage de permettre de rassembler les énergies, de partager les dépenses et de limiter les risques encourus par une rivalité effrénée.

Il n'en demeure pas moins que, dans des secteurs aussi stratégiques ou « sensibles » que le sont les industries aéronautiques, chaque gouvernement implique toute de ne point trop se fier définitivement aux mains, en acceptant des accords qui viendraient à l'encontre de ses intérêts vitaux de sécurité ou de souveraineté nationale. Les négociations de coopération, bilatérales ou multilatérales, se heurtent toujours à cette nécessité-là : il faut conserver, entière, leur capacité de travailler seuls, aux industries nationales, et veiller à ce qu'ils soient, malgré tout, en mesure de continuer, sans aide extérieure, même allié, un programme aéronautique jugé primordial.

## En merchant

Le pari est délicat à tenir. Il faut, d'un côté, montrer bon visage à la perspective d'une coopération européenne accrue, et, de l'autre, prendre des garanties pour qu'elle n'empêche pas sur la libre détermination de l'Etat et l'indépendance du savoir-faire de chaque partenaire industriel. Le fait que, dans le passé, les gouvernements européens impliqués ont réussi à se tenir à égale distance de ces deux obligations, est

réassurant pour la suite des programmes aéronautiques décidés ou en gestation.

Car l'Europe aéronautique n'a pas à rougir de ses réalisations précédentes, même si, depuis, il y a eu un temps mort avant que la relance des projets n'intervienne, il y a quelques mois.

La France et l'Allemagne fédérale, notamment, ont donné le ton avec leurs accords sur l'avion de transport Transall, sur l'avion d'entraînement et d'appui tactique Alpha-Jet sur les missiles anti-chars Hot et Milan ou anti-aériens Roland. Les deux pays, associés au Royaume-Uni, ont réalisé l'Airbus, qui, s'il n'est pas encore un programme rentable pour ses constructeurs, symbolise la volonté européenne de ne pas abandonner le marché du transport civil aux États-Unis. Avec la Grande-Bretagne, la France a conçu l'avion d'attaque au sol Jaguar et une série de trois hélicoptères, Gazelle, Puma et Lynx, si l'on veut oublier l'expérience du premier superhélicoptère civil Conquest, une « erreur de jeunesse » technologiquement audacieuse.

Associée à la Belgique, la France a conçu un réseau particulièrement sophistiqué et moderne de transmissions automatiques, au profit de leurs armées de terre, pendant que ces deux mêmes pays, avec les Pays-Bas, ont mis en chantier, au bénéfice de leurs marines de guerre, des navires chasseurs de mines.

On le voit, le bilan est loin d'être négatif, et, à force de patience, de compromis, des réalisations concrètes existent ou sont à venir, formant un « tissu » d'accords croisés qui, dans le domaine précis de l'aéronautique et de l'armement, préfigurent ce que pourrait être l'utilisation, en commun, des matériels sur un champ de bataille, par exemple : « L'Europe se prouve en merchant », a l'habitude de dire le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, qui s'est déclaré, à plusieurs reprises, prêt à aller jusqu'au partage du travail en Europe.

Une perspective que, cependant, le PCF résume, au nom de la souveraineté nationale.

## Recherche scientifique et développement technologique : une coopération exemplaire

S'il est un secteur où l'expression de « géométrie variable » convient bien à l'Europe, c'est celui des recherches scientifiques et du développement technologique. Les trois grands systèmes coopératifs — le CERN, l'ESA, l'Euroatom — couvrent une géographie distincte, ont des structures et des modes de fonctionnement qui ne se ressemblent guère. A côté de ces mastodontes, il y a un bon nombre de coopérations de moindre ampleur, souvent restreintes à deux ou trois pays.

## Le succès du CERN

Incontestablement, le CERN (laboratoire européen pour la physique des particules) est « le » succès européen. Créé en 1953 dans la banlieue de Genève, le CERN est l'œuvre de scientifiques ayant complètement ignoré les questions d'ingénierie nationale qui ont entravé tant d'autres projets.

Pourtant, le CERN coûte cher à ses trente États membres (1). Le budget 1984 est de 701 millions de francs suisses (près de 2 600 millions de francs français), répartis à peu près au prorata des PIB.

Mais ces dépenses ont porté des fruits. Inexistante après la guerre, la recherche européenne en physique des particules — le domaine où l'on met à jour la structure ultime de la matière — est devenue l'égale de l'américaine. L'année 1983 a vu deux découvertes majeures, celles des particules W et Z, prévues de longue date par les théoriciens et dont l'existence était indispensable à la cohérence de leurs modèles. C'est au CERN que ces découvertes ont été faites.

Le CERN est engagé actuellement dans la construction du LEP, un immense « collisionneur » d'électrons et de positons. D'un coût global évalué à 1 milliard de francs suisses, le LEP, qui entrera en service à la fin des années 80, doit permettre au CERN de rester, bien après l'an 2000, le laboratoire phare qui est devenu.

## Les épiques d'Euroatom

Les couronnes qu'on a tissées au CERN sont des épiques pour l'Euroatom. Cette communauté atomique européenne, issue du traité de Rome,

n'a jamais pu jouer le rôle qu'en attendaient ses promoteurs. Une gestion par des fonctionnaires bruxellois ignorants du monde de la recherche, l'hostilité marquée de certains gouvernements qui n'avaient guère la fibre européenne en matière atomique — c'est peu de dire que le général de Gaulle n'a rien fait pour aider l'Euroatom naissant, — il n'en a pas fallu plus pour stériliser les quelques bonnes volontés. La principale centre de recherche, à la fois (Italie), sur le lac Majeur, a une réputation bien établie de coûteuse stérilité. Le réacteur Essor qui y avait été étudié n'a eu aucune postérité, et l'abandon en 1982 du projet Super-Sera, une simulation d'accidents nucléaires sur laquelle le CEE a dépensé quelque 400 millions sans résultats, n'a pas amélioré cette réputation.

A quelque chose malheur est bon. La recherche scientifique européenne va sans doute enfin connaître une réussite avec le JET, l'appareil européen d'étude de la fusion thermonucléaire qui est entré en service il y a un an à Culham, au sud d'Oxford (Grande-Bretagne). Construit dans les délais, sans dépassement notable des coûts prévus, géré suivant des règles largement inspirées par l'exemple du CERN, le JET a incontestablement pris un très bon départ. Le budget annuel avoisine 750 millions de francs. Rappelons enfin, sur un plan plus technologique et industriel, EUROFIP, société qui rassemble depuis 1973 la France, l'Italie, la Suède, l'Espagne et la Belgique, qui vient au deuxième rang mondial, pour les capacités d'enrichissement de

l'uranium, et les participations allemandes et italiennes au projet français Superturbo à Creys-Malville pour l'étude du supergénérateur, plus rentable à terme que les centrales nucléaires classiques.

## La souplesse de l'Agence spatiale

C'est aussi d'un échec qu'est née l'ESA, l'Agence spatiale européenne, dont le budget 1984 s'élève à 5,5 milliards de francs. Celui de la fusée Europa, dont les différentes versions, essayées entre 1967 et 1971, ne mirent jamais en orbite le moindre satellite. L'organisme européen qui avait été créé pour développer ce lanceur, l'ELDO, fut dissous en 1973, et il fut décidé de transformer un organisme de recherche spatiale, l'ESRO — qui, lui, avait honorablement accompli sa mission, — en une Agence spatiale européenne dont l'activité s'étendrait à tous les domaines d'utilisation de l'espace. Surout, la structure fut très souple. La seule activité qu'il s'imposait à tous les membres de l'ESA (2), outre la couverture des dépenses administratives, est le programme scientifique, héritage de l'ESRO, financé au prorata des PIB.

Tous les autres programmes sont optionnels : ils résultent en général du volontarisme d'un ou de quelques États, qui prennent une part majoritaire au financement et contrôlent de très près la gestion. Ainsi en fut-il du développement d'Ariane, financé à

plus de 80 % par la France. Symétriquement, c'est l'Allemagne fédérale qui fut l'initiateur — et la finança à 54 % — du Spacelab, ce laboratoire spatial qui voyage dans la soute de la navette spatiale américaine. Un troisième grand programme, celui des satellites de télécommunications, est à forte participation britannique.

Outre ces opérations de grande ampleur, les pays européens collaborent sur des programmes plus ponctuels et moins gourmands en crédits. Il s'agit surtout de grands équipements scientifiques dont la construction et le fonctionnement coûtaient trop cher pour être pris en charge par un seul pays. C'est ainsi qu'a été conçu l'Institut franco-germano-britannique Lase-Langevin (ILL), qui abrite à Grenoble un réacteur de neutrons à haut flux ; il a reçu en 1984 un budget total de 264 millions de francs (dont 33 millions pour sa modernisation) et occupe en permanence 508 personnes.

Six pays européens (3) se sont par ailleurs associés pour construire et exploiter l'ESCAT (European incoherent scattering), sorte de grand radar destiné à l'étude de l'ionosphère (cette couche d'atmosphère située entre 90 et 500 kilomètres d'altitude), dont la construction (non encore achevée) est estimée à 83,5 millions de francs (valeur 1975). L'Institut franco-allemand de radioastronomie millimétrique (IRAM) a par ailleurs été fondé en 1979, avec pour mission d'installer une grande antenne et un interféromètre pour étudier le milieu interstellaire. Ces deux équipements, d'une valeur

totale de 180 millions de francs (valeur 1977), sont actuellement en cours de montage, le premier en Espagne et l'autre sur le plateau de Bure (dans les Alpes françaises).

Restent, pour compléter ce tableau, les centres communs de recherche de la CEE, qui ont été ou seront créés pour la période 1984-1987 700 millions d'ECU (près de 5 milliards de francs), occupent 2 260 personnes et mènent des recherches « tous azimuts », ainsi que l'European Molecular Biology Laboratory (EMBL), situé à Heidelberg, en Allemagne fédérale, spécialisé dans l'étude de l'organisation du vivant et de la biologie moléculaire moderne.

(1) Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, La Yougoslavie a quitté le CERN en 1961.

(2) Allemagne fédérale, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, Autriche, Canada et Norvège sont associés à des titres divers.

(3) Allemagne fédérale, Finlande, France, Grande-Bretagne, Norvège, Suède.

Dossier établi par :  
MAURICE ARVONNY  
PIERRE DROUIN  
ELISABETH GORDON  
JACQUES ISNARD  
et ÉRIC ROHDE

**CEPES**  
depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants...  
CLASSE préparatoire sciences-po  
NEUILLY ET QUANTYER LATIN  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.84.04 - 745.08.19

سكول المثلث



Politique et communication

(Suite de la première page.)

« La crise économique et sa cascade de conséquences, explique notamment M. Demuth, ont favorisé la cristallisation de ce courant, recensé par la Cofrems, d'intégration du complexe et de l'incertitude. Les individus se sont habitués à vivre dans un monde complexe, incertain. Ils hésitent, tâtonnent, leur pensée chemine, s'élabore peu à peu, et ils ne sont pas loin de penser que celui qui n'a que des certitudes est sur le point de se tromper. Dans les années 60, ils avaient davantage le sentiment qu'ils pouvaient régler leur propre vie, tracer leur plan de carrière, programmer leur avenir. Ils avaient davantage confiance en la capacité de l'esprit humain à prévoir et organiser les choses.

« Aujourd'hui ils se sentent moins maîtres de leur vie et pensent qu'ils doivent la gérer en manifestant une plus grande souplesse. Ils ont moins de grands objectifs et sont amenés à remanier une ou deux fois les valeurs auxquelles ils sont attachés ».

Cette adaptation à un monde plus complexe peut expliquer que lorsque l'on interroge les Français sur ce que serait pour eux la « société idéale », leurs réponses sont antagoniques, alors qu'elles se rejoignent quand il s'agit d'évoquer les moyens de sortir de la crise.

Autonomie et compétence

L'infériorité du courant « vers plus d'autonomie » - courant le plus puissant, depuis vingt-cinq ans, d'après les études de la Cofrems - n'est pas non plus sans conséquences sur les attitudes politiques, pense M. Demuth. C'est ainsi que si l'on recherche toujours plus d'autonomie, on cherche aujourd'hui davantage, semble-t-il, à la réaliser « en négociation avec... les autres, les faits, les environnements. On aspire à de « nouvelles formes de convivialité », on souhaite « vivre ensemble » mais dans des structures plus souples. La cellule familiale par exemple n'éclate pas, mais s'accommode d'aller-retour. Et pour que « tout cela marche », réapparaissent des

demandes d'autorité et d'ordre, mais minimum, et de « compétence ». Non pas une compétence de type autoritaire, technocratique, mais une compétence qui, justement, permette cette « libération », des initiatives, des « envies de faire » de la population, qui « organise une dynamique ».

« Le groupe que nous considérons, à l'heure actuelle, comme un bon laboratoire du futur, précise M. Demuth, est composé de gens qui ont plus le goût du risque, de la créativité personnelle, mais rejettent moins l'autorité et l'ordre que la moyenne de la population. Ils sont pugnaces, ont le désir que les choses se fassent, mais avec un minimum d'organisation ».

Enfin, sans doute faut-il rappeler, que les Français manifestent dans leurs choix un plus grand éclectisme ; en outre, ils ont tendance à attendre « et voir » plutôt qu'à trancher tout de suite.

Cette évolution, observée par la Cofrems, a bien évidemment des incidences sur le comportement politique des citoyens. « Le désintérêt pour la politique est sans doute à mettre au compte de la faible capacité de la politique traditionnelle à « embrayer » sur les nouveaux modes d'élaboration des comportements », reconnaît M. Demuth. Or les hommes politiques seraient trop enfermés sur leurs certitudes, fonctionneraient « à vide », hors des réalités. « Si la dureté des temps, explique M. Demuth, a mis au pied du mur un certain nombre d'institutions sociologiques, il semble que l'entreprise ait su mieux innover que le système politique, et le public s'en est rendu compte : depuis 1983, l'entreprise est révolue. Les socio-professionnels ont constaté qu'ils s'étaient ouverts à une multiplicité de déterminants de leur action dont ils ne tenaient pas compte avant (variables technologiques, sociologiques, politiques) et, comme ils sont condamnés à réussir - ou à disparaître - ils sont souvent arrivés à trouver des solutions jugées pas trop mauvaises. Cela a fait naître dans leur esprit cette idée que les politiques qui n'ont pas su faire ce travail sont des

ânes, qui ne font preuve d'aucun professionnalisme ».

On peut toutefois remarquer que la difficulté est plus grande pour un politique qui doit jouer avec des réalités qu'il maîtrise mal, et avec une population qu'il ne peut segmenter comme on le ferait d'un marché.

Harcèlement idéologique

De fait, poursuit M. Demuth, « le professionnalisme des politiques semble ne pas parvenir à s'enrichir, à s'insérer au contact des réalités. S'ils parviennent à intégrer dans leurs discours un certain nombre de paradigmes, d'idées du monde extérieur, les politiques ne parviennent pas à trouver les « nouvelles manières de faire » qui embrassent sur leurs éventuelles « nouvelles manières de dire », à trouver, au-delà du langage des mots, un langage des actes ».

Autre occasion de divorce entre les citoyens et la politique, la trop grande place laissée à l'idéologie. Au moment où les citoyens considèrent que les idéologies ne fournissent pas de solutions immédiates pour résoudre leurs difficultés quotidiennes, ils remarquent que les responsables politiques continuent, eux, de « fonctionner sur des registres idéologiques ». Ils s'attachent trop aux finalités et pas aux moyens et ne paraissent pas capables, au contact des réalités, de « remanier leurs valeurs ».

« Si les hommes politiques sont jugés au début de leur carrière comme des gens plutôt mieux que les autres, si on leur reconnaît le sens de l'intérêt collectif, ils jouissent d'un moins grand crédit auprès de la population quand ils sont intégrés au système », remarque M. Demuth. « Les individus ont tendance à considérer que l'entreprise forme des hommes capables d'un certain type de compétence, mais que le système politique, lui, au contraire, tire des hommes politiques plutôt le pire que le meilleur. Il les déshumanise et leur fait perdre l'aptitude à réagir à des situations complexes, à faire des aller et retour constants entre ce qu'ils veulent et ce qu'ils peuvent faire ».

De plus, les hommes politiques apparaissent « obsédés » par l'idée de garder avant tout le pouvoir, alors qu'aux yeux de l'opinion, le pouvoir n'est plus aussi valorisé que par le passé et doit davantage se « négocier ».

Enfin, dernière carence, la communication politique serait, faute de faire appel à des réalités vécues, une « communication morte ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Prochain article :

UNE MEFIANCE  
TOUS AZIMUTS.

M. Jospin : l'incohérence, l'irresponsabilité  
la radicalisation de l'opposition

M. Lionel Jospin a déclaré, le lundi 27 août, au cours d'un « Point de presse », que la proposition d'élargissement du référendum faite par le président de la République « n'a pas été une diversion face aux sérieux problèmes actuels, ni même une habileté ». (Nos dernières éditions datées 28 août.) Il était, selon M. Jospin, « indispensable d'intervenir sur ce thème des libertés et de lever les accusations injustes formulées par l'opposition ». « On approche de la clôture de cet épisode », a précisé le premier secrétaire du Parti socialiste.

M. Jospin a affirmé que l'opposition fait preuve « d'incohérence, d'irresponsabilité et de radicalisation ». Une opposition qu'il considère traversée par « toute une série de conflits » : conflits d'hommes, entre les candidats potentiels à l'élection présidentielle, conflits de générations, divergences sur l'attitude à adopter face au gouvernement. L'entretien de rentrée de M. Raymond Barre, publié dans le Monde du 22 août, peut se résumer, selon le leader socialiste, « à un simple positionnement personnel ».

En réponse à M. Jacques Chirac, qui avait évoqué, dimanche, l'« art du subterfuge » du chef de l'Etat, M. Jospin a déclaré : « Jacques Chirac et les membres de l'opposition voulaient un référendum. On leur a proposé un référendum. Ils n'en veulent plus... ». M. Chirac, pour tous les deux mois sa candidature au pouvoir. Il ne semble pas comprendre qu'il n'y a pas de poste à pourvoir et qu'il ne fournit pas de

curriculum vitae », a ajouté M. Jospin. Il a rappelé que M. Chirac, qui demande la dissolution de l'Assemblée nationale, l'avait déjà fait en 1976, après les élections cantonales. Le Sénat, dans cette affaire, a été, selon lui, « plus une Chambre de passion qu'une Chambre de réflexion ». « On ne peut exclure, a-t-il dit, que le Sénat ait la tentation d'outrepasser ses pouvoirs. Or il existe un équilibre des institutions auquel nous sommes habitués ».

Abordant la question de la rupture du Parti communiste avec le gouvernement, M. Jospin a précisé : « Nous avons conclu le contrat ensemble, nous ne l'avons pas rompu ensemble ». Ajoutant que « les contradictions auxquelles la direction voulait échapper continueront à peser sur elle, en même temps qu'un certain nombre de contradictions pèseront moins sur nous ». Le Parti socialiste, quant à lui, doit, estime son premier secrétaire, « remplir avec plus d'insistance sa fonction de débat dans les deux ans à venir ».

En outre, pour M. Jospin, qui devait rencontrer lundi après-midi le ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, il n'est « évidemment pas question de refaire la loi Savary ». Il ne faudrait pas davantage, a-t-il ajouté, « donner, aujourd'hui, à l'enseignement privé sans compensation ce qu'on lui donnait hier avec compensation ». Une campagne sera prochainement lancée par le PS sur le thème : « L'école publique, école de la réussite ».

L'éditeur d'art Jean de Bonnot vous offre

un livre gratuit

**GRATUIT :**  
Le premier volume de l'édition monumentale de la Comédie humaine de **BALZAC**  
Valeur 187 Francs -  
Aucun engagement  
**Attention :**  
le livre paraîtra dans 6 mois environ.

Vous verrez ainsi comment est fait un vrai livre d'art.

Je ne ferai pas un cadeau pareil tous les jours. Mais je voudrais vous faire toucher du doigt l'énorme différence qu'il peut y avoir entre certains livres « tape-à-l'œil » et une véritable édition d'art, réalisée avec amour et conscience. On aime ou on n'aime pas les belles choses. C'est affaire de goût et de culture. Quant à moi, je me refuse à faire du faux, du clinquant, du bon marché. Vous le savez, un amateur lucide préfère avoir moins de livres et les choisir de qualité. Pour cela, il sait qu'il doit payer le prix mais, en définitive, c'est lui le gagnant. Comptez les pages des livres tapageurs et faites vos comptes. Les beaux livres donnent des joies durables et prennent de la valeur avec l'âge, alors que les faux semblent vieillir mal. Je le prouve en m'engageant formellement ici à vous les racheter à n'importe quel moment et au même prix.

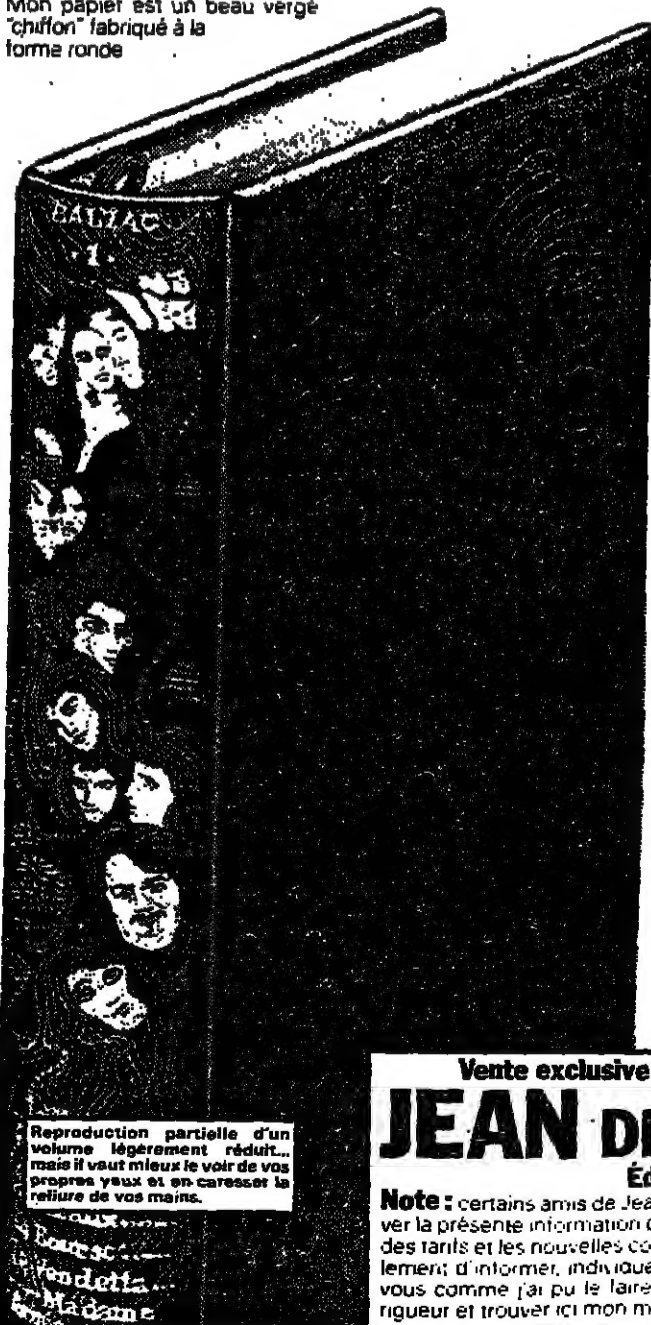
**Balzac :**  
la Comédie humaine.  
28 volumes in-octavo (14 x 21 cm) - 89 romans et nouvelles - 392 illustrations de l'époque - plus de 13 500 pages décorées.

Les principaux titres de la collection :

La Maison du Chat-qui-pelote - La Peau de chagrin - L'Auberge rouge - Les Chouans - Le Colonel Chabert - La Femme de trente ans - La Duchesse de Langeais - Eugène Grandet - Le Père Goriot - Louis Lambert - Le Lys dans la vallée - L'Enfant maudit - César Bortreau - Une fille d'Eve - Une ténébreuse affaire - Ursule Mirouët - Albert Savarus - La Rabouilleuse - Les Illusions per-

dues - Béatrix - Les Petits Bourgeois - La Cousine Bette - Le Cousin Pons - Splendeurs et misères des courtisanes  
**La puissance inouïe de 3.000 personnages.**  
Balzac a su donner une puissance inouïe à ses 3.000 personnages. Des bas fonds à l'aristocratie, ces personnages sont à la recherche de l'amour, de la fortune et de la gloire... après à la vie, goulus dans la jouissance, angéliques dans le dévouement, la force de leurs sentiments consacre le génie de Balzac.

**Données techniques :**  
Mon papier est un beau vergé « chiffon » fabriqué à la forme ronde.



comme autrefois et exempt de produits chimiques de blanchiment. L'est authentifié par un filigrane « brodé » au passage de la pâte liquide et non « frappé » après coup. Les cahiers intérieurs représentant plus de 520 pages par volume, sont solidement cousus avec un fil robuste et souple à la fois. Afin d'éviter plissures et boursoffures, les coins des peaux sont repliés manuellement à l'os de bœuf et non à la machine. Mes reliures sont « plein cuir » de mouton. Cela veut dire que, non seulement les deux plats, mais également le dos sont entières-

ment habillés de cuir d'une seule pièce. L'or utilisé pour la frappe « à chaud » des dos et pour les tranches supérieures est de l'or véritable, tiré 22 carats. Les lers utilisés pour décorer les plats et le dos sont gravés à la main par l'artiste Maurice Charrier.

**BON DE RÉSERVATION**

Envoyez ce bon à **JEAN DE BONNOT**  
Éditeur d'Art  
7, Fg Saint-Honoré  
75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement le premier tome de la Comédie humaine de Balzac et me réserver les volumes suivants.

Si je ne souhaite pas recevoir ces autres volumes, il me suffira de vous prévenir 10 jours après la réception du tome premier, mais celui-ci restera ma propriété de toute manière et je ne vous devrai rien.

Dans le cas contraire, vous pourrez m'adresser les tomes suivants à la cadence d'un par mois et au prix de 18 Francs volume (13,10 Francs de participation aux frais d'envoi) que je vous réglerai au fur et à mesure des réceptions.

Je note que cette offre est limitée à 3 000 livres, à raison d'un seul volume par livre. J'attends néanmoins le temps nécessaire pour que le livre puisse être relié.

Nom .....  
Prénoms .....  
N° .....  
Rue .....  
Code postal .....  
Ville .....  
Signature .....

Vente exclusive par courrier chez le seul  
**JEAN DE BONNOT**  
Éditeur d'Art

**Note :** certains amis de Jean de Bonnot pourront s'étonner de trouver la présente information dans la presse. C'est que l'augmentation des tarifs et les nouvelles conditions postales me permettent difficilement d'informer, individuellement et par la poste, chacun d'entre vous comme j'ai pu le faire jusqu'alors. Veuillez ne pas m'en tenir rigueur et trouver ici mon message.

Propos et débats

M. Dumas (PS) : M. Chirac stérile

M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, a répondu, lundi 27 août, à Bergerac (Dordogne), au discours prononcé la veille, à Nîmes, par M. Jacques Chirac : « M. Chirac s'enferme dans un discours stérile et de plus en plus conservateur, qu'il répète à satiété, alors que les signes d'une meilleure compréhension et d'une plus grande courtoisie - tout en respectant la personnalité et les choix de chacun - apparaissent entre la majorité et l'opposition », a-t-il déclaré. « Les préoccupations des alliances éloignent de plus en plus M. Chirac de l'intérêt général et le rapprochent de l'extrême droite. »

M. Léotard (PR) : pourquoi s'étonner ?

M. François Léotard s'est « étonné » lundi soir 27 août, à Fréjus, que « l'on s'étonne » de la visite qu'il a rendue samedi soir à M. François Mitterrand au fort de Brégançon. « Je m'étonne que l'on s'étonne », a dit le secrétaire général du PR. Je suis républicain, et, si je suis de nouveau invité en qualité d'élu par le président de la République, je recommencerai. »

M. Léotard, qui s'exprimait au cours d'une assemblée départementale du PR, a ajouté : « Je ne vois pas pourquoi ce qui se fait aux États-Unis en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Espagne ne se ferait pas en France. »

Évoquant, à propos du prochain conseil national du PR qui se réunira au mois de septembre à Paris, les rapports entre le PR et l'UDF, le maire de Fréjus a affirmé : « Le PR a une volonté offensive et nous avons parfois l'impression avec l'UDF d'être dans un Vietnam où l'on s'annule. »

M. Pasqua (RPR) : ZOZOS

M. Charles Pasqua, sénateur RPR des Hauts-de-Seine, qui s'est exprimé lundi 27 août au cours de l'Université d'été des jeunes RPR réunie à Nîmes, a exhorté les jeunes militants chiraquiens à se montrer « plus durs, plus intrépidités », car, a-t-il dit, « notre ambition n'est pas de se compromettre avec le pouvoir ni de l'aider ». « Mon ambition n'est pas de rassurer mais d'inquiéter M. Jospin : qu'il ne prenne pas ses désirs pour des réalités, l'opposition est unie », a ajouté le président du groupe RPR du Sénat.

M. Pasqua a qualifié de « zozos » les membres de l'opposition qui doutent que la gauche ne soit inéluctablement défaits aux prochaines échéances électorales. Répondant implicitement aux récentes déclarations de MM. Philippe Séguin (RPR), Charles Millon (UDF-PR) et François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, il a affirmé : « Voilà que deux ou trois amis de l'opposition se disent : « Quel coup général. J'étais à la maternité avec Fabius. Il avait une « manie de tenir le biberon qui en disait long sur ses aspirations ! ». Ou : « Moi je l'ai connu à l'ENA ! ». A côté de M. Fabius, M. Mauroy était un génie politique. »

Commentant les résultats de l'élection régionale en Corse et le soutien que le Front national a apporté à M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), tête de liste d'union de l'opposition, M. Pasqua a noté : « Après tout, je ne vois pas pourquoi je devrais me montrer plus sourcilieux par rapport au Front national que les socialistes et les communistes se sont montrés sourcilieux à l'égard de la Ligue communiste et des gauchistes. Le RPR n'a pas à se déterminer pas rapport à Le Pen. »



# POLITIQUE

## L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES JEUNES DÉMOCRATES SOCIAUX

### M. Méhaignerie : oui à la décripation, non au compromis !

Miremont. — La septième université d'été des Jeunes Démocrates sociaux a été ouverte officiellement, lundi 27 août, par M. Jean-Pierre Abelin, conseiller général de la Vienne et président de ce mouvement, et par M. Pierre Méhaignerie, député et président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, maire de Vitré et président du Centre des démocrates sociaux, dont les Jeunes Démocrates sociaux sont l'association.

**« Changer de politique » :** l'ampleur de la tâche n'a pas pu échapper aux stagiaires des Jeunes Démocrates sociaux lorsqu'ils entendaient leur père spirituel, M. Lecomte, répéter avec brio les arguments généraux qu'il énonçait inlassablement (la dénonciation de l'illusion socialiste, la dimension humaniste et « spiritualiste » de l'activité politique telle qu'il la concevait) ou les critiques qu'il développait depuis un certain temps : la nécessité de dissoudre l'Assemblée nationale ; la contestation du projet référendaire, etc.

En guise de synthèse de son propos sur le pouvoir actuel, le président de l'UDF devait déclarer : « Échec d'une réverie, reconnaissance des institutions de la France, prise de conscience de la nécessité de la défense et de l'organisation de l'Europe : autant de faits substantiels qui peuvent permettre des convergences après que le pays aura franchi... » Quelles convergences ? Avec qui ? M. Lecomte n'exclut pas pour l'avenir que le centre soit restauré dans son rôle de force d'appoint indispensable d'un Parti socialiste qui aurait exorcisé toutes les sirènes marxistes autour de lui et à l'intérieur. Mais il n'en a rien dit explicitement, laissant planer sur son auditoire la conviction d'une béatitude partagée dans le ciel des certitudes tactiques.

M. Jean Lecomte, fondateur du CDS et président de l'UDF, M. Jacques Barrot, député et président du conseil général de la Haute-Loire, secrétaire général du CDS, M. Jean Chazot, sénateur centriste de l'Allier, ainsi que les principaux autres responsables du CDS étaient présents.

Cette septième université d'été, qui réunit jusqu'en 31 août, au village de vacances de

Confoulant, à Miremont (Puy-de-Dôme) trois cent trente-cinq stagiaires, s'est donnée cette année comme thème principal : « Changer la politique ». Elle devait accueillir, mardi 28 août, pour la première fois, M. Valéry Giscard d'Estaing et, le vendredi 31 août, M. Raymond Barre, qui a déjà participé aux travaux de plusieurs universités d'été des Jeunes Démocrates sociaux les années précédentes.

#### De notre envoyé spécial

Déficits enfiés du scepticisme. M. Lecomte « n'est pas emballé » par la perspective de l'introduction de la représentation proportionnelle, à quelque dose que ce soit, dans le mode de scrutin. Il « n'est pas emballé » par la décentralisation. Il n'a « jamais été emballé » par la procédure du référendum.

M. Lecomte est admiré et respecté par les jeunes du CDS. Il est présenté avec prudence par quelques-uns d'entre eux comme l'excellent point de départ vivant de ce que peut être une réflexion progressive sur un autre style politique. Pour une petite minorité d'entre eux, il incarne aussi une manière d'éternité politique qui les laisse perplexes sur les façons de changer la politique.

### La foi et le virus

Miremont. — La genèse idéologique enseigne que 62 % des trois cent trente-cinq stagiaires inscrits à l'université d'été des Jeunes Démocrates sociaux participent pour la première fois à un tel rassemblement. Leur âge moyen est de vingt-six ans. La proportion de femmes y est de 40 %. 30 % d'entre eux sont étudiants et 70 % salariés. Quelques-uns ont déjà milité ou ont approché des formations différentes : RPR, PR et parfois Parti socialiste.

Mais Jean-Michel Blanc, vingt-deux ans, vendeur en librairie responsable de la toute jeune (deux ans) et embryonnaire (une vingtaine de membres) fédération du Puy-de-Dôme des Jeunes Démocrates sociaux n'est pas entré froidement en politique. Cette politique qui est pour lui le « moyen matériel de faire passer des idées et des principes spirituels ».

La formation catholique a joué un grand rôle — c'est le cas pour beaucoup de nouveaux venus au CDS — comme c'était le cas pour leurs aînés. — Il est passé par le séminaire, par des mouvements eucharistiques de jeunes, par des groupes d'aumônerie. Comment faire pour ne pas être glacé dans le Puy-de-Dôme ? Il le sera, en 1978, le seize ans, au mouvement Autrement, qu'il quitte juste avant d'être élu à la présidence des « jeunes giscardiens ». Il s'intéresse avant tout aux idées, pas aux hommes, en tout cas pas à un homme.

Puis c'est l'aventure centrée, le petit début de recrutement « par l'effet boule de neige », qui commence d'ailleurs par son propre frère, employé à la manufac-

#### De notre envoyé spécial

ture de pneumatiques Michelin de Clermont-Ferrand.

Jean-Michel Blanc a écouté avec attention Jean Lecomte. Il a « beaucoup apprécié la première partie de son propos, le rappel doctrinal ». Il a été « déçu par la deuxième », plus directement politique. Il a beaucoup de respect pour M. Lecomte. S'il l'avait lu, en face de lui, il lui dirait : « Vous avez été l'espérance de nos parents... »

Jean-Pierre Rousseau, vingt-huit ans, assistant parlementaire de M. Yves Sauter, député de Haute-Savoie, est responsable de la fédération des Jeunes Démocrates sociaux de ce département. Il ne risquerait sans doute pas une phrase aussi carrée. Lui est presque devenu un vieux roulier entre 1978, année où il rencontre sa future épouse, au cours de la première université d'été et aujourd'hui.

Il a eu le temps, après sa conversion à la politique survenue à l'université de Poitiers, lors d'un changement difficile de présidence, d'être l'assistant d'un sénateur et de deux députés, de travailler un moment au service des études du CDS à Paris. Il a été « par hasard » et sans succès présent sur une liste lors des élections municipales de 1977 à Poitiers. Pourquoi s'est-il choisi ce sénateur et cet autre ? Là encore, la formation religieuse a joué un rôle en l'aidant à « la tolérance » ; mais surtout il « n'aime pas les grandes machines » ni « les conformités » qui font aller vers ce qui est déjà reconnu et puisé. Jean-Michel Blanc a la foi ; Jean-Pierre Rousseau, le virus.

Tout comme Bernard Vermander, vingt-quatre ans, fils d'un praticien sorti du bain de catholisme social de son Nord d'origine, tout armé pour la carrière. Il vient de l'université de Yale où il était parti il y a deux ans, riche déjà de six années de militantisme. Il est passé par le bureau national et la vice-présidence de son mouvement. Il a été candidat malheureux, en mars 1982, lors des élections cantonales dans son département, les Yvelines. Le voilà de retour à la recherche d'un poste d'enseignant en sciences politiques. Un seul regret : « J'ai adhéré à seize ans, c'est trop tôt ».

Toutes les professions de foi politiques des stagiaires de Miremont ne sont pas empreintes d'autant de certitudes ni étayées par de sensibles curriculum vitae. Ce jeune médecin est venu par la voie du cynisme du étudiant, poussé par le sentiment que « la médecine est en danger » et une certaine urgence à agir. L'activité politique lui a paru nécessaire plutôt au CDS qu'ailleurs « à cause de ses notions humanistes ».

Tel autre stagiaire, en apparence assuré dans ses convictions, commence par poser clairement l'équation : politique égale pragmatisme, pragmatisme égale barrière. Sa présence paraît n'être que la traduction de la question que pose un autre de ses co-étudiants : « Comment concilier le goût du pragmatisme et les valeurs doctrinales ? » Pourtant, il assure un peu plus tard au cours d'un débat : « Rien, quant au fond, ne nous sépare du RPR ».

M. K.

### La course à droite

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Les « zones » sont là : ce n'est pas M. Michel Poniatowski qui nous repare de la gauche, sur le mode qui lui est familier, c'est M. Charles Pasqua qui le dit de certains de ses « amis de l'opposition ». Le corps du débat ? Une attitude jugée trop molle à l'égard du pouvoir. Pensez donc ! M. Létord a rencontré M. Mitterrand, M. Barrière veut recevoir le même M. Mitterrand, pour ne citer que les époux les plus récents de cette fronde des « cadets » de l'opposition. M. Pasqua, pour le RPR, mais aussi M. Lecomte, pour l'UDF, ont remis les choses au point : une seule solution, la dissolution ! Hors de ce mot d'ordre, point de salut.

Au-delà de cette agitation du « microcosme », la question qui est posée est, bien sûr, celle de la stratégie électorale : course à droite ou jeu au centre ?

En fait, la première reste largement dominante : elle est celle des deux appareils RPR et UDF. Elle consiste à déplacer l'opposition vers la droite et, dans le même temps, à « désenclaver », à banaliser Le Pen.

Ce déplacement, ou, plutôt, la confirmation de cette course à droite, se marque d'abord dans le refus d'une période probatoire pour le nouveau gouvernement. Il s'agit — M. Pasqua a été on ne peut plus clair — M. Chirac l'avait dit lui-même la veille — de durcir le combat pour durcir l'opinion. Agir autrement, pensent-ils, serait « faciliter la tâche » du pouvoir. Le risque est, en effet, pour l'opposition, de perdre le bénéfice des trois prochains années de gestion de la gauche. Dire aujourd'hui : « Fabius, ce n'est pas si mal, c'est, à coup sûr, scinder la gauche majoritaire en deux camps. Or il importe, pour l'opposition, que l'opposition juge la gauche, les « sociaux-communistes » en bloc, même si le gouvernement a changé, même si les communistes sont partis.

Cela lui importe d'autant plus que l'opposition ne peut pas annoncer, sur le terrain économique, une politique différente de l'actualité actuelle. Mieux vaut donc faire comme si rien ne s'était passé, comme si l'on avait toujours affaire à la gauche de 1981. D'où le rejet des appels du pouvoir au « rassemblement ». A partir du moment où l'on dit que le gouvernement n'a plus les moyens politiques d'agir, il ne faut pas faire comme s'il les avait. On comprend mieux, dans ces conditions, que M. Pasqua ait ainsi insisté sur le comportement de ceux qui — tels MM. Barrière, Séguin et Létord — paraissent, si peu que ce soit, s'écarter de cette ligne pure et dure.

#### Conjurer le risque Le Pen

L'objectif premier des chiraquistes, comme de M. Lecomte, est, en effet, de ressusciter l'idée de la précarité du pouvoir (que les initiatives présidentielles avaient éliminées) pour que, enfin, il succombe ; c'est le mot d'ordre de la dissolution ; c'est, aussi, la promesse, reprise par M. Lecomte, après avoir été utilisée par M. Foss de menaces pour la « paix civile » ; c'est le thème du « surris » (M. Chirac) ou de la « survie » (M. Barre).

Ces comportements-là sont sous-tendus par une même analyse électorale. La droite disposerait d'un matériel suffisamment confortable et épais, à l'abri duquel elle peut opérer ; autrement dit, le rapport des forces droite-gauche (60-40 aux européennes) est tel, en faveur de la première, qu'il est impensable que la seconde puisse l'emporter.

Dans ces conditions, le seul risque, pour la droite, est, en effet, l'extrême droite. Mais alors, comment conjurer le risque Le Pen ? Les élections

corps ont donné la réponse : en le banalisant et en refusant la proportionnelle. Le contraste est grand, en effet, entre l'émotivité en France par l'alliance de Droite et l'absence d'écho de l'alliance d'Ajaccio. Tout se passe comme si la droite réussissait à faire que sa complaisance à l'égard de l'extrême droite soit dans l'ordre naturel des choses.

Le calcul fait par les dirigeants de l'opposition est qu'en intégrant les amis de M. Le Pen, donc en le privant de sa position extérieure à la « bande des quatre », hors du débat politique classique, on diminuerait son impact. En outre, cette attitude est conforme au souhait des électeurs eux-mêmes : selon la SOFRES, 62 % des électeurs RPR et 46 % (contre 43 %) des électeurs UDF étaient favorables, en mai dernier, à une alliance avec l'extrême droite pour battre les socialistes. Enfin, il s'agit d'adresser à M. Mitterrand un message sans ambiguïté : même le retour à la proportionnelle ne suffira pas à nous priver du pouvoir, car nous intégrerons Le Pen, est-il dit en substance.

Ce schéma, pour cohérent qu'il soit, comporte un risque majeur. Il suppose que le leçon des « européennes » soit bien celle-là. Or le pouvoir, lui, joue au centre, parce qu'il en reste au schéma traditionnel selon lequel le rapport des forces dans une élection à enjeu de pouvoir serait plus équilibré ; il fait comme si son sort dépendait d'une frange importante d'électeurs pragmatiques, qui se détermineraient plus sur la capacité à bien gouverner que sur l'idéologie ou un jugement qui les rangerait définitivement à droite.

#### Rajustement et rassemblement

Ainsi peut-on replacer les états d'âme de ceux que dénonce M. Pasqua sous la pression d'un « effet Fabius ». L'effet Fabius ? C'est d'abord le « rajustement » : l'opposition est ici devant un problème classique de renouvellement face à des caducités qui tiennent le haut du pavé et qui la déparent en regard du nouveau visage du pouvoir. C'est, aussi, un mot d'ordre : « moderniser et rassembler ». Faisons-le, dit aussitôt aux contraintes M. Méhaignerie. Mais, pour prétendre rassembler, il faut y mettre, comme M. Fabius, la main ; il faut, à son tour, décrier.

Ceux qui, dans l'opposition, jouent cette carte-là ont aussi mesuré quel est le véritable objectif de M. Mitterrand. Le premier est en passe d'être atteint : il s'agit de priver l'opposition de son argumentaire sur les élections. L'opération référendaire n'avait pas d'autre objet. Le second est de débarrasser le pouvoir de l'acclamation de sectarisme : c'est l'un des buts de l'opération Fabius. Or qui va passer pour sectaire aujourd'hui ? M. Fabius ou MM. Chirac et Pasqua ?

Les initiatives prises par M. Mitterrand depuis la mi-juillet, et principalement le changement de gouvernement, permettent en effet de l'état de tenter de tirer parti des contradictions au sein de l'opposition de la même manière dont celle-ci avait su mettre à profit dans les années 1978-80 les chantages au sein de la gauche. Aussi les principaux responsables de la droite s'efforcent-ils, en réponse, d'assurer la cohésion de leur camp. Ils ont réussi, face au référendum, au Sénat. Ils leur est apparemment difficile de remettre de l'ordre dans leurs rangs face à M. Fabius.

### M. Joxe séduit les policiers de gauche

M. Pierre Joxe séduit les policiers. Leur principal représentant, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, a déclaré lundi 27 août, après une entrevue à Paris avec le nouveau ministre de l'Intérieur et de la décentralisation : « Nous nous sommes trouvés en présence d'un homme jeune, dynamique, moderne, qui nous a paru être un homme d'autorité, qui a une haute exigence de sa fonction et qui a déjà pris la mesure des énormes besoins de la police, notamment en matière de matériel pour moderniser l'institution. Nous avons évoqué les problèmes de la profession, et nous n'avons pas caché l'émotion

légitime des policiers à propos de leur pouvoir d'achat. »

« Notre impression est qu'avec ce nouveau ministre il y a une chance pour la police », a estimé M. Deleplace. Il faut le saisir pour moderniser la police, se restructurer, mettre au point un nouveau code de déontologie et mettre en place des instances paritaires nouvelles.

De tendance socialisante, la FASP regroupe cinq syndicats de policiers. Elle a obtenu 57 % des voix aux élections professionnelles de 1982. L'un de ses thèmes de réflexion favori est la police de l'an 2000, à propos duquel elle a remis un mémoire à M. Joxe.

**Le Monde**  
dossiers et documents

## LES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ

Dans ce numéro, un second dossier  
**LA DÉSSERTIFICATION**

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1984

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

**Le Monde**

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

### EN BREF

● **M. Fabius : émission reportée.** — L'émission d'Antenne 2 « L'heure de vérité » qui devait avoir pour invité M. Laurent Fabius, lundi 3 septembre à 20 h 35, sera reportée au mercredi 5 septembre à la même heure, a annoncé la chaîne de télévision, lundi 27 août. « Les contraintes de l'emploi du temps du premier ministre ne permettent pas de maintenir la date initialement envisagée », précise Antenne 2.

● **La visite de M. Mitterrand en Savoie.** — Le programme de la visite que M. François Mitterrand doit faire en Savoie, à Montmélian, le 6 septembre, n'est pas encore définitivement arrêté. Après que M. Michel Barrière, président du conseil général et député RPR de la Savoie, eut à son tour lancé une « invitation au dialogue » au président de la République, à l'occasion d'une séance solennelle du conseil général, le maire socialiste de Montmélian, M. Roger Rinchet, sénateur, a souhaité, lundi 27 août, une prolongation de la visite de M. Mitterrand, initialement prévue pour durer quelques heures seulement.

● **M. Mitterrand et Lamartine.** — M. François Mitterrand a accepté de participer, le dimanche 2 septembre, à une émission de France-Culture (de 17 heures à 19 heures), au cours de laquelle le président de la République parlera de Lamartine.

● **M. Michel Noir (RPR) : agir pour Helena Bonner.** — M. Michel Noir, député RPR du Rhin, a demandé, lundi 27 août, dans une

question écrite adressée à M. Laurent Fabius, « quelles initiatives le gouvernement français compte prendre pour s'enquérir du sort d'Helena Bonner et protester contre la condamnation (à cinq ans d'exil intérieur) dont l'épouse du professeur Sakharov aurait fait l'objet récemment de l'emploi du temps du premier ministre ne permettent pas de maintenir la date initialement envisagée », précise Antenne 2.

● **Cérémonie commémorative au Sénat.** — M. Alain Poirer, président du Sénat, a présidé, lundi 27 août, dans les jardins du palais de Luxembourg, la cérémonie annuelle commémorant le sacrifice de sept combattants de la libération de Paris, exécutés par les troupes d'occupation. Accompagné de MM. Guy Fougier, préfet de police, et Pierre Bas, député RPR de Paris, maire du sixième arrondissement, il a déposé une gerbe sur la dalle des fusillés.

● **Centenaire de la naissance de Vincent Auriol.** — M. Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a participé, lundi 27 août, à la commémoration du centenaire de la naissance de Vincent Auriol. Après avoir retracé la carrière du premier président de la IV<sup>e</sup> République, mettant notamment l'accent sur son action dans la Résistance, le ministre a souligné que Vincent Auriol avait effectué sa scolarité d'abord à l'école chrétienne des frères, puis à l'école laïque. « Il n'est pas inutile de le rappeler en ce moment », a ajouté M. Defferre.

سكيا من الترحيل



APRÈS LE NAUFRAGE DU « MONT-LOUIS »

Le repêchage de la cargaison doit commencer rapidement

Les opérations de repêchage des conteneurs transportés par le cargo *Mont-Louis* qui a coulé samedi 25 août en mer du Nord, vont commencer dans les jours à venir. M. Claude Abraham, PDG de la Compagnie générale maritime, propriétaire de l'épave, a signé lundi 27 août avec deux sociétés spécialisées, l'une belge, l'autre néerlandaise, un contrat prévoyant la récupération de la cargaison. Accompagné M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, il devait se rendre mardi à Ostende et, de là, inspecter l'épave avec le ministre et ses conseillers.

Maintes raisons imposent, en effet, de se hâter. Techniques d'abord : si les fûts contenant de l'hexafluorure d'uranium paraissent avoir tenu bon malgré la collision et si les 16 millimètres d'épaisseur de leur enveloppe sont capables de résister à la corrosion de l'eau de mer pendant des mois, il ne faut pas tenter le diable. L'épave du *Mont-Louis* se trouve au milieu d'un chenal de navigation très fréquenté et, malgré la zone d'interdiction de 500 mètres établie alentour et gardée par un navire de guerre belge, un autre abordage reste possible. Enfin, si le mauvais temps s'abatait sur le secteur, les opérations de repêchage deviendraient très difficiles, voire impossibles.

Raisons financières ensuite : les centaines de tonnes d'hexafluorure d'uranium qui gisent à présent en mer du Nord valent une petite fortune : au moins 200 millions de francs, dit-on. Leur propriétaires ont intérêt à les récupérer rapidement.

Raisons politiques et psychologiques surtout. Qu'on le veuille ou non, le gouvernement français est tenu pour moralement responsable par l'opinion internationale, de cet accident et de ses conséquences éventuelles.

A cet égard, les autorités belges ont manifesté, lundi 27 août, à Ostende, où avait lieu une réunion de travail, leur mauvaise humeur en fermant la porte au consul de France. Nos amis nous reprochent de ne pas leur avoir indiqué, en temps utile, la nature de la cargaison du *Mont-Louis*.

Les transporteurs maritimes qui charrient des produits dangereux, les sociétés qui travaillent avec des matières nucléaires craignent pour leur image de marque. Il s'agit pour tout le monde d'effacer la fâcheuse impression laissée par cette affaire, dont les premières quarante-huit heures ont été marquées par le défaut d'information.

M. Claude Abraham, le PDG de la Compagnie générale maritime, se défend de toute volonté de dissimulation. « Ma compagnie transporte 30.000 conteneurs par an. L'accident arrivait pendant un week-end, il m'a fallu vingt-quatre heures pour savoir exactement ce qu'ils contenaient. Je n'ai donné aucune consigne de discrétion. Peut-être quelques-uns de ma société a-t-il fait de l'excès de zèle. On n'impose pas le silence à vingt-trois membres d'équipage. »

Il n'empêche que seule la marine nationale a réagi avec une relative promptitude, envoyant sur place deux bâtiments qui se trouvaient alors à Gand. Mais les plongeurs n'ont effectué les premiers prélèvements que dix-sept heures après le naufrage.

Or certains représentants d'associations et des fonctionnaires proches du ministère de l'environnement se demandent si l'on n'a pas frôlé une catastrophe. Ni l'équipage du *Mont-Louis* ni, a fortiori, les marins des navires qui croisaient sa route ne savaient les risques qu'il courait. Le contact de l'eau de mer avec l'hexafluorure d'uranium engendre une réaction chimique violente accompagnée de fortes températures. Dans ce cas, il se forme un gaz hautement toxique. Si l'*Ola Brannia* avait abordé le cargo français à la hauteur de la cale avant et brisé certains conteneurs, les mille passagers du car-ferry auraient pu être atteints par un nuage de gaz corrosif. Or il a fallu cinq heures pour désenclaver les deux bateaux.

position interdit d'utiliser les panneaux de cale. Il faudrait donc que les spécialistes belges et néerlandais découpent la coque au chalumeau. Puis, à l'aide d'une grue de 1200 tonnes, ils extrairaient les énormes cylindres jaunes un à un. Or ceux-ci pèsent 15 tonnes et mesurent 4 mètres de long et 1,40 mètre de diamètre. Bien qu'ils soient calculés pour résister aux chocs, on prendra garde de ne pas les heurter pendant la manœuvre et pendant leur transport vers Dunkerque sur des pontons. Toute fissure, et donc toute émanation de gaz, rendrait très dangereux le travail des équipes.

L'ensemble de ces opérations devrait prendre deux à trois semaines si le temps se maintient. Elle mobiliserait trente-cinq hommes et une importante flottille de cinq

Tout commande donc de réussir rapidement et sans bavure le repêchage des fûts dangereux. L'affaire n'est pas simple. La première tâche demandée aux sauveteurs, c'est de pomper les 450 tonnes de mazout que contiennent les citernes du navire. Les Belges redoutent une mini-marée noire sur leurs plages.

**L'absence d'une réglementation européenne**

Puis viendront les conteneurs. Apparemment, la situation est favorable puisque l'épave émerge de plusieurs mètres à marée basse. Mais elle est couverte sur le flanc et cette

bâtiments. Pendant toute sa durée, la marine belge et le secrétariat français d'Etat à la santé effectuèrent des prélèvements aléatoires.

Mais, déjà, l'opinion s'interroge sur les conditions dans lesquelles les matières dangereuses sont transportées par voie de mer. Pour le *Mont-Louis*, dont la cargaison était en classe 7 selon les normes internationales, c'est-à-dire « produit chimique dangereux », le capitaine n'était tenu qu'à une simple déclaration au port d'embarquement, sans préciser le contenu des fûts. Ceux-ci devaient être « agréés » et convenablement arrimés dans la coque, loin de tout produit alimentaire. C'est tout.

Aussi l'organisation internationale Greenpeace a-t-elle lancé, lundi à Paris, un appel à tous les gens de mer - dockers, marins et pêcheurs - pour qu'ils s'opposent au trafic maritime de matières nucléaires. Avant même d'avoir entendu cet appel, le Syndicat national des marins britanniques a demandé que les cargos transportant des produits radioactifs avertisse systématiquement les autres navires sur leur route.

En Allemagne fédérale, un député de l'opposition a demandé un débat au Bundestag sur les transports par mer de chargements nucléaires dans les eaux territoriales et sur les mesures de sécurité et plans d'urgence prévus. La Commission des communautés européennes elle-même demande au gouvernement français des précisions sur les circonstances de l'accident. Son porte-parole a souligné qu'il n'existe, pour l'instant, aucune réglementation européenne pour le transport de matières radioactives.

Dans la presse belge et britannique

« Il y a deux moyens infallibles de créer une panique : répandre des informations alarmistes ou, à tout le moins, à sensation, ou garder de celui qui a mauvaise conscience le silence finalement mal avisé. Le naufrage d'un cargo français au large d'Ostende illustre une fois de plus à merveille », écrit le *Libre Belgique* (conservateur, catholique), sous le titre : « Naufrage et information : l'art de la fugue ».

« Sans doute était-il trop simple d'en informer franchement des populations qu'on sait facilement alarmées par tout ce qui touche de près ou de loin au nucléaire. Mais aussi pourquoi ceux qui connaissent la nature de la cargaison du *Mont-Louis* auraient-ils renoncé à leur habituel mutisme lorsque l'on voit le temps que mettent nos officiels pour commenter les incidents survenant dans leurs centrales nucléaires, fussent-ils les plus anodins, laissant souvent l'indiscrétion d'un membre du personnel ou d'un délégué syndical faire des vagues avant de pouvoir rectifier le tir. »

La presse britannique s'intéresse plus aux problèmes de réglementation. Pour le *Guardian* (libéral), les contrôles internationaux présentent des « trous évidents ». « L'Agence internationale pour l'énergie atomique à Vienne devrait en principe être au courant de tous les mouvements

[de matière nucléaire fissile], de telle sorte que si les quantités d'uranium 235 et d'autres isotopes ne se retrouvent pas à la fin des transactions, elle puisse enquêter sur la destination des tonnages manquants (...). Théoriquement, la cargaison qui a sombré avec le *Mont-Louis* peut être transformée en un tout petit arsenal nucléaire, bien que le processus soit si complexe que seul un Etat et non une organisation terroriste aurait probablement les moyens de le produire (...). Compte tenu de la contradiction entre la nécessité du secret et la nécessité de la sécurité, l'IAEA doit proposer de nouveaux règlements plutôt stricts. »

Le *Times* (indépendant) envisage la question de la sécurité d'une manière beaucoup plus large : « C'est un facteur qui compte pour l'ampleur du programme électro-nucléaire, mais ce n'est pas l'élément déterminant au stade actuel. » Outre les estimations sur la demande et les énergies de substitution, le programme « dépend de la capacité de l'industrie, qui n'est pas actuellement démontrée, à trouver des moyens acceptables pour traiter et stocker les déchets hautement radioactifs sur une période longue d'inconnues de centaines, voire de milliers d'années. »



Death de PLANTU.

RAU.

Pour la première fois révélé au public  
**LE BRÉVIAIRE DU CARABIN**  
Un véritable florilège des Salles de Garde

Une tradition vivace  
La médecine a, personne n'en doute, évolué depuis le début du siècle de façon spectaculaire, mais ses étudiants sont restés dans l'ensemble fidèles à certaines traditions séculaires : tonus, bal de l'Internat, et à l'une des plus caractéristiques : la chanson de Salles de Garde. L'A.S.G.M.P. (Association des Salles de Garde de Médecins et Pharmaciens) composée uniquement d'étudiants a sélectionné pour notre plaisir et notre joie 60 de ces chansons qu'elle a réunies en un volume grand format généreusement illustré.

A ne pas mettre entre toutes les mains  
Certaines de ces chansons comme l'*Auberge de l'Ecu* vous sont sans doute connues et font figure pour le carabin d'innocentes blagues, d'autres comme la malheureuse aventure de cette pauvre *Charlotte* qui avait la prétention de « se passer des hommes » sont plus évocatrices ; assez connues, elles éveillent sans doute quelques souvenirs de jeunesse dans votre mémoire. Ce peut être également le cas des *30 Chasseurs* ou du *Curé Piteux*. Mais de page en page, vous découvrirez, souvent ignorés du grand public l'histoire exemplaire de ce Grenadier qui revenait de Flandre, les avatars de l'*Invalide à la p... de bois* ou le portrait peu flatteur de l'inspiratrice des *Snocors* à *Sophir*. Vous apprécierez, nous le pensons, la façon facétieuse dont les étudiants laïques se moquent du respectable *Père Dupont*, champion des Ecoles confessionnelles en « jorifiant » du berceau au cerceau les attributs sexuels de ce digne prêtre, ainsi que les peaux grivoises du *De Profundis Morphonibus*. Vous irez de petit plaisir en grande joie et exercerez peut-être votre mémoire en essayant de retenir par cœur les 31 couplets ! tous d'une musique et d'un rythme différents de l'ébouriffante *Pau de Couille*.

Chantez-la moi... comme dit la célèbre émission de télé. Connaître les textes, c'est bien, mais il est peut-être agréable pour « terminer un *guelouen* formel » de chanter en chœur entre amis. Nos étudiants y ont pensé et la plupart des chansons sont accompagnées d'une partition en clé de sol accessible à tous.

Des illustrations  
vivement patillades  
Une soixantaine d'illustrations accompagnent de façon parfaite



ces textes grivois et ne leur cède en rien en hardiesse. Il a été fait appel aux plus grands illustrateurs humoristes de notre temps. Notamment 14 hors-texte sont des œuvres originales - oh ! combien - de Laville, Moss, Sabatier, Simé, Trez, etc... (1). Et croyez bien que tous ces dessinateurs (après leurs exploits dans *Lui* et *Playboy*) ont donné libre cours à leur imagination « luxurieuse » et luxurieuse.

Une présentation raffinée  
Le papier choisi est un beau couché mat de 100 g. L'ouvrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré, cousu collé sous une couverture rigide illustrée et pelliculée dorée, sur fond noir. De plus, 500 exemplaires de collection reliés plein cuir et dorés sur tranche vous seront proposés.

Des conditions exceptionnelles de souscription  
L'ouvrage est à l'heure actuelle en souscription au prix de lancement de 148 F (250 F pour la reliure plein cuir). Le droit de retour avec remboursement intégral vous étant assuré. N'hésitez pas à profiter de ces conditions exceptionnelles et à nous adresser dès maintenant le bon ci-dessous.

Un cadeau-surprise  
Tout souscripteur nous adressant le bon ci-dessous dans les 10 jours suivant la parution de cette annonce recevra gratuitement un cadeau-surprise - bien digne de l'esprit carabin - qui lui restera acquis quelle que soit sa décision définitive.

(1) Découvrez également la remarquable interprétation de *Sierre* sur les *Musées de Sables-Bas*.

BON A ADRESSER A  
L'A.S.G.M.P.  
107, rue Victor-Hugo  
92270 Bois-Colombes

Je désire profiter de votre offre exceptionnelle de souscription et recevoir LE BRÉVIAIRE DU CARABIN.

Je vous prie de trouver ci-joint le règlement soit : 148 F - 18,50 F de frais de port - 166,50 F, soit 250 F - 18,50 F de frais de port - 268,50 F. Si je suis le moins du monde déçu, je vous retournerai l'ouvrage en commandant dans son emballage

d'origine et sera immédiatement remboursé y compris de mes frais de recommandation. Je conserve, néanmoins, mon cadeau-surprise.  
Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Date \_\_\_\_\_  
Signature \_\_\_\_\_  
Vous adressant ma commande dans les 10 jours, je recevrai le cadeau-surprise proposé que je garderai quelle que soit ma décision.

LES CONTRATS D'ENRICHISSEMENT ENTRE LA FRANCE ET L'UNION SOVIÉTIQUE

Les va-et-vient de l'uranium

Les voies de l'enrichissement de l'uranium ne sont neutres, mais elles sont loin d'être simples. Le chemin suivi par l'hexafluorure d'uranium français rembarqué à bord du cargo *Mont-Louis* en porte témoignage et conduit à s'interroger sur la nature exacte de ce transfert à destination de l'Union soviétique. De l'uranium, sorti tout droit d'une mine - canadienne, africaine, française qui soit ? - transformé ensuite en oxyde d'uranium s'est, après un long trajet par fer, par route, par voie maritime ou par voie aérienne retrouvé à Pierrelatte (Drôme) dans les ateliers de la société Comurhex pour y être transformé en hexafluorure (1), matière qui, à température ambiante, se présente sous une forme solide, et non gazeuse comme on a pu le dire. De là, les lourds conteneurs d'hexafluorure ont rejoint Le Havre d'où ils sont partis pour Riga.

Pourquoi ? Tout en fait a commencé en 1971 avec la signature par le gouvernement français d'un contrat portant sur la fourniture par l'Union soviétique du cœur de la centrale nucléaire de Fessenheim, la première centrale française à eau pressurisée et uranium enrichi. En tout, 75 tonnes d'uranium enrichi à 2,7 % obtenus par l'enrichissement de 450 tonnes d'uranium naturel préalablement fournies par la France. A l'époque en effet, bien qu'ayant parfaitement maîtrisé les techniques d'enrichissement de l'uranium - la développement de l'arme nucléaire en est une preuve, - les Français ne disposaient pas d'une unité civile d'enrichissement leur permettant d'assurer le fonctionnement du parc des centrales nucléaires projetées par EDF. Seuls pouvaient faire face à la demande les Etats-Unis, avec qui existaient déjà des accords, et l'Union soviétique, tentée par une percée sur le marché occidental de l'enrichissement. D'où l'attitude française dont l'exemple fut d'ailleurs suivi par l'Allemagne, la Belgique ou le Japon, soucieux de leur indépendance et séduits peut-être par les conditions financières offertes par Moscou.

Dès le début des années 70, des matières nucléaires transitaient donc par l'Union soviétique pour revenir ensuite en France. Ce modeste contrat ne devait constituer qu'une première étape dans les relations nucléaires entre Moscou et Paris. En novembre 1974, en effet, un nouvel accord était conclu avec

la société soviétique Technobepor pour la fourniture sur une longue période d'une quantité importante d'uranium enrichi. Près de 700 000 UTS par an, soit, grosso modo, l'équivalent des besoins en uranium enrichi de trois centrales nucléaires de 900 mégawatts sur le point d'entrer en service. En agissant ainsi, la France espérait se mettre à l'abri du besoin, certaine qu'elle était que l'usine d'enrichissement civile Eurodif qu'elle construisait avec des Européens à Pierrelatte ne serait pas prête à temps pour satisfaire toute la demande. Dans le même temps, les Etats-Unis s'étaient engagés à fournir chaque année à la France quelque 240 000 UTS, quantité insuffisante en regard aux besoins du parc électronucléaire français. Voilà pourquoi il fallait en passer par l'URSS.

Ce deuxième contrat, toujours en vigueur, a, selon un responsable de la Compagnie générale des matières

**TRAJETS**  
Le transport des matières nucléaires est maintenant banalisé, comme en témoignent les vingt-quatre voyages aller-retour qu'effectue chaque année vers l'Union soviétique le cargo *Borodine*, de la Compagnie générale maritime.

De même, pour les dockers du Havre qui, lundi 27 août, alors qu'on déchargait du *Mont-Louis* des conteneurs chargés de matières nucléaires en provenance des Etats-Unis, il s'agit d'un « travail de routine ».

De voyages en déchargements, les matières nucléaires parcourent un long périple qui les conduit aux quatre coins du globe, comme illustre l'itinéraire fantasmagorique par Greenpeace, des passifs d'uranium brûlés par la centrale de Bilibis (Allemagne fédérale). Le minerai d'uranium est extrait de mines canadiennes, transformé sur place en hexafluorure, transporté en URSS, à Riga où les fûts d'enrichissement sont intermédiaires - puis ramené au Havre d'où il repart vers Seattle sur la côte nord-ouest des Etats-Unis, en passant par le canal de Panama. De là, il est transféré à Hanford (New Jersey), où il est transformé en combustible nucléaire, repart à Hambourg et gagne enfin par la route la centrale de Bilibis.

De la mine à la centrale, l'uranium a ainsi parcouru 37 000 kilomètres par mer et 8 000 kilomètres par voie terrestre.

nucléaires (Cogema), été honoré à 60 % de sa valeur journalière ce jour. C'est ainsi que, depuis le début des années 70, plus de deux mille cinq cents conteneurs d'hexafluorure d'uranium sont allés en Union soviétique au rythme de deux à trois livraisons par an. De quoi alimenter l'usine d'enrichissement soviétique, qui, au total, aura produit pour la France jusqu'au terme du contrat pour la France quelque 15 millions d'UTS : à titre de comparaison, la capacité annuelle d'Eurodif lorsqu'elle tournera à plein est d'environ 11 millions d'UTS. Or, aujourd'hui, cette usine, en raison du tassement du marché de l'uranium enrichi dû au ralentissement des programmes nucléaires, ne fonctionne pas à pleine puissance.

Pourquoi, dans ces conditions, continuer cette sortie de matières nucléaires vers l'Union soviétique ? Très prosaïquement parce qu'un contrat, aujourd'hui gênant, a été signé. Aussi un nouvel accord a-t-il été conclu, en mars 1983, entre Technobepor et Cogema, afin d'étaler les engagements d'enrichissement d'uranium enrichi par la firme française, et ce avec réduction sensible des enlèvements à court et moyen terme. Ainsi la Cogema se contenterait-elle, jusqu'en 1990, de faibles quantités d'uranium enrichi, en se réservant la possibilité d'enlever beaucoup plus à partir de cette date, et ce jusqu'en 2010. Parallèlement, Cogema attend, d'ici à 1986, une masse d'uranium enrichi aux Etats-Unis, destinée à alimenter deux cours de réacteur : un pour Bugey, un pour Fessenheim. C'est dire que le transport des matières nucléaires est permanent entre tous les pays ayant un programme électronucléaire. Transport qui fait parfois la « une » de l'actualité lorsqu'il s'agit de celui, ferroviaire, routier ou maritime, des déchets radioactifs en provenance de la Suède, du Japon ou de l'Allemagne pour retraitement à La Hague, transport plus discret lorsqu'il s'agit de celui, maritime, du plutonium destiné à une centrale japonaise (le *Monde* du 8 août), transport totalement secret lorsqu'il s'agit de celui, aérien cette fois, des têtes nucléaires destinées à la force de frappe.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Pour produire 1 tonne d'uranium enrichi à 3,5 %, il faut partir de 6,5 tonnes d'uranium naturel, soit 9,6 tonnes d'hexafluorure d'uranium, ce qui explique les tonnages importants à transporter.















# COMMUNICATION

A LA CINQUIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

## Radios locales publiques et privées : match nul en Aquitaine

De notre envoyé spécial

Carcassonne-Maubuisson (Gironde). — Les participants à la cinquième université d'été de la communication ont eu leur scoop. Mais ce n'est pas M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, souffrant, qui leur a annoncé lui-même. En son absence et en son nom, M. Philippe Madrelle, président du conseil régional d'Aquitaine, a pu annoncer que les premières commandes pour la construction du satellite TDF 2 venaient d'être passées, ce qui donnait à toutes les garanties de continuité aux industries des antennes, ainsi qu'aux futurs exploitants des quatre canaux du satellite.

Dans l'environnement associatif de cette université d'été, les radios boum boum — entendons : musique et « fric » — ont été montrées du doigt, tandis qu'on a vu vantées les mérites des radios de communication sociale, celles qu'avait voulu promouvoir au départ le gouvernement en libérant les ondes. Provoquant l'auditoire, M. Michel Elmer, délégué régional de l'Institut national de la communication audiovisuelle, a évoqué à ce sujet un « discours incantatoire ». M. Claude Pons, animateur de la Radio des quatre cantons autour de Montflanquin (Lot-et-Garonne), lui a répondu avec son expérience de dix-huit mois : cent vingt associations soutiennent « leur » radio, qui a reçu le concours de soixante bénévoles. Avec un salaire et un budget de 200 000 francs, elle « survit », mais elle pourrait tourner correctement avec 500 000 francs. Selon M. Pons, un millier de personnes (sur les vingt mille licenciés) se sont déjà exprimées au micro. C'est plus qu'un début.

A la tribune, M. Hubert Lafond, conseiller technique à la communication de M. Fillioud, a réaffirmé la « volonté politique » du pouvoir socialiste de « maintenir le secteur associatif ». « Il ne faut pas faire l'impasse sur les problèmes de financement », a-t-il notamment déclaré, mais il faut attendre maintenant que les cartes soient redistribuées. La publicité ne servira pas la partie la plus importante. Quant aux radios associatives, elles pourront compter sur une aide régulière accordée par l'Etat.

YVES AGNÈS.

### En Italie

## ACCORD ENTRE LES DEUX PRINCIPALES CHAINES DE TÉLÉVISION PRIVÉES

(De notre correspondant)

Rome. — Il est peut-être en train de se créer en Italie un monopole de fait des télévisions privées. Lundi 26 août, M. Silvio Berlusconi, propriétaire des deux chaînes Canale 5 et Italia Uno — la première ayant le plus fort taux d'écoute et talonnant la RAI — a, en effet, signé un accord lui permettant de faire passer dans son groupe le principal concurrent de celui-ci : Retequattro, la chaîne télévisée du groupe editorial Mondadori.

Ces dernières années avaient été marquées par une concurrence acharnée entre Canale 5 et Retequattro. Cette bataille s'est conclue par une paix qui semble contenir tout le monde. Au terme de l'accord, le groupe Berlusconi achète les programmes déjà prêts de Retequattro et crée avec Mondadori une nouvelle société Sedi-Nuova-Retequattro, dont le capital social (2 milliards de lire) apparaît sur une base paritaire (50 + 50) aux deux groupes.

L'opération rapportera 120 milliards de lire à la Mondadori mais permettra surtout à M. Berlusconi de faire de son groupe un pôle de télévisions privées renforcé, concurrençant directement la RAI et qui drainera plus de 800 millions de recettes en publicité. L'effort du groupe Berlusconi ne doit d'ailleurs pas s'arrêter là puisque est envisagée une prise de contrôle de deux autres chaînes privées, Euro TV et Rete A. — Ph. P.

## Mardi 28 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Musique : Moïse. Opéra en quatre actes de Rossini d'après le livret de l'abbé Tottola. Avec S. Rampey, J.-P. Fafant, R. Lewis. L'orchestre et les chœurs du Théâtre national de l'Opéra de Paris, direction musicale G. Prêtre, mise en scène L. Roussel, décors G. Quaranta. Avec la participation du ministère de la culture. (En liaison avec France-Musique.) Créée pour la première fois en 1827 à Paris, cette épopée biblique possède grandeur et souffle, et révèle un aspect de Rossini un peu inhabituel.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Cinéma : Le Lézard. Film italien de P. Festa Campanile (1979), avec E. Montanari, E. Fenech, B. Lafont, C. Cassinelli. Un vagabond galiléen parcourt la Palestine en vivant de ses tours de charlatan. Il rencontre plusieurs fois Jésus, en qui il voit un illusionniste dont il voudrait bien connaître les « trucs ». Festa Campanile a tiré ce film d'un de ses romans, imaginant l'histoire d'un des deux larrons qui furent crucifiés avec Jésus : ironie et drame, condition humaine d'un juif marginal passant à côté du divin. L'œuvre est insolite et bien interprétée.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 La dernière séance : Soirée Stewart Granger. Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jorémal. Actualité 1952, Tex Avery (et à 22 h 25), présentation

du premier film ; à 22 h 35 réclames de l'époque : attractions, embauche et présentation du deuxième film.

20 h 50 Cinéma : Au pays de la peur. Film américain d'A. Merton (1952), avec S. Granger, W. Corey, C. Chang, M. Farley, J.-M. Kerrigan. Un trappeur accusé de meurtre et l'honneur de la police montée qui l'a arrêté se lient d'amitié en traversant ensemble une région dangereuse pendant l'hiver, du Grand Nord canadien. Nature sauvage, scènes spectaculaires dans un film d'aventures vraies où l'on en tout domine de voir apparaître Cyl Charisse en Indienne.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'opéra, c'est la fête. 21 h 30 Extrême et savant... pris dans une mémoire. Avec Paul Lorenz et Mario Bois. 22 h La crise aux confins du monde : Sénégal. 23 h Bestiaires : la mante religieuse. 23 h 20 Musiques limitées. 23 h 40 Place des étoiles.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné à l'Opéra de Paris, en simultané avec TF 1) : Moïse, opéra de Rossini, par les chœurs et l'Orchestre du Théâtre national de l'Opéra de Paris, dir. G. Prêtre. 23 h Les soirées de France-Musique : jazz club (en direct du Petit Opéra) : le saxophoniste Johnny Griffin et le trio d'Hervé Sellin.

## Mercredi 29 août

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus. 11 h 55 Quarante ans déjà. 12 h Bonjour, bon appétit. Magazine de Michel Oliver. Gâteaux, fruits et potes. 12 h 30 Consommer sans pépinière. 12 h 35 Cocktail maison. 13 h Journal. 13 h 35 Série : La Petite Maison dans la prairie. 14 h 40 Monte-Carlo show. 14 h 50 Croque-vacances. Deuxième partie : variétés, infos-magazine et feuilleton (Thierry la Fronde). 15 h Série : Eh bien, danses maintenant : le cha-cha-cha. 16 h 20 Documentaire : Mille ans de civilisation maya. La Renaissance Maya-Tobéque, par Jacques Soustelle (rediffusion). 16 h 15 Émissions régionales. 17 h 30 Point : Prix vacances. 18 h 40 Ces chers disparus : Martine Carol. 18 h 53 Tirage de la Loterie nationale. 20 h Journal. 20 h 30 Tirage du Loto. 20 h 35 Série : Dallas. J.R. et Bobby se préparent à vérifier les comptes de l'entreprise pour déterminer qui la dirigera. Un tournant important. 21 h 25 Vidéoflash. Bref intermédiaires comiques. 21 h 30 Les chemins perdus. Philippe Garrel a filmé à l'âge de dix-neuf ans, en 1966 et 1967, les débuts de Donovan, les Who et le Living Theatre lors de tournées en France et en Angleterre. Images commentées par le réalisateur lui-même. 22 h 10 Télévision de chambre : Soixante ans de la poésie. Film de Pierre Zucca. Mystère autour d'un hôtel de pêcheurs où sont réunis des personnages aussi divers qu'étranges. Pour l'instant, le centre d'intérêt des pensionnaires est la jolie stérine de la chambre n° 3. Un témoin silencieux, énigmatique, tente de la séduire. 23 h 5 Dessin animé : Je demain. Kallidocope des mythes et symboles de quelques générations à travers leurs propres images. 23 h 15 Stations, de Bob Wilson. Abeilles. Vertiges optiques, rêves de l'autre côté du miroir. 23 h 20 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antiope. 12 h Journal (et à 12 h 45 et 18 h 40). 12 h 5 Muppets Show. 12 h 30 Feuilleton : Les amours des années folles. 13 h 35 Série : Mannix. 14 h 25 Aujourd'hui la vie. Les fous d'opéra. 16 h 30 Série : Akagora. Les apprentis chasseurs. 16 h Sports élysées. Cyclisme : championnat du monde sur piste, à Buenos Aires : patinage artistique. 18 h Récré A 2. Yakari : le Petit Écho de la forêt ; les survivants de l'ombre. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Émissions régionales. 19 h 40 Le théâtre de Bouvard. 20 h Journal. 20 h 35 Téléfilm : Entre-temps. Deux récits se superposent, s'entremêlent sans se mélanger... Il ne faut pas chercher de logique dans cette fiction surréaliste, à la limite du rêve et de la réalité. Tourné en noir et blanc par un réalisateur qui reste profondément espagnol, ce téléfilm est un mélange de comédie-pamphlet et de poème onirique. Une œuvre malicieuse, curieuse, malgré quelques longueurs. 22 h 5 Série : Contes d'automobile. Du tout-tout au turbo, série de J. Bardin, D. Dubarry et F. Maza. Dernière émission : C'est arrivé demain. La dernière automobile, l'informaticienne au service de la voiture : le système électronique s'affine, l'utilisation de

matériaux nouveaux... Dernier volet d'une bonne série estivale.

22 h 35 Sport : catch. Catch à quatre, à Limel-Brévaux. 23 h 5 Journal. 23 h 25 Bonssoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 Jeu littéraire : Les mots en tête. 19 h 15 Émissions régionales. 19 h 40 Festival de Confolens. Rencontre internationale d'art traditionnel. 19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20 h 5 Les jeux. 20 h 35 Variétés : Jacques Higelin (deuxième partie). Show enregistré dans les conditions du direct au Casino de Paris. Jacques Higelin interprète une douzaine de ses succès. 21 h 30 Série : Opération Open. N° 3. Vacances à l'Adamolet Brenta, de S. Gazi. Avec D. Dairé, B. Allouf, G. Grillo, F. Intergalli. 21 h 30 Extrême-Ars plastiques, avec Jean Hugué. 21 h 30 Extrême-Ars plastiques, avec Jean Hugué. 21 h 30 La seconde guerre mondiale : la France captive. 19 h 30 Blues notes in the blue sky. 19 h 30 Matins dans les Cévennes : chœurs angers et chœurs de Mérens. 20 h Extrêmes avec Georges Ribemont-Dessaignes. 20 h 30 L'opéra, c'est la fête : l'opéra viennois. 21 h 30 Extrêmes et savant... pris dans une mémoire, avec Paul Lorenz et Mario Bois. 22 h La crise aux confins du monde : Sénégal. 23 h 20 Musiques limitées. 23 h 40 Place des étoiles.

### FRANCE-CULTURE

7 h Matinales, à Carcass-Maubuisson (Gironde). 7 h 30 Revue de presse. 8 h L'arbre et ses racines : le mûrier. 9 h 5 Cinq jours de plongée dans le sous-marin « Vénus ». 9 h 35 Musique : savoir de savoir. 10 h Jacques Cartier, le voyage imaginaire. 11 h Musique : Calabrus, entre Garonne et Méditerranée. 12 h Panorama. 13 h 30 Feuilleton : Le Crime d'Orléans. 14 h Miroir. 15 h 3 Embarrasement immédiat : Portugal. 15 h 30 Musique : voyages imaginaires. 16 h 30 Pierre Souleas : entretiens avec le peintre. 17 h 30 Extrêmes-Ars plastiques, avec Jean Hugué. 18 h La seconde guerre mondiale : la France captive. 19 h 30 Blues notes in the blue sky. 19 h 30 Matins dans les Cévennes : chœurs angers et chœurs de Mérens. 20 h Extrêmes avec Georges Ribemont-Dessaignes. 20 h 30 L'opéra, c'est la fête : l'opéra viennois. 21 h 30 Extrêmes et savant... pris dans une mémoire, avec Paul Lorenz et Mario Bois. 22 h La crise aux confins du monde : Sénégal. 23 h 20 Musiques limitées. 23 h 40 Place des étoiles.

### FRANCE-MUSIQUE

2 h 3 Les nuits de France-Musique : les orientalistes. 7 h 7 Petit matin : œuvres de Chopin, Elgar, Séverac ; à 8 h 7, œuvres de Milhaud, Seitz, Sautet. 9 h 5 Le matin des musiciens : Mozart et les chanteurs de son temps. (La troupe de Vienne.) 12 h 5 Concert (donné le 13 juillet 1983 au Festival d'été de Dubrovnik). Œuvres de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Zagreb. 13 h 30 Les chants de la terre. 14 h 4 Répères contemporains : Badinski, Mefano, Boulez. 15 h Carte blanche à Jon Vickers (la vertu guerrière et le respect des dieux) : œuvres de Haendel, Saint-Saëns, Verdi, Berlioz ; les angélus du cœur : œuvres de Beethoven, Verdi, Bizet ; au vaste empire de la nuit (œuvres de Britten, Verdi, Wagner). 16 h 5 L'héritage d'Arthur Schnabel. 19 h Le temps du jazz : le jazz à la plage ; à 19 h 30, Basie, de Kansas City à Los Angeles. 20 h Présentation du concert : œuvres de Moussorgski. 20 h 30 Soirée brève (donnée le 18 mai 1984 à l'Opéra de Paris) : Boris Godounov, opéra de Moussorgski, par les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. J. Conlon, chef des chœurs, J. Laforgue, solistes : N. Ghiaurov, M. Mahé, M.-C. Poria, A. Ringart, R. Teat, P. Rouillon, M. Storch, P. Lindfors. — en complément de programme : « 1874 » : œuvres de Tchaïkovski, Liszt, Saint-Saëns, Lutoslavski, Bruckner.

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (reg. v.c.) : Quintette, 9 (633-79-38). LA MORT AUX TROUSSES (A. v.c.) : Movies, 1 (260-43-99). NOSTESSE OBLIGE (A. v.c.) : Action Écoute, 9 (325-72-07). ORANGE MÉCANIQUE (A. v.c.) : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26). Marignan, 8 (359-92-82) ; Parisiens, 14 (329-83-11). — V.F. : Français, 9 (770-33-88). PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.c.) : Châlet Victoria, 1 (508-94-14). PINK FLAMINGOS (A. v.c.) : Movies, 1 (260-43-99). POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS (A. v.c.) : Saint-Sébastien, 9 (354-20-91). PULSIONS (A. v.c.) : Rotonde, 6 (633-08-22). RASHOMON (Jap. v.c.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68). LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 5 (633-63-20) ; Lincoln, 8 (359-36-14) ; Parisiens, 14 (329-83-11). RUE BARBARE (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). RUSTY FLAMINGOS (A. v.c.) : Clichés Saint-Germain, 6 (633-10-82). LE SALON DE MUSIQUE (Ind. v.c.) : Bonaparte, 6 (326-12-12). LES SEIGNEURS DE LA ROUTE (Ind. v.c.) : La Courbe à la Mort de l'AN (2000) (A. v.c.) : Marseille, 9 (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 13 (343-01-59) ; Montparnasse Paris, 14 (320-15-06) ; Tourlaine, 20 (364-51-98). LA SOIF DU MAL (A. v.c.) : Lincoln, 8 (320-30-19). SUEURS FROIDES (A. v.c.) : Action Christine, 6 (329-11-30). TAXI DRIVER (A. v.c.) : Cliché Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Bote à films, 17 (622-44-21). THE BLUES BROTHERS (A. v.c.) : UGC Danton, 6 (329-42-62) ; Biarritz, 9 (732-49-23). THE ROSE (A. v.c.) : Châlet Victoria, 1 (508-94-14). THE SERVANT (A. v.c.) : Champ, 3 (354-51-00). TO BE OR NOT TO BE (Labial), (A. v.c.) : Saint-André des Arts, 6 (326-49-18). TRISTANA (Esp. v.c.) : Forum, 1 (207-53-74) ; Quintette, 9 (633-79-38) ; George V, 8 (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiens, 14 (329-83-11) ; V.F. : Luminis, 9 (246-49-07). UNE ÉTOILE EST NÉE (A. v.c.) (version intégrale) : Gaumont Haïles, 1 (297-49-70) ; Publics Saint-Germain, 6 (323-72-80) ; Gaumont Calais, 8 (353-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (544-25-02) ; Kinopanorama, 15 (306-50-50). VICTOR VICTORIA (A. v.c.) : Pagode, 7 (705-15-15). VIVRE ET LAISSER MOURIR (A. v.c.) : Cliché Palace, 3 (354-07-76) ; Ambassade, 8 (359-10-08). — V.F. : Français, 9 (770-33-88) ; Marseille, 9 (770-33-88) ; Montparnasse, 14 (327-37-37) ; Gaumont Convention, 15 (628-42-27). WEST SIDE STORY (A. v.c.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Balzac, 8 (561-10-60). ZERO DE CONDUITE (Fr.), Desfer, 14 (321-41-01).

### Les festivals

ERIC ROHMER : COMÉDIES ET PROVERBES : Studio Cujas, 9 (354-99-22). Le Beau mariage. ERIC ROHMER : ÉLOGE À LA RIGUEUR : Desfer, 14 (321-41-01). Perceval le Galois : la Collectionneuse ; l'Amour l'après-midi. LA GRANDE PARADE DES COMÉDIES MUSICALES (v.c.), MacMahon, 17 (380-24-81), Ziegfeld Folies. HITCHCOCK (v.c.) : Action rive gauche, 6 (329-44-40), les Clichés. HOMOSEXUALITÉ (v.c.) : Cliché Beaubourg, 3 (271-52-36), Sébastien ; l'Homme blanc ; Querelle ; Outragious ; Flech. HUMPHREY BOGART (v.c.) : Action Christine bis, 6 (329-11-30), le Port de l'angoisse. MARX BROTHERS (v.c.) : Action écoles, 5 (325-72-07), Une nuit à l'Opéra. MONTGOMERY CLIFT (v.c.) : Action La Fayette, 9 (329-79-89). LES POLARS DE L'ÉTÉ (v.c.) : Action La Fayette, 9 (329-79-89), La Fayette, 9 (329-79-89), l'Amaqueur. OTTO PREMINGER (v.c.) : Studio de la Contrepoint, 9 (325-78-37), Laura ; la Rivière sans retour ; Carmen Jones ; Ambre. LE PARI DEPARDON : Studio des Univers, 5 (354-39-19) ; Reporter ; San Cennaro ; Tchad-Yves-Tibesti Ton ; les Amnés de la.

### Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (v.c.) : Châlet Victoria, 1 (508-94-14), 13 h 20. A NOS AMOURS (Fr.), Templers, 3 (294-56-56), 22 h 10. LE CHATEAU DE L'ARAIGNÉE (Jap. v.c.), Saint-Lambert, 15 (532-91-68), 18 h 45. LA CLÉ DE VERRE (A. v.c.), Studio Beaubourg, 3 (271-52-36), 17 h. LES COPAINS D'ABORD (A. v.c.), Bote à films, 17 (622-44-21), 13 h 15. LA DAME DE SHANGHAI (A. v.c.), Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77), 24 h. LE FACTEUR SONNÉ TOUJOURS DEUX FOIS (A. v.c.), Calypso, 17 (380-30-11), 22 h 15. MACADAM COW-BOY (A. v.c.), Studio Galade, 5 (354-72-71), 20 h 10. SÉRIE NOIRE (Fr.), Templers, 3 (272-94-56), 22 h 10. LA TRAVIATA (Il. v.c.), Studio Galade, 5 (354-72-71), 16 h 10. Calypso, 17 (380-30-11), 17 h 10. LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Châlet Victoria, 1 (508-94-14), 19 h 20. VIVRE VITE (v.c.) (Esp. v.c.), République Cinéma, 11 (805-51-33), 22 h. VOYAGE AU BOUC DE L'ENFER (v.c.) (A. v.c.), Bote à films, 17 (622-44-21), 22 h 30. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.), République Cinéma, 11 (805-51-33), 16 h. ZERO DE CONDUITE (A. v.c.) : Desfer, 14 (321-41-01), 16 h.

Stock permanent de 500 véhicules

Affaires à saisir en août

PARTEZ IMMÉDIATEMENT AVEC L'UNE DES

305 ou 505, modèles 1984, encore disponibles

EN BÉNÉFICIAIRE D'UN PRIX EXCEPTIONNEL

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

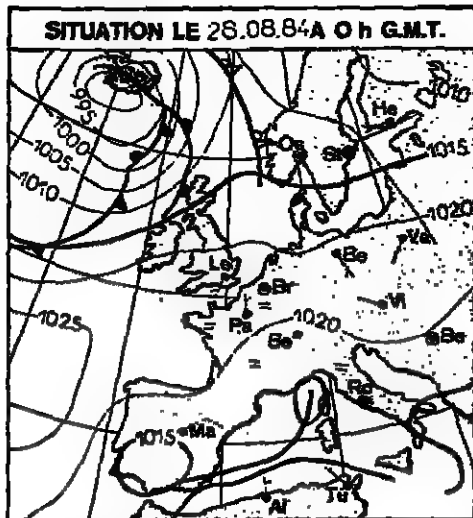
M. GÉRARD 8218021

227, bd. Anatole-France ST-DENIS - Métro : Maine de St-Ouen

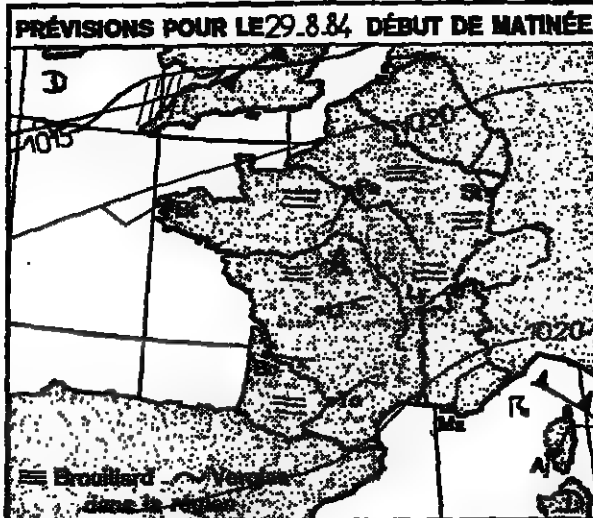


# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 28.08.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29.8.84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 août à 0 heure et le mercredi 29 août à 24 heures.

Les masses d'air instable situées sur le sud-est du pays se déplacent lentement vers l'Italie, et des conditions anticycloniques vont prédominer sur la France.

Le courant perturbé atlantique circule toujours à des latitudes élevées.

Mercredi matin, le temps sera très brumeux sur toutes les régions, avec formations de brouillard parfois denses; les régions méditerranéennes seront épargnées par ces mauvaises visibilité, mais, malgré des éclaircies prédominantes, quelques averses orageuses pourront parfois être observées.

À la fin de la matinée, le soleil fera plus ou moins vite son apparition, et l'après-midi, les périodes ensoleillées prédomineront sur tout le pays.

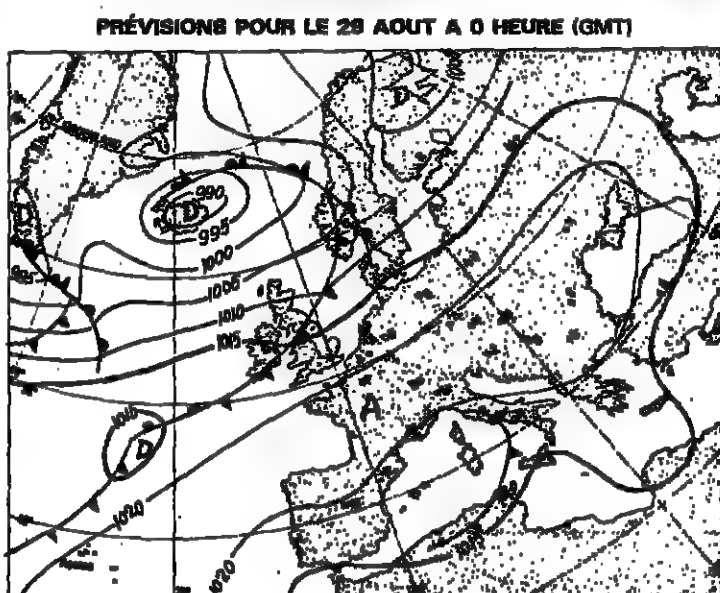
Du nord de la Bretagne à la Normandie et au Nord, les nuages risquent d'être plus nombreux, avec cependant quelques apparitions du soleil.

Le vent sera faible ou général, mais encore modéré à assez fort de secteur est près de la Méditerranée.

Les températures maximales atteindront 23 degrés à 29 degrés du Nord au Sud.

Sous l'évolution pour la fin de semaine: jeudi, vendredi et samedi, une cellule anticyclonique protégera la majeure partie de la France du courant perturbé océanique dont seule la partie sud débordera faiblement sur les régions voisines de la Manche.

Prévisions pour la fin de semaine: jeudi et vendredi, sur la plupart des régions, un temps ensoleillé prédominera après la dissipation rapide de quelques bancs de brume le matin. Toutefois, les côtes de la Manche feront exception avec un ciel le plus souvent très nuageux et des vents de sud-ouest modérés. Les températures maximales s'échelonneront entre 22 et 28 degrés du Nord au Sud du pays.



PRÉVISIONS POUR LE 28 AOUT A 0 HEURE (GMT)

Samedi, peu d'évolution du temps qui deviendra cependant plus chaud sur l'Ouest du pays.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 28 août à 8 heures, de 1021,6 millibars, soit 766,3 mm de mercure.

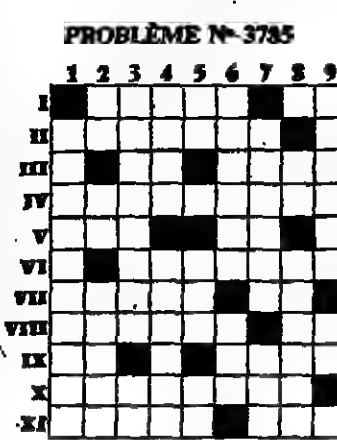
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 août; le second le minimum de la nuit du 27 au 28 août): Alsace, 36 et 19 degrés; Bavière, 22 et 17; Bordeaux, 25 et 16; Bourgogne, 24 et 11; Brét., 22 et 14; Caen, 24 et 17; Cherbourg, 21 et 13; Clermont-Ferrand, 20 et 10; Dijon, 24 et 15; Grenoble-St-H., 25 et 14; Grenoble-St-Geoirs, 21 et 13; Lille, 24 et 13; Lyon, 23 et 13; Marseille-Mariquane, 26 et 18; Nancy, 23 et 10; Nantes, 26 et 16; Nice-Côte d'Azur, 26 et 20; Paris-Montsouris, 25

et 15; Paris-Orly, 24 et 14; Pau, 23 et 17; Perpignan, 26 et 20; Rennes, 23 et 16; Strasbourg, 23 et 13; Toulon, 24 et 12; Toulouse, 25 et 17.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 38 et 19 degrés; Amsterdam, 21 et 10; Athènes, 30 et 19; Berlin, 21 et 10; Bonn, 21 et 9; Bruxelles, 23 et 10; Le Caire, 32 et 21; Les Canaries, 26 et 21; Copenhague, 23 et 12; Dakar, 32 et 26; Djibouti, 30 et 24; Genève, 24 et 13; Istanbul, 23 et 17; Jérusalem, 30 et 18; Liège, 26 et 17; Londres, 27 et 15; Luxembourg, 23 et 12; Madrid, 30 et 12; Moscou, 13 et 3; Nîmes, 26 et 12; New-York, 24 et 19; Palma-de-Majorque, 24 et 15; Rio-de-Janeiro, 17 et 13; Rome, 28 et 18; Stockholm, 18 et 11; Téhéran, 39 et 25; Tunis, 29 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 3785

**HORIZONTALEMENT**  
I. Craint l'invasion des Turcs. Ont toujours une suite royale.  
II. Vains oiseaux. - III. Préposition. Est donc parfaitement conscient. - IV. N'est pas fichu mais laisse très peu d'espoir. - V. Peut être traité de pair. Symbole chimique. - VI. Quand elle n'est pas au lit, elle est toute à son « assiette ». - VII. Arrive en travaillant ou dans l'oisiveté. Un peu de tenue ou pas du tout. - VIII. Fait partie de la vie courante. Signes d'intelligence. - IX. Personnel. Était mis dans le bas de laine dans un souci d'économie. - X. Court donc le tacher. - XI. Tentatives d'évasion. Fait bloc.

**VERTICALEMENT**  
1. Grand argentier. - 2. En Italie, c'est le coin des dragueurs. Adverbe. Facilité les mouvements d'un bras. - 3. Une épine dans le bras. Caractères sans franchise. - 4. Page d'histoire ou un passage de géographie. Fermeture de porte. - 5. Un peu d'eau. Source d'inspiration. Donne la main. - 6. Solution de rechange. Cas typique de doublement de la personnalité. - 7. Fait la grève ou permet de gratter. Participe passé. - 8. Personnel. Dégagés aussitôt engagé. - 9. Peut donc tirer une flèche. Château d'eau.

Solution du problème n° 3784

**Horizontalement**  
I. Gazon. FFI. - II. Oc. Avril. - III. Lorraine. - IV. Feuillage. - V. Enes. Alma. - VI. Ur. Tu. Eu. - VII. Rémy. HP. - VIII. Massacre. - IX. Sel. Wh. - X. Noires. - XI. Attentive.

**Verticalement**  
1. Gouffr. - 2. Ecoulement. - 3. Rue. Malot. - 4. Ours. Te. - 5. Uval. Swan. - 6. Rik. Habit. - 7. Final. PC. Ri. - 8. Flagma. EV. - 9. Eau. Ess.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 27 et mardi 28 août:

**DÉS DECRETS**  
e. Portant, en vue de la révision des pensions, assimilation d'emplois supprimés à des emplois ou gradués existants.  
e. Portant création de l'université du Havre.

## PARIS EN VISITES

**JEUDI 30 AOUT.**

« Le Pont Neuf et la place Dauphine » 15 heures, devant la statue d'Henri IV, M. Lévy (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Le Marais » 15 heures, devant l'église Saint-Paul Saint-Louis (Académie).  
« Le Belem », 15 heures, métro Bir Hakeim (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filiales).  
« Hôtel de Soubise », 15 heures, rue des Francs-Bourgeois (P.-V. Jaslet).  
« Tombeaux de musiciens célèbres », 14 heures, 10, avenue du Père Lachaise (V. de Langlade).  
« Hôtel de Grégnéand », 15 heures, 60, rue des Archives (Paris et son histoire).  
« Rue Montorgueil », 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).  
« Cours des miracles », 15 heures, métro Bonne Nouvelle, M. Fohyer.

## Relais Louis XIII

8, rue des Grands-Augustins  
326-75-96  
est OUVERT

## ROBLLOT S. A.

522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

# CARNET DU Monde

**Mariage**  
- M. et M<sup>me</sup> Jacques LICETTE et M. et M<sup>me</sup> Noël ALLAIRE ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants.

**Anna et Noël**  
La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 22 septembre 1984, à 15 heures, en l'église Sainte-Anne-Polange, 94340 Joinville-le-Pont.  
M<sup>me</sup> Anne Licette, 47, avenue Gallieni, 94340 Joinville-le-Pont.

**Décès**  
- On nous prie d'annoncer le décès du docteur Louis CAILLARD, médecin général (CR) du corps de santé des troupes de marine, survenu subitement, à Paris, dans sa soixante-quinzième année, le 24 août 1984.  
De la part de: Son épouse, M<sup>me</sup> Louis Caillard, née Marie-Louise Trocand, ses enfants, Marie-Anne et Patrice Konichevsky et leurs enfants, Geneviève Caillard et son fils, Catherine Caillard et Jean-Louis Pagnot, Francis Caillard, M<sup>me</sup> Henriette Prod'homme, Et les familles Jay, Trocand, Lagay, Marchand.

La Roseine, 49, avenue du Général-Leclerc, 64000 Pau.  
- M<sup>rs</sup> D. J. Lajka et ses enfants, Le colonel André Damsenil et ses enfants, Marie et Henry Port et leurs enfants, Le commandant Michel Damsenil, Anne et Germaine Bussacchini et leurs enfants, François et Claude Lemoine et leurs enfants, Sa famille et ses proches ont la douleur de faire part du décès de: Nicole DUMESNIL, survenue, le 19 août 1984, à Saint-François (USA).

- M<sup>me</sup> Gabriel Gassiat, ses enfants et petits-enfants, font part de la mort du: général Gabriel GASSIAT, commandant de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, Military Cross, survenu dans l'explosion et le feu de Dieu dans sa quatre-vingt-troisième année, le 28 août 1984, à Saint-François (USA).

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Louis des Invalides le jeudi 30 août, à 10 h 30.  
31, boulevard Suchet, 75016 Paris.

- M<sup>me</sup> Charles Kiszelnik, son épouse, Le docteur Richard Kiszelnik, M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel Pélissier et leur fille, Ses enfants et petits-enfants, Le docteur Didier Kiszelnik et sa fille, M. et M<sup>me</sup> Vili Kiszelnik, ses enfants et petits-enfants, Les familles Fares, Chouat, Fontaine, Lagarde, ont la douleur de faire part du décès de: docteur Charles KISZELNIK, survenu subitement, le 22 août 1984, à l'île d'Oléron.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
6, rue Emile-Duclos, 75015 Paris.

- On nous prie d'annoncer la mort, survenue subitement, le 22 août 1984, au Mont-Blanc du Tacal, de: Catherine MACHERAS, née Vichon, et de: Joël VINCHON, son frère.

Les obsèques ont été célébrées le 25 août en l'église de Valenciennes (Service).  
De la part de: Philippe Macheras, époux de Catherine, M. et M<sup>me</sup> Emilien Vinchon, leurs parents, M. et M<sup>me</sup> Dominique Vinchon, leur frère et leur fille Julien.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Macheras, beaux-parents de Catherine, M<sup>me</sup> Claude Macheras, M. et M<sup>me</sup> Jean Macheras, M. et M<sup>me</sup> Philippe Regnaud et leurs enfants, M<sup>me</sup> Françoise Macheras, beaux-frères et belles-sœurs de Catherine, M. Jean-Marie Boutin, parent de Catherine.

14, rue Blomet, 75015 Paris.  
13, rue Paul-Louis-Courier, 75007 Paris.  
6, rue Valentin-Haüy, 75015 Paris.

- M<sup>me</sup> Denis Maury, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Reydellet, Romain, Jean-Philippe, Maxime et Claire-Sophie, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Henri Maury, Antoine, Marie et Anne, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Max Hyman, sa sœur, et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Marcel Maury et leurs enfants, ses sœurs, frères et neveux, M<sup>me</sup> Christiane Nadeau-Bourgoin et ses fils, M. et M<sup>me</sup> Vercano et leur fille, ses beaux-frères, belles-sœurs et neveux, ont la douleur de faire part du décès de: M. Denis MAUREY, ancien directeur du Théâtre des Variétés, président du Syndicat des directeurs de théâtres de Paris et de la région parisienne, président de l'Association pour le soutien du théâtre privé, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, commandeur des Arts et des Lettres, survenue, le 25 août 1984, à son domicile de Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 28 août, à 10 h 45, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.  
L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
41, rue Jacques-Duhaut, 92200 Neuilly, 5, avenue Brézin, 92380 Garches, 12, rue de Lourmel, 75004 Paris.

- Le Syndicat des directeurs de théâtre de Paris et de la région parisienne fait part du décès de son président, M. Denis MAUREY, survenue, le 25 août 1984, à son domicile de Neuilly-sur-Seine.  
7, rue de Helder, 75009 Paris.  
(Le Monde du 28 août.)

- Il a plu au Seigneur d'accueillir dans Sa gloire: Bernard PECCOUD, le 21 août 1984. Sans sa famille et ses amis.

La messe de funérailles sera célébrée à Paris, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, porte de Saint-Cloud, le jeudi 30 août, à 8 h 45.

Une messe sera célébrée à Chambéry en l'église Notre-Dame, rue Saint-Antoine, le vendredi 31 août, à 15 h 30.

De la part de: M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre de Cormis et leurs enfants, ses beaux-frères, sœurs et neveux, Ses oncles, tantes, cousins, cousines et amis.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
86, avenue Mozart, 75016 Paris.

- M. Michel Perles, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul de Poilly et leur fille Elise, ont la douleur de faire part du décès de: M<sup>me</sup> Michel PERLES, née Nicole Lévy, survenue le 22 août 1984, à l'âge de cinquante-trois ans, des suites d'une grave maladie.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
30, rue de Grammont, 75002 Paris.  
18, rue de Belzunce, 75010 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de: M<sup>me</sup> Anthony STERNBERG, née Paulette Leon, survenue le 22 août 1984.  
De la part de: M. Anthony Sternberg, M<sup>me</sup> Annick Sternberg, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Boute, Le docteur et M<sup>me</sup> Régis Sorel, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques Sternberg, M. Bruno Bonne, M. et M<sup>me</sup> Jean-Christophe Bonne et leurs enfants Laure et Jérémie, M. et M<sup>me</sup> Pascal Bonne et leurs enfants Adeline et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> Antoine Millet, M<sup>me</sup> Dorothée Bonne, M. Jean-Louis Sorel, M. et M<sup>me</sup> Vincent Sorel, M. Rami Sorel, M<sup>me</sup> Catherine Sorel, M. et M<sup>me</sup> Rémy Papillon, M. Jean-Mathieu Sternberg, M<sup>me</sup> Nathalie Sternberg, M. et M<sup>me</sup> Jean-Georges Simon et leurs enfants et petits-enfants.  
Son mari, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, neveux, petits-neveux, arrière-petits-neveux.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
4, avenue Alphonse, 75116 Paris.

## VIE ASSOCIATIVE

### Quand la vie fait mal

L'effiche, on a pu le voir, en cette seconde quinzaine d'août, sur deux cents quais du métro parisien. Elle montre un homme jeune, à l'élégance négligée, debout, il regarde vers une porte entrouverte d'où filtre un rayon de lumière jaune qui accroche le fauteuil 1930, les pages de petites annonces d'un grand quotidien éparpillées à ses pieds, et se chemise. La version au féminin présente, dans le même décor, une jeune femme, habillée en style 1950, dont le geste des mains traduit un désespoir retenu. Images sobres, un noir et blanc.

Une légende déclare l'ensemble: « Quand la vie fait mal, une lueur d'espoir. La porte ouverte, quelque un à qui parler. » L'association La porte ouverte, qui assure l'écoute dans trois centres d'accueil à Paris (douze en province), a choisi le mois d'août pour se faire entendre car c'est « un moment où la solitude est la plus forte ».

Pour cette cause humanitaire, des gestes ont été faits: l'espace (Métrobus) et la conception (Agence Lintas) sont gratuits. Restent à payer les frais d'impression et de pause.

D'un côté, les accueillants, des hommes et des femmes, formés à l'écoute, bénévoles. De l'autre, des gens qui y viennent se décharger d'une angoisse colossale, d'un désespoir profond, qu'ils traînent parfois depuis l'enfance. Certains veulent se tuer. « Une accueillante, anonyme comme le sont ceux qui viennent à la porte ouverte, reçoit ceux qu'elle accueille: « Nous représentons la société souvent injuste envers eux, ils ont frappé à toutes les portes. Ils entrent, le visage crispé. On ne peut rien faire pour eux que les faire écouter, un échange s'établit à un niveau profond; parfois un sourire qui vient de loin éclairer leur visage. »

Sur le quai du métro Convention (direction porte de la Chapelle), où le « Porte ouverte » a installé un troisième centre à Paris en janvier 1984, elle parle. Quelqu'un est entré sans honte dans le cabinet du chef de station

aménagée en lieu d'écoute: une table, deux chaises, un téléphone. Les rames, qui défilent et refluent dans un vacarme régulier, rendent l'échange plus difficile, mais ne découragent pas celui qui a quelques choses à dire: « Quand les gens ont un problème, ils ne voient pas les autres qui les regardent; ils parlent n'importe où, même sur le pas de la porte. »

La RATP a mis gracieusement ce local à la disposition de la porte ouverte pour des raisons évidentes: animation, sécurité et, surtout, prévention du suicide. Cent trente-neuf personnes se sont jetées sous le métro en 1983. Quarante-six en sont mortes.

A partir des estimations des écouteurs (aucune question n'est posée à l'accueilli), la porte ouverte a tracé un profil de celui qui vient se confier: un homme plus souvent qu'une femme, entre trente et cinquante ans, qui appartient à la classe moyenne définie comme l'absence d'extrêmes: ni PDG, ni ouvrier. Sont reçus aussi des marginaux qui viennent et reviennent à la porte ouverte « un peu comme au café ». Ce sont des jeunes de vingt à trente ans, en thérapie ou en analyse, inadaptés. La porte ouverte supplée à leur famille.

### Anonymat

Ce qui fait mal: d'abord, surtout et presque uniquement, c'est la solitude effective. Que l'on vive à deux - mésentente conjugale, - à plusieurs - incompréhension dans les relations parents-enfants, - seul - solitude du provincial, - ou marginalisé - problème de l'homosexuel. Le travail vient ensuite ou s'ajoute à ce qui précède, qu'il s'agisse de mauvaises relations dans le travail ou du chômage avec ses conséquences: pas de logement, pas d'argent.

« A travers les propos de nos visiteurs, nous voyons la société changer », dit une accueillante de la porte ouverte: « La paupérisation, le chômage, la violence ». Cette écoute - du « bon côté de la table », les femmes sont

plus nombreuses que les hommes - évoque la préhistoire, le chantage, « vécus comme une horde par les hommes d'un certain âge, désavoués, qui doivent faire l'apprentissage de la vie à la maison et découvrir qu'ils supportent mal leur femme, les phantasmes sur leur jeunesse ».

M. Hervé Montandon, président de la porte ouverte-Paris rappelle les « principes » établis par M. Marcel Daniel, fondateur, en 1971, de la porte ouverte: non-directivité, anonymat et refus d'aide matérielle ou financière (l'association renvoie vers les organismes spécialisés). Aucun rendez-vous n'est pris. « C'est pénible, car on a l'impression d'apporter quelque chose. Et il faut couper là, ne plus les revoir. »

« Un entretien, précise une accueillante, ne doit pas, en principe, dépasser une heure. Il faut que la personne se sente encadrée. Elle peut essayer de débordier, le soir par exemple, lors de la fermeture. En ne cédant pas, nous montrons une force qui les rassure par les limites que l'on donne. Pour les aider, il ne faut pas se laisser emporter. »

Ce canevas met en valeur la règle d'or de la porte ouverte: « Tout homme possède en lui-même la solution à ses problèmes ». Quand la vie fait mal, ses accueillants sont là pour le rappeler.

### DANIELLE TRAMARD.

Où trouver un bureau de la porte ouverte?  
A PARIS: 21, rue Duperré, 75009; 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75004; LYON: 23, rue de Président-Hélie, 69001; ROUEN: 107, rue Beauvillain, 76000; RENNES: 2, square de la Rance, 35000; BORDEAUX: 2, rue Paul-Bert, 33000; LILLE: 257, rue Nationale, 59000; TOULOUSE: 29, allée Jean-Jacques, 31000; CLERMONT-FERRAND: 6, place de la Treille, 63000; NICE: 2, place Randon, 06000; DUNKERQUE: 112, avenue de la Libération, 59140; NIMES: 41 bis, rue Emile-Jaimes, 30000; NANCY: 62, avenue du Maréchal-Oudinot, 54000; STRASBOURG: 9, rue aux Juifs, 67000.



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADRÉES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Si vous souhaitez être associé(e) à son développement**

**Banque DE L'Auvergne Populaire ET DE LA CORRÈZE**

*vous propose, sur l'ensemble de sa circonscription (Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, Haute-Loire) des postes de :*

### DIRECTEURS D'AGENCE

**MISSION :**

- Développement et gestion de l'agence.
- Montage de dossiers CT.MT.LT. avec prise de décision dans le cadre d'une délégation.
- Animation de l'équipe.
- Les candidats devront justifier, dans ces différents domaines, d'une expérience bancaire dont dépendront classification et rémunération.

R.F. DAG.

### CHARGÉS(ÉES) DE RELATIONS ENTREPRISES

**MISSION DANS LE CADRE D'UN POSTE ÉVOLUTIF**

- Développement et gestion d'un portefeuille d'artisans, de commerçants, de P.M.E.
- Montage de dossiers CT.MT.LT.
- Les candidats devront posséder une bonne expérience.
- Du montage de dossiers d'engagements.
- De la vente de produits et services bancaires.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience acquise.

R.F. CRE.

Merci d'adresser : candidature manuscrite, sous référence, accompagnée d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à : **DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES, BANQUE POPULAIRE DE L'Auvergne ET DE LA CORRÈZE, 18, boulevard Jean-Moulin, 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX.**

**GROUPE BANCAIRE recherche**

### JEUNES DIPLOMÉS

IUT FC / TC ou équivalent  
pour ses agences de Valenciennes, Douai, Troyes...

Attachés à la direction de l'agence, ils seront chargés, après formation, du développement des activités du groupe auprès des clientèles « privée » et « entreprises ».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur ouverture d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).

Adresser C.V. + photo s / réf. 3521 à **PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02** qui transmettra. Réponse assurée.

### VENDRE A L'EXPORT

Fabricant Français, SPECIALISTE MONDIAL de la CHALEUR DIRIGÉE, nous distribuons nos produits destinés à l'ÉLEVAGE à travers nos 5 Filiales et notre DÉPARTEMENT EXPORT (30 Agences).

Notre développement nous amène à CRÉER un POSTE SUPPLÉMENTAIRE de :

### RESPONSABLE DE ZONE

Candidat au FORT POTENTIEL, débutant ou confirmé, rattaché au Directeur Export, vous êtes un BATTANT, aimant l'action et la réussite.

A 50 % de votre temps sur le terrain, vous assurerez les CONTACTS DIVERSI FIÉS nécessaires au développement de notre présence, la prospection, la vente et le suivi.

Possédant le sens de l'initiative, d'excellentes qualités de jugement, le sens de l'efficacité et des résultats, vous MAÎTRISEZ au moins la LANGUE ANGLAISE. Résider en BOURGOGNE, à DIJON est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite - C.V. - photo et salaire actuel sous Réf. 1581.

Le destinataire de votre lettre est garanti sans exception.

**CONSEIL EN RECRUTEMENT RESULTAIS**

7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

**Nantes**

Importante Société de Travaux Publics recherche

### DUT gestion de personnel

ayant environ 3 ans d'expérience de la paye et de l'administration de la paye, acquies de préférence dans une entreprise de Travaux Publics. Vous assurerez le Responsable du Personnel et complèterez votre expérience en maîtrisant progressivement tous les aspects de la fonction : recrutement, gestion administrative, relations sociales...

Vous êtes invités à écrire, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4792, à **Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.**

**Recherches Interim (Société) diplômée (sa).**  
ÉCRIVEZ : Cliché, psychologue de La Borda Cour-Cherry, 41700 Combs.

**SOCIÉTÉ D'EXPÉRIENCE COMPTABLE**  
Néon HOD  
recherche pour la direction de son service fiscal

### FISCALISTE

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions, à : **Sr. s/r 8220 la Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.**

**Important établissement industriel de l'Etat, région Ouest-France.**

### RECHERCHE Un ingénieur informaticien

déposé des obligations militaires pour assurer la responsabilité de tous projets de gestion de production et de conception assistée par ordinateur.

Expérience appréciée.

Envoyer C.V. détaillé et photo, à : **Sr. s/r 8227 la Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.**

**Société de Montage OUEST-BRETAGNE**  
recherche pour prospection de clients et suivi

### UN REPRESENTANT EXCLUSIF DES PRODUITS DE LA MER.

Réponse assurée.  
Sr. s/r 8296 la Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

**URGENT LETT PRIVE recherche titulaire**

### BTS ou DUT en INGENIEUR

en Mécatronique.  
Téléphone : 16 (48) 24-69-93.

Laboratoire universitaire situé en Alsace recherche pour la rentrée 84-85, chimistes et physico-chimistes pour la préparation de thèses de doctorat-ingénieur et de 3<sup>e</sup> cycle.

Bourse d'un montant élevé.  
Sr. s/r 8227 la Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

### INFORMATIQUE ET IMMOBILIER A BORDEAUX

Le Groupe CILG a fortement développé son outil Informatique (Temps Réel-Bases de Données...) et recherche :

### UN INGENIEUR

(Grandes Ecoles ou MAGE) pour son Service Etudes.

Expérience confirmée (4 ans) en développement d'Applications de Gestion (méthode MERISE), et bonne pratique du COBOL sont nécessaires.

Poste évolutif

Merci d'adresser, sous la réf. 2764, candidature, C.V., photo et prétentions à OCS qui transmettra.

**29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX. 91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.**

## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Importante Industrie 1080 personnes, trois usines recherche pour son siège de Strasbourg

### DIRECTEUR DU SERVICE RELATIONS HUMAINES

Maîtrise Droit, Sciences Economiques ou équivalent.

**Mission :**

- Gestion du Personnel.
- Potage des salaires et avantages sociaux.
- Amélioration de conditions de travail et de sécurité.
- Formation.

5 à 10 ans d'expérience : gestion du personnel, relations industrielles, problèmes du droit du travail, sont nécessaires.

Act. C.V. det. ss. réf. 1105 à **seletec** 67000 STRASBOURG CEDEX

**SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN AFFICHAGE**  
recherche son

### DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

ayant la volonté et la capacité de convaincre les Agences et les Annonceurs de l'intérêt de collaborer avec une Société spécialisée, dont les 10 ans d'expérience reposent sur un concept qualitatif.

Rémunération (salaire fixe + intéressement), sans fonction de l'âge et de l'ancienneté du candidat.

Disponibilité immédiate-soutenue.

Envoyer C.V. manuscrit + photo sous pli personnel à : **M. VINCENT DOR, COMEDON, 8, rue de BERRI, 75008 PARIS.**

**INSTITUT DE FORMATION COMMERCIALE PRIVE**  
recherche

### DIRECTEUR DES ÉTUDES

5 ans d'expérience minimum Spécialisé dans les BTS : Commerce international Action commerciale

Son rôle :

- coordination sur le plan pédagogique
- recrutement des professeurs
- recrutement des étudiants

Envoyez CV et prétentions **GROUPE IPSA, 71, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.**

**Mairie de Montpellier**  
régie municipale du théâtre

Recrutement sur titres d'un directeur ou d'une directrice administrative contractuel pour l'opéra municipal (lyrique, danse, musique, théâtre).

Limite dépôt candidatures : **30 OCTOBRE 1984** (le cachet de la poste faisant foi).

Renseignements : Mairie de Montpellier, service du personnel II, 34084 MONTPELLIER CEDEX. Tél. : (67) 64-34-34.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR 400 MF DE C.A.**  
80 % à l'exportation, recherche pour une de ses filiales (Pays de Loire) spécialisée dans

### MATÉRIEL DE MANUTENTION AUTOMATIQUE

### DIRECTEUR D'EXPLOITATION (futur Directeur Général)

pour diriger en collaboration directe avec P.D.G. l'usine mère, mais avec large autonomie, une unité de production de 100 personnes (Bureau d'études, production, achats, méthodes). Bon climat social.

Agé de 35 ans au moins, ingénieur diplômé, bonnes connaissances en automatismes, aptitude à la communication et sens de l'autorité.

Rémunération motivante, fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Ecrire avec C.V., photo et rémunération actuelle à **CEREX, 25, rue Royale 75008 PARIS.**

# PUBLICITÉ

## Managez un secteur qui bouge

Aujourd'hui, vous faites vendre des produits. Demain, faites venir aux entreprises les hommes qu'elles recherchent.

Si vous saviez comme les Sociétés ont besoin d'assistance pour parler d'elles-mêmes et présenter leurs atouts ! Venez faire accoucher ces entreprises de leur "non-dit", et les présenter sous leur meilleur jour. Expliquez comment elles fonctionnent, dans quel esprit, pour donner aux responsables confirmés, aux jeunes diplômés des Grandes Ecoles, l'envie de vivre cette entreprise, d'entreprendre avec elle.

Mettez les hommes en relations, c'est cela notre métier et nous y réussissons fort bien (pas encore leader de la profession, nous le sommes déjà sur le plan de la rentabilité). En tant que DIRECTEUR COMMERCIAL, vous aurez à le faire et le "faire faire".

Si vous avez 32 ans au moins, êtes diplômé supérieur et avez fait vos preuves dans la communication, vous progresserez encore avec notre Société.

Vous avez déjà pris une équipe en main, vous aimez motiver et développer. 12 Collaborateurs vous attendent pour orienter leur démarche : faire passer la publicité de recrutement de la PA à la Publicité Institutionnelle.

C'est une création de poste. Je serai avec vous.

Vous attirerez les meilleurs candidats, pour les plus grandes entreprises, dans les plus importants médias.

Votre futur métier, c'est ce que je suis en train de faire...

J'attends votre réponse : **M. HEELEY - 5, square du Roule - 92200 NEUILLY.**

Développement social Roubaix

### LA MADESC recherche

### DIRECTEUR(Trice)

pour créer une équipe de développement social dans un quartier défavorisé, impulser l'innovation sociale dans l'éducation, la formation, l'action sociale, la culture. Bonne connaissance de la participation des habitants et des institutions locales. 5 ans d'expérience analogues souhaités.

Renseignements : Mairie de Roubaix, service du personnel, 137, r. de Flandre 59100 Roubaix.

Société africaine recherche

### DIRECTEUR

agence générale d'assurances. Structure séparée. Ecrire sous n° 23.302 M PÉRIODIQUES 7, r. de Montessuy Paris-7<sup>e</sup>.

Une de nos troupes maitrisera 50 personnes rech.

### SON DIRECTEUR CCIAL

basé à Paris. Pour assurer son développement. Ecrire à N° 4.084, Publications Réunion, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**







REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**olivetti**

Premier constructeur européen de matériel et d'équipement  
Bureautique et Informatique,  
OLIVETTI recherche  
pour sa Direction de la MAINTENANCE France un

### Chef de produits

De niveau ingénieur familiarisé avec le milieu informatique et électronique.  
Il est responsable avec son équipe de la définition des conditions techniques d'assistance des produits, de la formation des techniciens d'après-vente et de la liaison avec les différents centres techniques. Ses actions sont coordonnées avec les services centraux de l'Italie et le Marketing France.  
Ses réelles qualités d'animateur, sa pratique de l'anglais et si possible de l'italien, sont des conditions essentielles de sa réussite.  
Le poste est basé à Aubervilliers.  
Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous référence ET à Daniel BASSAN,  
OLIVETTI FRANCE - DPH  
80 rue du Faubourg St-Honoré - 75008 Paris

**A PARIS**  
Au sein de notre équipe  
**DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES**  
nous souhaitons intégrer un

### CADRE FONCTION PERSONNEL

Prendre en charge la gestion des compétences.  
Recruter les ingénieurs et Cadres.  
Organiser et animer les actions de formation,  
telle sera sa mission pour une partie de la Société (5500 personnes). Sa formation supérieure (Ingénieur, Psychologue...), mais surtout son expérience de 5 à 10 ans en entreprise industrielle seront le gage de sa crédibilité et de son efficacité auprès de multiples interlocuteurs opérationnels : au bureau d'études, en production, sur chantiers.  
Adresser CV et prétentions sous référence 98505 à  
CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**JEUNE CADRE  
COMMERCIAL**

**PARIS**  
140 000 F +

Filiale d'un des premiers Groupes Industriels français, nous vendons nos produits à une clientèle très variée d'industries transformateurs.  
Nous souhaitons engager un jeune diplômé E.S.C. ayant une première expérience technique commerciale et des vœux d'évolution.  
Adresser votre dossier sous N° 828 M.  
GABRIEL MARCU  
154, Bd Malesherbes - 75017 Paris.

### CAMBISTE

Banque Internationale recherche jeune cambiste possédant une expérience dans le domaine des changes, afin de renforcer son équipe.  
Connaissance de l'anglais et de l'allemand exigée.  
Liberté des obligations militaires.  
Adresser votre candidature détaillée avec CV, photo, prétentions et date de disponibilité sous référence 3535 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### COMMERCIAUX H et F

Très performants. 28 ans minimum ayant de bonnes notions en micro-informatique pour diffuser des systèmes et services.  
Très bonne rémunération et compétences.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. et références détaillées, photo à :  
**ASVI**  
27, rue du Château d'Eau - 75010 Paris  
qui transmettra

### FONCTION PERSONNEL

Le Directeur du Personnel d'une importante banque Française recherche son

### ADJOINT

et lui confiera dans un premier temps la responsabilité :  
- du recrutement - du service paie - des études.  
Evolution à moyen terme vers des fonctions étendues.  
Une formation universitaire et une première expérience d'environ 5 ans sont nécessaires.  
Adresser C.V. détaillé, photo à : M. BEY  
rte. 3332/AT - 12, rue de Dautigny  
75015 PARIS (qui transmettra)

**225 + 1 = 226**  
C'est au 226, rue du Fbg Saint-Honoré 75008 PARIS  
que vous nous rencontrerez à partir du 28 août 1984.  
Pensez à noter notre nouveau numéro sur votre agenda... et bonne rentrée.

**Conseils en Recrutement de Cadres**  
Tél.: 225.55.70

**URGENT**  
**PROFESSEURS**  
MATHS, FRANCAIS, ESPAGNOL  
Tél. pour rd-ve 251-28-30.

**IMPORTANTE ENTREPRISE**  
DE L'AUDIOVISUEL  
recherche pour PARIS 15°

### JURISTE GÉNÉRALISTE EXPÉRIMENTÉ

Fort potentiel de travail pour négociation de contrats. Droit des sociétés, gestion des assurances, conseil aux services opérationnels.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 81.123 M à :  
**HAVAS CONTACT**  
1, place du Palais-Royal  
75001 PARIS, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE**  
COMPTABLE  
ET DE COMMISSARIAT  
AUX COMPTES  
recherche pour son bureau de PARIS

### ASSISTANTS

et EXPÉRIMENTÉS.  
Ecrire avec C.V. et photo, au  
Cabinet Roger TURPIN  
5 Cité FERRASSACH, Paris 17°.

Société Manufacturière pour Carre Saint-Louis, étendue d'un matériel BULL DPS 7 (ISO TERMINAL) recit.

### 1 ANALYSTE

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ  
DUT ou équivalent, minimum 2 ans d'expérience, connaissance TDS approfondie. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :  
M.G.C.I.A. M. SOULAS,  
66, rue du Rocher,  
75008 PARIS CEDEX 08.

**TEV** Société spécialisée dans la conception - la diffusion de produits d'ÉPARGNE - INVESTISSEMENT RETRAITE - SÉCURISATION

### RECHERCHE JF - JH

23/28 ans, possédant dynamisme et grande disponibilité - dotés d'une volonté farouche mise au service d'un but unique : leur réussite professionnelle.

**OFFRE**

- Un stage de formation de huit mois largement indemnisé - qui débute le 24/09/1984.
- Un mode et des niveaux de rémunération particulièrement motivants.
- Une évolution rapide dans les fonctions et les responsabilités.

Prière d'envoyer lettre manuscrite avec CV + photo à :  
RANCE-PUB - 18, rue Léon 75018 PARIS  
(Merci de pincer l'enveloppe tél.: 42808)

**GROUPE**  
**SG2**

### Ingénieurs et Universitaires option informatique, SG2 mieux qu'une carte de visite : un vrai métier passionnant.

Jeune diplômé ingénieur ou universitaire : option informatique, vous vous orientez vers un secteur d'activité dynamique de pointe : l'informatique. Réalisez-vous dans une SG2 et choisissez l'un des tout premiers groupes français d'ingénierie informatique : SG2.  
SG2, Groupe puissant de 4500 personnes, assure la maîtrise d'œuvre et la réalisation de projets informatiques mettant en œuvre des technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties) dans des secteurs d'activités très divers (banques, assurances, transports, administration, industrie, PME en France et à l'étranger).  
Nous vous proposons de rejoindre nos équipes études à Paris. Après formation complète et adaptée, vous pourrez ainsi, bien intégré au sein du groupe, aux structures souples, à la hiérarchie courte, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle.  
Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 34 M, à SG2, Direction Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

**SG2 : La maîtrise de l'informatique.**

### GRANDS SYSTÈMES INFORMATIQUES DE TRAITEMENT D'IMAGES

SODATA INFORMATIQUE développe ses activités d'INGÉNIEURIE auprès de grandes entreprises, dans les domaines de l'IMAGERIE MÉDICALE et de la TÉLÉDETECTION.  
Nous proposons plusieurs opportunités, à Paris et en province, à des

### INGÉNIEURS INFORMATIENS

confirmés - diplômés Grandes Écoles ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire

**ÉTUDES**  
Spécialistes TEMPS RÉEL, connaissant Bases de données, langages structurés, FORTRAN sur VAX.  
**Mission** : Analyse, réalisation, essai et intégration de systèmes de traitement d'images.  
Postes basés à PARIS.  
Réf. SOD/1

**SYSTÈMES**  
Connaissant systèmes VAX, SOLAR, et INTEL ; langages FORTRAN et Assembleurs.  
**Mission** : Installation, mise au point, couplage et intégration des systèmes.  
Postes basés en HAUTE-NORMANDE.  
Réf. SOD/2

Ces missions, intégrées dans des contextes technologiques performants, requièrent une expérience de deux à trois ans et, bien sûr, une bonne pratique de l'anglais. Assurées d'une absolue discrétion les candidatures détaillées sont à adresser en précisant la référence correspondante, à SODATA INFORMATIQUE - 48, boulevard de Strasbourg 75010 PARIS.

**SoDATA Informatique**

### STRATEGIE de CONQUETE...

COMPUTERVISION. Numéro 1 mondial de la CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) commerciale une gamme étendue de systèmes adaptés à de nombreux domaines d'application : mécanique, robotique, électronique, ingénierie...  
Un CA de 400 millions de dollars, un taux de progression supérieur à 40 %, l'implantation d'une nouvelle unité à NANCY, tout cela contribue à l'affirmation de notre leadership et nous conduit à recruter de nouveaux collaborateurs.

### INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDES ECOLES

La filiale française de COMPUTERVISION a réalisé, en 1983, un CA de 300 millions de FF (plus de 40 % du marché national de la CFAO).  
L'annonce de nouveaux produits, en mai 1984, renforce encore cette position.  
Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur, vous avez si possible une expérience du milieu informatique ou industriel (R&D, fabrication) ou de la vente de systèmes informatiques.  
Disponible, ambicieux et créatif, vous saurez négocier et conclure avec pragmatisme au plus haut niveau : vous ferez partie d'une équipe jeune, dynamique et talentueuse.  
Nous vous proposons des postes à fort potentiel évolutif à Paris et en Province. Votre rémunération intégrera un très fort intéressement lié à vos résultats.  
Anglais indispensable. Véhicule de fonction fourni.  
Adresser votre CV, photo, prétentions et lettre manuscrite à M. CURA - Directeur du Personnel COMPUTERVISION France - Tour Galilée 2 - 83175 BAGNOLET Cedex (Discrétion assurée).

**COMPUTERVISION**

**TEV** Société spécialisée dans la conception - la diffusion de produits d'ÉPARGNE - INVESTISSEMENT RETRAITE - SÉCURISATION

### RECHERCHE JF - JH

23/28 ans, possédant dynamisme et grande disponibilité - dotés d'une volonté farouche mise au service d'un but unique : leur réussite professionnelle.

**OFFRE**

- Un stage de formation de huit mois largement indemnisé - qui débute le 24/09/1984.
- Un mode et des niveaux de rémunération particulièrement motivants.
- Une évolution rapide dans les fonctions et les responsabilités.

Prière d'envoyer lettre manuscrite avec CV + photo à :  
RANCE-PUB - 18, rue Léon 75018 PARIS  
(Merci de pincer l'enveloppe tél.: 42808)

**ENSAM, ENSAIS...**

### Ingénieur méthodes

3M FRANCE recherche un Ingénieur méthodes pour son Département spécialisé dans les produits de décoration automobile.  
Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur mécanicien (ENSAM, ENSAIS ou équivalent), débutant ou justifiant d'une première expérience et possédant obligatoirement une bonne connaissance de l'anglais.  
Il sera responsable :  
- de l'étude et de la mise au point des nouveaux procédés de fabrication et équipements,  
- de l'optimisation des procédés et équipements existants.  
Pour ce poste à pourvoir en proche banlieue sud (Villeneuve-sur-Yvette), adressez lettre, C.V., photo et prétentions, à Joël HOUIN, sous réf. JM/LM - 3M FRANCE - Service du Personnel - boulevard de l'Oise - 95008 CERGY PONTOISE CEDEX.

**3M**



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## Maîtriser la très forte croissance de notre production

Situation assez rare aujourd'hui, n'est-ce pas ? C'est pourtant le cas dans ce créneau de la balance électronique où nous sommes rapidement devenus le N° 2 mondial et où notre production, doublant actuellement chaque année, s'écoule de plus en plus sur des marchés étrangers nouveaux. Filiale française d'un groupe international, nous avons à faire face à ce développement quantitatif qui s'accompagne d'une extension des possibilités du produit dans des tâches de gestion chez l'utilisateur.

Nous devons impérativement nous adapter à cette très forte croissance. Deux missions seront successivement confiées par notre Directeur de Production au « bras droit » qu'il recherche. Dans un premier temps, peaufiner l'ordonnement en adaptant finement l'outil informatique dont nous disposons déjà pour en arriver à un fonctionnement en juste à temps. Puis, ceci étant sur rails, devenir le vrai responsable de la sortie de production, en préconisant les moyens automatisés adaptés ; une production qui occupe aujourd'hui 50 personnes et un équivalent de sous-traitance.

Une formation d'ingénieur électromécanicien ou électronique, une expérience de trois ans minimum dans l'industrie électronique, avec une production automatisée de moyenne série, c'est le profil technique idéal que nous souhaitons. Mais nous avons aussi besoin d'un organisateur, d'un patron qui se passionne pour l'animation d'une équipe restant à taille humaine et l'optimisation des moyens techniques permettant de maîtriser des exigences croissantes de volume, de qualité et de délais. N'oublions pas un anglais opérationnel indispensable dans l'environnement international du poste et dans l'éventualité d'une évolution ultérieure dans le groupe. Si nous rejoignons, dans la proche banlieue SE de Paris, vous tentez, sans tarder votre candidature aux consultants de Sirca, sous réf. 195 252M. Nous voulons vous décider rapidement.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

Ass. rech. FORMATEURS (TRICES) expérimentés pour stage insertion (jusq. septemb.). Env. c.v. et prétentions U PRO 108 77 7111 quartier Albert-Camus 77180 DAMMARI-LES-LYS.

Urgent infirmière libérale installée à Saint-Quentin-en-Yvelines, cherche remplaçante du 1<sup>er</sup> au 15 sept. T. 043-35-43 ou 770-33-69.

Cherche femme expérimentée + 35 ans, libre immédiatement, responsabilité, foyer 2 enfants 8 à 12 ans. Ménage, repas, ménage, faire la cuisine, nourrir, logée, rémunérée. Téléphoner heures bureau au : 232-44-52 ou à partir de 18 h 30 et les samedis et dimanches au : 501-85-54.

CENTRE DE FORMATION TOURISME HÔTELLIER COMMERCE recherche Impartant pour 15 septembre

PROFESSEURS pour préparation au BTS dans les discipl. suivantes : anglais, allemand, espagnol, italien, néerlandais.

Envoyer CV et prétentions : GROUPE PSA, 71, St-Honoré 75008 PARIS.

IMPORTANTE STÉ INDUSTRIELLE LEADER MONDIAL DANS SA PROFESSION recherche POUR PARIS :

**CADRE ATTACHÉ(E) DIRECTION SERVICES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS**

RATTACHEMENT AU DIRECTEUR

MISSIONS :

- Études économiques et financières ;
- Prévisions : plans budgets investissements ;
- Gestion-tableaux de bord ;
- Assistance de la direction.

PROFIL :

- Formation école supérieure (HEC, EP, ESCP) ;
- Expérience 1 ou 2 ANS APPRÉCIÉE ;
- Connaissance micro-informatique souhaitée ;
- Disponibilité pour déplacements occasionnels (France ou étranger) ;
- Langues : anglais courant ;
- Libre de suite.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous référence n° 1.503 à :

Centre de Psychologie et d'Efficiences 17, rue des Arcades, 75007 Paris

## Informatique industrielle

Depuis deux ans vous participez à des développements de logiciel.

Vous connaissez au moins l'un de ces domaines :

**MICROPROCESSEURS SYSTEMES TEMPS REEL**

**CONTROLE DE PROCESSUS**

**AUTOMATISMES RESEAUX**

Aujourd'hui vous voulez

**concevoir... gérer... encadrer... diversifier et valoriser votre expérience...**

Alors CAP SOGETI INDUSTRIE vous intéresse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature ou de téléphoner à Gérard CROZET.



**CAP SOGETI INDUSTRIE**

41, rue Yvry - 92900 NEUILLY-SEINE Tél. 758.11.10 - Poste 466

NOUS SOMMES LA FILIALE INFORMATIQUE DU GROUPE DE LA LYONNAISE DES EAUX Dans le cadre du lancement d'un NOUVEAU PLAN INFORMATIQUE, nous sommes amenés à renforcer nos équipes d'études et réalisations.

NOUS RECHERCHONS : **UN INGENIEUR INFORMATICIEN** CONFIRMÉ pour prendre en charge le développement d'applications.

**UN JEUNE INGENIEUR OU MIAGE**

ayant acquis une première expérience (même courte), pour s'intégrer dans une équipe de réalisation.

NOTRE PLAN PREVIOIT :

- La mise en place d'une architecture de moyens informatiques (un ordinateur central IBM 43 XX, 25 mini-ordinateurs régionaux NCR 53 XX, des micro-ordinateurs locaux intégrés dans un réseau SNA.

- L'étude et la réalisation des logiciels qui seront exploités sur ces matériels, dans tous les domaines d'activité de l'entreprise.

Lieu de travail 91 EVRY Ville Nouvelle.

Adresser C.V. complet photo et prétentions

BP 130 - 91004 EVRY CEDEX

### DEMANDES D'EMPLOIS

F. quarantaine, Sciences Po, diplômée à la veille de la gestion du personnel managérial, préfère l'anglais courant. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.H. dynamique, formation juridique administrative, spécialisée recrutement, expérience commerciale (marin) sollicite poste à responsabilité. Réf. M. PATRICK (1) 252-35-92.

FORMATION SUPÉRIEURE 36 ans, Française, bilingue anglais, allemand, espagnol, 11 ans d'expérience. Franco-étranger, encadrement et vente. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. DEA d'anglais, rech. poste enseignement TPE part. ou complète en anglais. Tél. 207-31-07.

Allemande, 18 ans, cherche job commerciale d'été, dans le cadre de la formation de traductrice, des cours de français. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.H. 27 ans, nationalité indienne, diplômée de l'Université de Pondichéry, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

J.F. 27 ans, diplômée de lettres, cherche emploi stable dans le domaine de la traduction. S'adresse au n° 108 028 M. RÉGÉ-PRÉSE 7, rue de Montesson, Paris-7.

## L'immobilier

appartements ventes

2<sup>e</sup> arrdt

Mme BENTIER studio en duplex, très lumineux, 1 chambre, 1 salle de bain, 1 cuisine, 1 WC, 1 balcon, 1 parking. Tél. : 634-13-15.

9<sup>e</sup> arrdt

MAURELLE proche bel immeuble rénové, petit 2 p., kitchen, salle d'eau, 1 WC, 1 balcon, 1 parking. Propriétaire 225-46-82.

12<sup>e</sup> arrdt

PLACE DALMÉSIL (PES) dans immeuble en rénovation STUDIO et 1<sup>er</sup> meublé, prix 2/3 PCE et 1<sup>er</sup> car. carrossés. Tél. : 163-13-15.

16<sup>e</sup> arrdt

MIRABEAU dernier étage, atelier + chbr., 90 m<sup>2</sup>, balcon-terr., 50 m<sup>2</sup>, 1.200.000 F, 272-60-18.

18<sup>e</sup> arrdt

PROPRIÉTAIRES VOUS DESIREZ VENDRE un logement avec ou sans cit. Adressez-vous à un spécialiste IMMO MARCADET 88, r. Marcadet, 75018 Paris. Estimation gratuite, publiée à nos frais. Tél. : 252-01-82.

20<sup>e</sup> arrdt

VUE TOUT PARIS 7<sup>e</sup> ÉTAGE, STGE, RECENT, 4 P., 120 m<sup>2</sup>, Tél. 288-24-80.

Chaque jour dans cette rubrique VOUS TROUVEREZ L'APPARTEMENT que vous recherchez

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NON MEUBLÉES OFFRES DE PARTICULIERS 91-92-93-94-95-96-97-98-99-00. Tél. : 296-58-46.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NON MEUBLÉES OFFRES DE PARTICULIERS 91-92-93-94-95-96-97-98-99-00. Tél. : 296-58-46.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NON MEUBLÉES OFFRES DE PARTICULIERS 91-92-93-94-95-96-97-98-99-00. Tél. : 296-58-46.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NON MEUBLÉES OFFRES DE PARTICULIERS 91-92-93-94-95-96-97-98-99-00. Tél. : 296-58-46.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NON MEUBLÉES OFFRES DE PARTICULIERS 91-92-93-94-95-96-97-98-99-00. Tél. : 296-58-46.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NON MEUBLÉES OFFRES DE PARTICULIERS 91-92-93-94-95-96-97-98-99-00. Tél. : 296-58-46.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER NON MEUBLÉES OFFRES DE PARTICULIERS 91-92-93-94-95-96-97-98-99-00. Tél. : 296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris

POUR CADRES SUPÉRIEURS et PERSONNEL IMPORTANTS CIE FRANÇAISE PÉTROLE reche. APPTS 2 à 8 PCE et VILLAS. Paris et Banlieue. Téléphone : 503-37-00.

Quartier TERNES ou NIEL Jeune médecin généraliste recherche vue installation location vide 4 pièces, bail min. 7 à 12 h 25 h tous les jours. Tél. : (3) 913-06-28.

Région parisienne

Studio cherche pour CADRES offices toutes banlieues. Loyers 500-600-800-900-1000-1200-1500-1800-2000-2500-3000-3500-4000-4500-5000-5500-6000-6500-7000-7500-8000-8500-9000-9500-10000-11000-12000-13000-14000-15000-16000-17000-18000-19000-20000-21000-22000-23000-24000-25000-26000-27000-28000-29000-30000-31000-32000-33000-34000-35000-36000-37000-38000-39000-40000-41000-42000-43000-44000-45000-46000-47000-48000-49000-50000-51000-52000-53000-54000-55000-56000-57000-58000-59000-60000-61000-62000-63000-64000-65000-66000-67000-68000-69000-70000-71000-72000-73000-74000-75000-76000-77000-78000-79000-80000-81000-82000-83000-84000-85000-86000-87000-88000-89000-90000-91000-92000-93000-94000-95000-96000-97000-98000-99000-100000-101000-102000-103000-104000-105000-106000-107000-108000-109000-110000-111000-112000-113000-114000-115000-116000-117000-118000-119000-120000-121000-122000-123000-124000-125000-126000-127000-128000-129000-130000-131000-132000-133000-134000-135000-136000-137000-138000-139000-140000-141000-142000-143000-144000-145000-146000-147000-148000-149000-150000-151000-152000-153000-154000-155000-156000-157000-158000-159000-160000-161000-162000-163000-164000-165000-166000-167000-168000-169000-170000-171000-172000-173000-174000-175000-176000-177000-178000-179000-180000-181000-182000-183000-184000-185000-186000-187000-188000-189000-190000-191000-192000-193000-194000-195000-196000-197000-198000-199000-200000-201000-202000-203000-204000-205000-206000-207000-208000-209000-210000-211000-212000-213000-214000-215000-216000-217000-218000-219000-220000-221000-222000-223000-224000-225000-226000-227000-228000-229000-230000-231000-232000-233000-234000-235000-236000-237000-238000-239000-240000-241000-242000-243000-244000-245000-246000-247000-248000-249000-250000-251000-252000-253000-254000-255000-256000-257000-258000-259000-260000-261000-262000-263000-264000-265000-266000-267000-268000-269000-270000-271000-272000-273000-274000-275000-276000-277000-278000-279000-280000-281000-282000-283000-284000-285000-286000-287000-288000-289000-290000-291000-292000-293000-294000-295000-296000-297000-298000-299000-300000-301000-302000-303000-304000-305000-306000-307000-308000-309000-310000-311000-312000-313000-314000-315000-316000-317000-318000-319000-320000-321000-322000-323000-324000-325000-326000-327000-328000-329000-330000-331000-332000-333000-334000-335000-336000-337000-338000-339000-340000-341000-342000-343000-344000-345000-346000-347000-348000-349000-350000-351000-352000-353000-354000-355000-356000-357000-358000-359000-360000-361000-362000-363000-364000-365000-366000-367000-368000-369000-370000-371000-372000-373000-374000-375000-376000-377000-378000-379000-380000-381000-382000-383000-384000-385000-386000-387000-388000-389000-390000-391000-392000-393000-394000-395000-396000-397000-398000-399000-400000-401000-402000-403000-404000-405000-406000-407000-408000-409000-410000-411000-412000-413000-414000-415000-416000-417000-418000-419000-420000-421000-422000-423000-424000-425000-426000-427000-428000-429000-430000-431000-432000-433000-434000-435000-436000-437000-438000-439000-440000-441000-442000-443000-444000-445000-446000-447000-448000-449000-450000-451000-452000-453000-454000-455000-456000-457000-458000-459000-460000-461000-462000-463000-464000-465000-466000-467000-468000-469000-470000-471000-472000-473000-474000-475000-476000-477000-478000-479000-480000-481000-482000-483000-484000-485000-486000-487000-488000-489000-490000-491000-492000-493000-494000-495000-496000-497000-498000-499000-500000-501000-502000-503000-504000-505000-506000-507000-508000-509000-510000-511000-512000-513000-514000-515000-516000-517000-518000-519000-520000-521000-522000-523000-524000-525000-526000-527000-528000-529000-530000-531000-532000-533000-534000-535000-536000-537000-538000-539000-540000-541000-542000-543000-544000-545000-546000-547000-548000-549000-550000-551000-552000-553000-554000-555000-556000-557000-558000-559000-560000-561000-562000-563000-564000-565000-566000-567000-568000-569000-570000-571000-572000-573000-574000-575000-576000-577000-578000-579000-580000-581000-582000-583000-584000-585000-586000-587000-588000-589000-590000-591000-592000-593000-594000-595000-596000-597000-598000-599000-600000-601000-602000-603000-604000-605000-606000-607000-608000-609000-610000-611000-612000-613000-614000-615000-616000-617000-618000-619000-620000-621000-622000-623000-624000-625000-626000-627000-628000-629000-63



Le Monde

# économie

## AFFAIRES

UN ENTRETIEN AVEC M. ANTOINE BRUNET  
délégué général adjoint de la Fédération des sociétés d'assurances

### Malgré les résultats positifs de 1983 les compagnies ne peuvent plus faire de bénéfices dans l'assurance automobile

Alors que — depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier — la réforme du système des « bonus-malus » qui pénalise en partie les bons conducteurs a été mise en œuvre, les compagnies d'assurances font état d'une amélioration de la situation financière de la branche automobile en 1983. Pour autant, affirme M. Antoine Brunet, délégué général adjoint de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), les compagnies ne sont pas tirées d'affaire face à la concurrence redoutable que leur livre le réseau des mutuelles d'assurance.

Avec un déficit ramené à 178 millions de francs, l'année 1982 avait déjà marqué un redressement de la situation financière. Quel est le bilan de la branche automobile pour 1983 ?

Tout d'abord, il faut préciser que le résultat relativement meilleur de 1982 provenait d'un artifice, dans la mesure où le Parlement avait voté cette année-là une disposition fiscale applicable aux provisions techniques (et non des accidents) que constituent les compagnies. Sans entrer dans le détail, il s'agissait alors de considérer le « bon de liquidation » (provision constituée en vue des règlements de sinistres) comme un bénéfice à réintégrer, sur lequel il convenait parfois de payer des inté-

rets de retard. Du coup, en 1982, les compagnies « se sont mises en rose » en alléguant leurs provisions techniques pour la dernière année où elles pouvaient le faire, dégageant ainsi un résultat artificiellement positif (bon) de 1,5 milliard de francs. Sans ce camouflage, le véritable résultat de cette année-là aurait été un déficit de 1,6 à 1,7 milliard de francs et non pas de 178 millions seulement.

Pour l'année 1983, compte tenu d'un meilleur taux de sinistres que l'année précédente, on s'attend — les chiffres définitifs ne sont pas encore connus — à un excédent de 1 à 2 milliards de francs sur la branche automobile qu'il faut toutefois rapprocher des 3 milliards de francs perdus globalement au cours des trois précédents exercices. Donc, un mieux incontestable mais qui, comparé au montant des primes encaissées (50,8 milliards de francs en 1983), ne permet de dégager qu'un bénéfice de 3 à 4 %, encore inférieur à ce qui est nécessaire pour, d'une part, payer l'impôt, d'autre part, mettre de côté la part légale de 2,25 % en « bénéfice capital », à savoir la marge de solvabilité prévue par la réglementation.

Pour être en règle avec les exigences du code des assurances, les compagnies doivent en effet dégager chaque année des bénéfices qu'elles mettent en réserve dans ce qui était autrefois un fonds de garantie. De

1973 à 1978, cette marge de solvabilité atteignait 20 % à 25 % au vu des bénéfices réalisés. Actuellement, elle est tombée à 16 % ou 17 %.

En clair, après avoir pioché sur leurs réserves ces dernières années pour combler les pertes, les compagnies ne font plus les bénéfices que la loi les oblige à faire, ne serait-ce que pour approvisionner leurs fonds propres. Certes, en 1983, pour la première fois depuis longtemps, le secteur de l'assurance automobile n'a pas constitué un poids pour les compagnies dans leur ensemble. C'est un mieux, mais elles ne sont pas tirées d'affaire pour autant face à la rude concurrence que leur livrent notamment les mutuelles. Ces dernières ont d'ailleurs enregistré, l'année dernière, une réussite incontestable, puisqu'elles détenaient depuis 1983 (Mutualité agricole comprise) 50 % du marché de l'assurance automobile — en quatre roues (véhicules de tourisme).

Mais, pour nous, la conclusion est simple : il n'est pas possible pour les compagnies de faire des bénéfices dans l'assurance automobile, en raison de l'ampleur des sinistres et du comportement concurrentiel du secteur mutualiste.

Dans ces conditions, comment les compagnies peuvent-elles justifier la réforme du « bonus-malus », intervenue le 1<sup>er</sup> juillet dernier, qui, globalement, pénalise les bons conducteurs (86 % des assurés bénéficient d'un « bonus ») ?

Cette décision de réformer le système du « bonus-malus », annoncée en septembre 1983 et entrée récemment dans les faits, émane de l'administration : nous n'avons pas été demandeurs et nous nous contentons de l'appliquer. On peut estimer que, au bout du compte, pour les compagnies, l'impact financier de cette disposition devrait avoisiner 2 % sur les primes encaissées, en terme de bénéfice, alors que, dans l'année, elles auraient augmenté de 3 à 4 %.

En fait, de cette amélioration et des résultats positifs de 1983, les compagnies vont-elles abaisser les primes, ou à défaut limiter leur augmentation en 1984 ?

Déjà, en 1984, les compagnies ont cherché à moins augmenter les primes par rapport à ce qu'elles étaient autorisées à faire (hausse de 2 % en responsabilité civile et de 6,5 % en responsabilité civile et ensemble de risques), afin de tenir compte de la diminution de la fréquence moyenne des accidents (8 % en 1983 contre 4 % l'année précédente) et de la concurrence. Mais au vu des résultats du premier semestre 1984, on observe que cette tendance à la baisse paraît stoppée, alors.

De toute façon, ce n'est qu'en novembre prochain que les comptes définitifs de l'assurance automobile seront arrêtés. En l'absence avec la direction des assurances que la politique tarifaire 1984 sera alors arrêtée. A ce moment-là on y verra plus clair. Sous réserve, bien sûr, que la discussion budgétaire ne comporte pas d'initiative parlementaire comme celle qui a abouti l'année dernière à porter de 9 % à 18 % la

taxe fiscale applicable à l'assurance automobile.

Quand les compagnies vont-elles réellement mettre en pratique la transparence des barèmes et le système de devis prévu pour l'assurance automobile et préconisé par les pouvoirs publics ?

Ces dispositions nouvelles ont été incluses dans le premier volet de la réforme de l'assurance automobile (1) et les compagnies les mettent progressivement en pratique. Nous y sommes d'autant plus favorables que ce système s'applique à tout le monde, compagnies et mutuelles au bénéfice de la vérité des prix. Toutefois, les arrêtés publiés à cette occasion ne prévoient pas officiellement de devis-type pour les contrats d'assurance automobile. Même si la FNSAGA (Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance) et l'INC (Institut national de la consommation) ont travaillé ensemble sur ce sujet. En ce qui nous concerne, nous considérons que si l'administration prend l'initiative d'établir un devis-type, elle agira dans la droite ligne de la mission qu'elle s'est assignée.

Que pensez-vous de l'initiative de la chaîne Carrefour qui propose à présent des contrats d'assurance sur les lieux de vente (le Monde du 28 août) ?

Partisans de la clarté et de la disparition des privilèges, nous sommes favorables à la concurrence. D'ailleurs, d'autres organismes se lancent sur ce marché, telle La Redoute avec des contrats d'assurance-vie ou encore la société Le Chêne risques divers (groupe de la Compagnie bancaire), qui tente également des expériences dans ce domaine. Ces initiatives nouvelles s'apparentent à celle d'une mutuelle sans intermédiaire, à savoir un contrat unique, préétabli et commercialisé dans le cadre de contrats de groupe, d'où des prix peu élevés grâce à une gestion très simplifiée.

D'ailleurs, certains de nos adhérents cherchent à faire la même chose puisque ces contrats de groupe passent toujours par l'intermédiaire des compagnies. Le seul risque de cette forme nouvelle de commercialisation est qu'elle déplace aux agents généraux d'assurance...

Propos recueillis par SERGE MARTI

(1) Au Journal officiel du 14 juin 1983 sont parus trois décrets et trois arrêtés constituant le premier volet de cette importante réforme de l'assurance automobile (réduction des exclusions de garantie, limitation du droit de réclamation pour les assurés, obligation de fournir un devis, amélioration du fonctionnement du Fonds de garantie et du Bureau central de tarification). Le second volet (deux arrêtés parus au JO du 2 septembre 1983) comprend la réforme du « bonus-malus » et des mesures d'encadrement des tarifs d'assurance. Sont également prévus un troisième volet (harmonisation des structures tarifaires en fonction de zones géographiques, groupes et classes de véhicules), et un quatrième et dernier (« toiletté ») complet de la définition des garanties incluses dans l'assurance obligatoire et réforme du Fonds de garantie.

## Le sauvetage de Creusot-Loire

- Les propositions de reprise des activités mécaniques devraient être connues le 29 août
- Jeumont-Schneider reprendrait le secteur ferroviaire

La « lettre d'intention » du pool d'industriels et de banquiers intéressés par la reprise d'une partie du groupe Creusot-Loire pourrait être déposée chez le syndic le mardi 29 août. Il ne s'agit pas d'une offre formelle et définitive, mais d'une « intention » qui laisse encore la possibilité au pool de « reprendre » de modifier le dispositif proposé après examen détaillé, voire même de se retirer. En outre, il sera précisé que cette intention sera valable environ un mois, délai laissé au tribunal de commerce pour répondre.

Ces repreneurs sont maintenant connus (le Monde du 3 août). Le pilote industriel sera assuré par le groupe privé Fives-Lille, holding dont le bras industriel Fives Cail Babcock est le numéro deux de la mécanique française spécialisée dans les équipements lourds, comme les cimenteries ou les aciéries, avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs l'an passé et 2740 salariés. Fives-Lille aura 26 % du capital, Framatome 25 %, Union 15 % et les banques 34 % (pourcentages encore légèrement modifiables).

La partie de Creusot-Loire reprise excède Fingely (300 emplois), Delmas-Levièvre (4000 emplois), Instruments SA (500 emplois), SA Martin (400 emplois), SMFI (410 emplois), la fabrication de matériel d'imprimerie de Nantes (400 emplois) et la filiale sidérurgique américaine Phoenix Steel (1100 emplois). Toutes ces sociétés feraient l'objet de solutions séparées.

Une issue se dessine favorablement pour Carrel-Fouché et les constructions ferroviaires du

PEUGEOT : RÉUNION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE LA SEMAINE PROCHAINE

Le conseil de surveillance de Peugeot SA se réunira la semaine prochaine pour décider d'une modification des structures de direction du groupe, à la demande du président du conseil, M. Jean-Paul Parayre. Il ne devrait cependant pas donner de réponse à M. Parayre qui, les de la dichotomie du pouvoir au sein du groupe — M. Calvet dirige Peugeot et Citroën — demande que cette question soit tranchée.

Tout laisse donc à penser que le père de la 205 Peugeot et de la Delmas-Levièvre, M. Calvet, ne sera pas le seul à mener le groupe dans un environnement difficile, se retirera dès les premiers jours du mois de septembre. M. Jacques Calvet, qui défendait la réalité du pouvoir depuis près d'un an, sera confirmé dans son rôle, quel que soit son titre.

Mans (1200 personnes au total). L'administrateur provisoire de Carrel-Fouché a en effet présenté le 27 août au comité d'entreprise un plan de reprise par Jeumont-Schneider, filiale du groupe Empain-Schneider, l'ancien propriétaire de Creusot-Loire. Jeumont-Schneider s'engageait à maintenir l'ensemble des emplois.

Cette proposition qui complète celle déjà faite par JS pour reprendre l'unité de Carrel-Fouché (550 personnes), a semblé-t-il reçu un avis favorable des pouvoirs publics. Le ministre de l'Industrie cherchait en effet une solution globale pour l'activité ferroviaire de Creusot-Loire et refusait que JS ne reprenne l'unité traction (rentable) sans Carrel-Fouché (en perte). Une solution avait été envisagée du côté des Ateliers du Nord de la France (AFN), le partenaire de JS et de Creusot-Loire dans le GIE Franco-Rail. Mais cette entreprise n'a pas pu répondre favorablement, faute de moyens. La solution Alstom-Atlantique (l'autre fabricant français de matériel ferroviaire filiale de la CGE) n'a été qu'effleurée dans la mesure où il semblait préférable de conserver deux pôles concurrents dans cette industrie. Or il fallait faire vite, car Carrel-Fouché est à court de trésorerie et il fallait éviter que les Américains ne prennent sur les conditions du contrat du métro de New-York, ce qui était possible dès lors que Carrel-Fouché avait déposé son bilan le 26 juillet. La proposition de JS est donc bien venue, tant industriellement que financièrement. JS devra à ce sujet reprendre l'ensemble ferroviaire « en payant quelque chose ».

Reste à trouver les solutions du même type pour les autres filiales non reprises dans le périmètre du nouveau Creusot-Loire. Les pouvoirs publics indiquent qu'ils ont diverses propositions en cours d'examen. Au total ces entreprises non reprises par le « pool » représentent 8000 emplois environ sur un total de 21000. Les responsables du nouveau Creusot-Loire devraient en outre supprimer des emplois dans les activités reprises, au Creusot (le député PS de Saône-et-Loire, M. Billardon, a parlé de 2500 personnes sur les quelque 6500 employés dans cette ville et ses environs) mais également ailleurs. Le total pourrait représenter 5000 départs (voire davantage) réalisés sous forme d'aide au retour, de mise en préretraite (CGPS), mais aussi, inévitablement, de licenciements.

ERIC LE BOUCHER.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME  
76006 ROUEN CEDEX - Tél. (35) 82-81-88 - 62-81-88

CHAMBRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE  
ET DE L'ENTRETIEN

CLCA - 100 100

## AVIS AU PUBLIC

Le préfet, commissaire de la République du département de la Seine-Martinique

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique de la ligne à deux circuits 400 kV Argonne-Penly.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois à dater du 3 septembre 1984, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

— à la préfecture de la Seine-Martinique, DRCE, 1<sup>er</sup> bureau, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 heures à 16 heures ;

— à la sous-préfecture de Dieppe, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 16 h 30 ;

— à la mairie de la ville d'Eu, chef-lieu du canton, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;

— à la mairie d'Arques, chef-lieu du canton les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;

— à la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche de Haute-Normandie, les lundi, mardi et mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 45 et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

## LIBRES OPINIONS

### Une pédagogie trop chère ?

par HERVÉ SERIEYX (\*)

« Si la société française ne meurt pas avant la fin de la partie, elle a dorénavant les meilleures chances de la gagner » : telle était la péroraison d'un conférencier qui, le 19 juin dernier, concluait une session de travail de six cents dirigeants d'entreprises à l'hôtel Méridien de Paris (1). Honnêtement, c'est fou le nombre de changements heureux que la gauche aura installés au cœur d'une société française réputée conservatrice, lourde, inapte à négocier les virages du temps. Mais cette pédagogie violente de la gauche ne serait-elle pas comme la médecine militaire, qui, comme chacun sait, est à la médecine ce que la musique militaire est à la musique ? Ne risque-t-elle pas de démantibuler la société qu'elle souhaite faire évoluer ? Inventerions quelques-uns des indiscutables succès sociologiques que la venue au pouvoir de l'actuelle majorité aura suscités dans notre pays, avec bien des ombres au tableau.

C'est grâce à la gauche, sans aucun doute, que l'entreprise est désormais unanimement comprise, admise, respectée. Les actes ne sont sans doute pas toujours à la hauteur ni des intentions ni du discours, mais jamais les pouvoirs publics n'ont à ce point exalté le rôle et l'importance de l'entreprise, jamais, même, ils n'ont aussi bien désigné les cibles que les entreprises doivent assigner pour progresser et rattraper leurs plus grands concurrents.

Quel ministre, avant Edith Cresson, avait au banalier le concept du « zéro défaut », et rappelle que c'est à ce prix qu'on peut avoir, à l'exportation, des produits qui soient à la fois de meilleure qualité et moins coûteux.

L'ignorance des Français dans le domaine économique fournissait matière à plaisanterie dans l'Europe entière : désormais, on y résiste. Ce n'est pas le plus mince mérite de Jacques Delors que d'avoir fait comprendre, avant son départ, qu'un taux d'inflation mesurait la rigueur de gestion d'un pays, qu'il était maîtrisable et que les partenaires internationaux de ce pays en tenaient le plus grand compte. Jacques Delors n'a été ni le premier à le dire ni le premier à le faire. Il semble qu'il ait été le premier à être compris par l'ensemble du pays.

Pourtant, le professeur Raymond Barre s'était efforcé, avec zèle et compétence, de le faire comprendre — sans succès — avant lui.

Dieu sait que — même au Café du commerce — le droit constitutionnel n'est pas un sujet qui nous passionne. Presque tous les référendums précédents ont été vécus comme des plébiscites passionnés pour ou contre de Gaulle. La preuve : Pompidou arrive-t-il, que la passion disparaît et personne ne se déplace pour un référendum dont la cause pourtant eût valu le déplacement. Mais à propos d'une subtilité absolue, le référendum sur le référendum, voici les Français en passe de devenir des constitutionnalistes émérites et de découvrir qu'un amendement du bon plaisir du gouvernement — le règlement — et de la volonté du Parlement — les lois — il est des libertés fondamentales qui sont celles de la vie quotidienne et qu'il est sage de ne pouvoir y toucher qu'avec un grand luxe de précaution et l'assentiment du peuple.

On peut citer, parmi les grands progrès que la gauche nous aura permis de faire, les leçons que la société française tirera de l'échec de la loi Savary : alors que nous étions certains de détenir, là encore, un de nos bons vieux confits (« 50/50 »), nous aurons, à cette occasion, constaté qu'une France de moins en moins pratiquement intégrée de mieux en mieux l'Eglise, dans sa dimension civique, en tant qu'organisation prestataire de services. L'éducation nationale a besoin d'un concurrent qui la contrainne au progrès. Vive l'enseignement privé. Dorénavant, seul un dernier carré de légalistes jusqu'au-boutistes conserve à cette affaire un parfum décadent et cherchant de guerre de religion.

Dernière en date des contributions pédagogiques de la gauche : la nomination de Laurent Fabius comme premier ministre. Promouvoir à ce poste un homme né en 1948, c'est assurément faire œuvre symbolique ; tous les récents sondages prouvent que le signe a été compris. Pour gérer un pays bouleversé par des mutations sociologiques et technologiques plus rapides et plus insaisissables que jamais, dans un monde où la révolution informatique, la robotique et l'événement du pacifique font surgir chaque jour des problèmes nouveaux, plus insolubles, apparemment, les uns que les autres, il faut des hommes et des femmes libérés des vieux schémas, des gens qui ne parlent pas de la Résistance, du Front populaire, des guerres d'hier, des clivages d'aujourd'hui, de Léon Blum, ou de Maurras, des femmes et des hommes de l'après-guerre.

Dans l'entreprise aussi, menacée par les tourmentes du moment, chacun ressent la nécessité impérieuse de ce « place aux jeunes » : tant de vieux timoniers restés cramponnés à la barre de leur entreprise en auront précipité le naufrage pour avoir été incapables de percevoir les nouvelles complexités et les nouvelles fluidités du temps.

Dans un pays pesant, clivé, marqué par son histoire, de telles évolutions mentales en si peu de temps sont quasi miraculeuses. La société française y gagnera sûrement en vitalité, en capacité d'adaptation. Elle s'égarnira sans doute une de ces grandes fractures révolutionnaires qui lui tiennent lieu de processus de régulation.

Alors, merci la gauche ? Le prix qu'il aura fallu payer, pour cette « pédagogie de cheval » n'est-il pas trop lourd ? Des taux de chômage records, des dépôts de bilans en cascade, une dette extérieure insupportable ne risquent-ils pas d'annuler tous les effets bénéfiques de cette profonde révolution culturelle, indispensable à tout pays développé qui veut conserver des chances d'avenir ? Une course de vitesse est engagée entre les effets positifs et les effets pervers, entre une mutation de société et le prix qu'elle coûte : l'histoire seule dira si la gauche des années 80 aura rendu plus de services au pays qu'elle ne l'aura handicapé. En tout cas, la France bouge.

(\*) Président de l'ACADI (Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique).

(1) Congrès de l'AFCEQ (Association française des cercles de qualité).

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.
SE.U.	8,8888	8,8820	- 78	- 45	- 160	- 110	- 468	- 310
Dem.	8,8823	8,8355	- 89	- 59	- 178	- 116	- 422	- 291
Yen (100)	3,6785	3,6778	+ 134	+ 148	+ 272	+ 297	+ 840	+ 923
DM	3,8695	3,8712	+ 132	+ 144	+ 270	+ 300	+ 783	+ 847
Mark	2,7382	2,7216	+ 108	+ 111	+ 211	+ 230	+ 596	+ 650
F.R. (100)	15,2224	15,2298	- 55	- 27	- 92	- 48	- 215	- 174
F.S.	3,6954	3,6978	+ 161	+ 181	+ 343	+ 374	+ 1071	+ 1154
L. (1 000)	4,9564	4,9589	- 115	- 87	- 254	- 286	- 949	- 826
F. Imp.	11,5853	11,5861	- 28	- 48	- 5	- 96	+ 159	+ 401

## TAUX DES EUROMONNAIES

	11/11/16	11/13/16	11/15/16	11/17/16	11/19/16	11/21/16	11/23/16	11/25/16	11/27/16	11/29/16	12/1/16	12/3/16	12/5/16	12/7/16	12/9/16	12/11/16	12/13/16	12/15/16	12/17/16	12/19/16	12/21/16	12/23/16	12/25/16	12/27/16	12/29/16	1/1/17	1/3/17	1/5/17	1/7/17	1/9/17	1/11/17	1/13/17	1/15/17	1/17/17	1/19/17	1/21/17	1/23/17	1/25/17	1/27/17	1/29/17	2/1/17	2/3/17	2/5/17	2/7/17	2/9/17	2/11/17	2/13/17	2/15/17	2/17/17	2/19/17	2/21/17	2/23/17	2/25/17	2/27/17	2/29/17	3/1/17	3/3/17	3/5/17	3/7/17	3/9/17	3/11/17	3/13/17	3/15/17	3/17/17	3/19/17	3/21/17	3/23/17	3/25/17	3/27/17	3/29/17	4/1/17	4/3/17	4/5/17	4/7/17	4/9/17	4/11/17	4/13/17	4/15/17	4/17/17	4/19/17	4/21/17	4/23/17	4/25/17	4/27/17	4/29/17	5/1/17	5/3/17	5/5/17	5/7/17	5/9/17	5/11/17	5/13/17	5/15/17	5/17/17	5/19/17	5/21/17	5/23/17	5/25/17	5/27/17	5/29/17	6/1/17	6/3/17	6/5/17	6/7/17	6/9/17	6/11/17	6/13/17	6/15/17	6/17/17	6/19/17	6/21/17	6/23/17	6/25/17	6/27/17	6/29/17	7/1/17	7/3/17	7/5/17	7/7/17	7/9/17	7/11/17	7/13/17	7/15/17	7/17/17	7/19/17	7/21/17	7/23/17	7/25/17	7/27/17	7/29/17	8/1/17	8/3/17	8/5/17	8/7/17	8/9/17	8/11/17	8/13/17	8/15/17	8/17/17	8/19/17	8/21/17	8/23/17	8/25/17	8/27/17	8/29/17	9/1/17	9/3/17	9/5/17	9/7/17	9/9/17	9/11/17	9/13/17	9/15/17	9/17/17	9/19/17	9/21/17	9/23/17	9/25/17	9/27/17	9/29/17	10/1/17	10/3/17	10/5/17	10/7/17	10/9/17	10/11/17	10/13/17	10/15/17	10/17/17	10/19/17	10/21/17	10/23/17	10/25/17	10/27/17	10/29/17	11/1/17	11/3/17	11/5/17	11/7/17	11/9/17	11/11/17	11/13/17	11/15/17	11/17/17	11/19/17	11/21/17	11/23/17	11/25/17	11/27/17	11/29/17	12/1/17	12/3/17	12/5/17	12/7/17	12/9/17	12/11/17	12/13/17	12/15/17	12/17/17	12/19/17	12/21/17	12/23/17	12/25/17	12/27/17	12/29/17	1/1/18	1/3/18	1/5/18	1/7/18	1/9/18	1/11/18	1/13/18	1/15/18	1/17/18	1/19/18	1/21/18	1/23/18	1/25/18	1/27/18	1/29/18	2/1/18	2/3/18	2/5/18	2/7/18	2/9/18	2/11/18	2/13/18	2/15/18	2/17/18	2/19/18	2/21/18	2/23/18	2/25/18	2/27/18	2/29/18	3/1/18	3/3/18	3/5/18	3/7/18	3/9/18	3/11/18	3/13/18	3/15/18	3/17/18	3/19/18	3/21/18	3/23/18	3/25/18	3/27/18	3/29/18	4/1/18	4/3/18	4/5/18	4/7/18	4/9/18	4/11/18	4/13/18	4/15/18	4/17/18	4/19/18	4/21/18	4/23/18	4/25/18	4/27/18	4/29/18	5/1/18	5/3/18	5/5/18	5/7/18	5/9/18	5/11/18	5/13/18	5/15/18	5/17/18
--	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	---------	---------	---------	---------	---------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	---------	---------	---------	---------	---------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	---------	---------	---------	---------	---------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	---------	---------	---------



# Le Monde

EDITION INTERNATIONALE

## Vous allez vivre à l'étranger ?

Vous voulez garder le contact avec la France. Suivre les péripéties de la politique intérieure. Connaître le point de vue de Paris sur les affaires internationales. Ne rien ignorer de l'actualité économique et sociale de l'Hexagone.

## Abonnez-vous à l'édition internationale hebdomadaire du Monde

Vous y trouverez chaque semaine sur douze pages au format du Monde les informations, les analyses et les commentaires de la rédaction sur tous les sujets de l'heure.

## Demandez un numéro spécimen

Envoyez le bon ci-dessous au service des abonnements du Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 (tél. : 246-72-23, poste 2391).

Nom : ..... Prénom : .....  
 N° : ..... Voie : .....  
 Code postal : ..... Ville : .....  
 Pays : .....  
 souhaite recevoir un numéro spécimen de l'édition internationale hebdomadaire du Monde.

(Publicité)

## Comment acquérir en neuf mois l'essentiel de cette expérience professionnelle qui vous fait encore défaut

Toutes les entreprises qui ont pu embaucher un diplômé de l'ECADÉ le disent : les neuf mois de formation du programme Administration de l'Entreprise valent largement un premier emploi.

**IMPORTANT** - Administration de l'Entreprise est un programme de formation polyvalente en gestion d'entreprise, d'une durée de neuf mois à plein temps, donnant accès à un «Diplôme de formation de base en gestion d'entreprise». L'ECADÉ est une institution indépendante d'enseignement privé fondée en 1960.

Vous y occuperez tous les postes : simple collaborateur, «petit» cadre avec deux ou trois personnes à diriger, chef de groupe, directeur de travail, avec 39 autres personnes sous votre responsabilité.

Dans le programme Administration de l'Entreprise, vous apprendrez à être le collabora-

teur efficace de votre «patron» de quelques jours ou semaines (un de vos camarades) et vous apprendrez aussi à faire travailler les autres.

Vous devrez les diriger, les motiver, contrôler leur travail et prendre les mêmes décisions que n'importe quel chef d'entreprise. Vous jugerez vos collaborateurs - et ils vous jugeront - comme dans n'importe quelle entreprise. Que vous soyez excellent ou moins bon, vous porterez la responsabilité de vos décisions et vous serez critiqué ou applaudi. Comme dans n'importe quelle entreprise.

Vous serez «dans le bain» jusqu'au cou

C'est cela, la force du programme Administration de l'Entreprise de l'ECADÉ. Il est conçu de telle manière que vous y appreniez l'essentiel de ce qu'il faut aujourd'hui savoir de la gestion en le mettant immédiatement en pratique, dans un contexte d'entreprise.

Lorsque vous en sortirez, vous aurez acquis l'essentiel des règles et expériences nécessaires à la vie d'entreprise. Vous ne serez pas seulement une «grosse tête» pleine de marketing, de DPO, de PERT et autres tableaux de bord, vous serez d'abord un jeune manager réellement opérationnel.

Vous comprendrez maintenant pourquoi les diplômés de l'ECADÉ trouvent sans peine des emplois plus intéressants. Parce qu'ils ont quelque chose de plus que les autres : l'expérience concrète de la vie d'entreprise.

Saisissez maintenant votre chance d'être admis. Chaque année, l'ECADÉ accueille 40 stagiaires dans le programme Administration de l'Entreprise. En prouvant votre détermination et votre envie réelle d'acquiescer l'offre d'un manager, vous pouvez encore obtenir une place pour la session 1984/1985 (octobre à juin).

Il vous suffit de nous adresser quelques lignes justifiant votre désir d'être admis, accompagnées d'une brève présentation de vous-même (vos diplômes nous intéressent, vos motivations nous passionnent). Sachez nous convaincre : vous recevrez en retour, sans engagement, un dossier d'information et une formule d'admission.

Adressez vos messages à M<sup>me</sup> F. Henry Direction administrative Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises ECADÉ Rue du Bugnon 4 CH-1005 Lausanne (Suisse) Tél. (021) 221.511.

## ÉTRANGER

En RFA

### La balance des comptes courants a été excédentaire de 4 milliards de francs en sept mois

La balance des comptes courants ouest-allemande a enregistré un déficit de 0,2 milliard de deutschemarks en juillet, en nette diminution par rapport au solde négatif de 3,2 milliards observé en juin (- 3,3 milliards de deutschemarks en juillet 1983). La seule balance commerciale a été excédentaire de 3 milliards de deutschemarks, contre 1,3 milliard en juin (+ 2,2 milliards en juillet 1983).

Sur sept mois, la balance des comptes courants a été positive de 1,3 milliard de deutschemarks (4 milliards de francs), contre 3,4 milliards de janvier à juillet 1983. La balance commerciale a enregistré un excédent de 22,9 milliards de deutschemarks, légèrement inférieur à celui de la même période de l'année dernière (24,3 milliards de deutschemarks). Les exportations ont totalisé 274,6 milliards de deutschemarks, contre 244,9 milliards, et les importations 251,7 milliards, contre 220,6 milliards.

Cependant, la fédération patronale de l'industrie (BDI) estime, dans un rapport de conjoncture publié le 27 août, que la reprise éco-

nomique en RFA devrait se poursuivre, même si la production a marqué le pas au cours du deuxième trimestre. Le BDI souligne que les commandes à l'industrie ont augmenté en moyenne de 7 % en volume au premier semestre de 1984, et qu'elles se trouvaient encore à un niveau supérieur de 5 % au deuxième trimestre à celui de la même période de 1983, malgré les grèves qui ont frappé pendant cette période la métallurgie et l'imprimerie.

De son côté, le chancelier Helmut Kohl a estimé, le 26 août, au cours d'un entretien télévisé, que le produit national brut ouest-allemand devrait enregistrer un taux annuel de croissance réel de 2,5 % ou d'un peu plus, malgré les répercussions des grèves, qui ont bloqué en mai et en juillet la production automobile. Le chancelier avait déjà fait état de ces prévisions, rejoignant ainsi les estimations du ministère de l'économie. Avant les grèves, les experts gouvernementaux tablèrent sur une croissance de 3 % à 3,5 %.

## AGRICULTURE

### LA MISE EN PLACE DES QUOTAS LAITIERS Le CNJA s'inquiète du retard d'installation de deux mille jeunes agriculteurs

Deux mille jeunes agriculteurs risquent de ne pas pouvoir s'installer cette année dans la production laitière comme ils l'avaient prévu, a déclaré lundi 27 août devant la presse le président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), M. Michel Teyssedou, qui venait de rencontrer M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture.

Le CNJA estime que la moitié des dossiers habituellement agréés (4 000 par an) sont actuellement «bloqués», faute de connaître leurs volumes de référence : le système des quotas laitiers par lactaire, sorti de la cessation d'activité de producteurs âgés, doit permettre de dégager des volumes de production à répartir notamment entre les jeunes agriculteurs ayant fortement investi ces dernières années et entre les jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer. Sans cette indication, qui ne sera disponible que dans cinq ou six semaines, «ni le Crédit agricole, sur le plan financier, ni les entreprises de collecte, en matière de production, ne veulent s'engager

et on les comprend», a ajouté M. Teyssedou.

A quatre jours de la fermeture des «guichets» pour le dépôt de demandes d'aides à la cessation d'activité, le volume théorique de «libérable» du fait des abandons d'activité est estimé officiellement à 1,81 million de tonnes de lait.

Cependant, note Michel Teyssedou, comme le plan de répartition des quotas laitiers, en fonction des entreprises et des régions, ne sera pas mis en place avant l'automne, la réduction des volumes pourrait ne porter concrètement que sur six mois, donc 900 000 tonnes au mieux. Il semble difficile au CNJA que la production française puisse diminuer effectivement de 2 % en 1984, comme l'accuse communautaire le prévoit, et le CNJA craint que les laitières ne soient amenées à appliquer les «super prélèvements» pénalisés sur les excédents de lait livrés par les producteurs que le CNJA est toujours déterminé à refuser dans tous les cas.

Le CNJA retient deux «points positifs» de l'entretien avec M. Rocard : le ministre a confirmé que tous les dossiers d'abandon d'activité «lait» présentés seront «primés», quel que soit le montant de la «facture», et qu'un système était à l'étude pour assurer la viabilité de toutes les nouvelles exploitations laitières.

En visite «administrative» dans la Sarthe ce même jour, M. Michel Rocard a confirmé que «toutes les demandes de primes ou allocations pourront être honorées» pour la mise en place des quotas laitiers.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME  
76036 ROUEN CEDEX - Tél. (35) 88-81-84 - 62-81-88

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME  
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE  
ET DE L'AMÉNAGEMENT

## AVIS AU PUBLIC

Le préfet, commissaire de la République du département de la Seine-Maritime communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique de la ligne à deux circuits 400 kV Barnabos-Penly et de raccordement à deux circuits 400 kV au poste de Penly des groupes 1 et 2 de la centrale de Penly.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois à dater du 3 septembre 1984, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la préfecture de la Seine-Maritime, Direction de la réglementation générale et de l'environnement, 1<sup>er</sup> bureau, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 heures à 16 heures ;
- à la sous-préfecture de Dieppe, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de Dieppe, chef-lieu du canton, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- à la mairie d'Offranville, chef-lieu du canton, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 16 heures ;
- à la mairie d'Esneval, chef-lieu du canton les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- à la mairie de Langerville-sur-Seine, chef-lieu du canton, les lundi après-midi de 13 h 30 à 17 heures, les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures et le samedi matin de 9 heures à 12 heures ;
- à la mairie de Toques, chef-lieu du canton, les lundi, mercredi et jeudi de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, les mardi et samedi de 9 heures à 12 heures et le vendredi de 13 h 30 à 18 h 30 ;
- à la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche de Haute-Normandie, les lundi, mardi et mercredi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 45 et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

### Les cadres de Singapour ont le pouvoir d'achat le plus élevé du monde

Londres (AFP). - Les cadres d'entreprises au pouvoir d'achat le plus élevé du monde industrialisé sont ceux de Singapour, selon une étude comparative effectuée par une firme britannique d'experts-conseils en main-d'œuvre. Les Français arrivent en sixième position, derrière les Canadiens et les Allemands de l'Ouest alors que les Britanniques ne figurent qu'en queue de peloton.

La comparaison est établie en fonction des traitements annuels nets d'impôts et de contributions à la sécurité sociale et ajustés en fonction du coût de la vie dans les pays respectifs. Elle ne tient pas compte des avantages divers (véhicules, voitures, etc.) qui peuvent être consentis en sus des salaires. Les chiffres sont exprimés en livres sterling (1).

Parmi les cadres supérieurs, ceux de Singapour arrivent en tête avec un pouvoir d'achat moyen local de 31 940 livres par an devant les Suisses (28 180), les Américains (28 140), les Allemands de l'Ouest (26 380), les Canadiens (26 250), les Français (25 870), les Espagnols (23 360), les Italiens (22 970), les Sud-Africains (22 270), les Japonais (21 560), les Belges

(19 560), les Australiens (19 380), les Néerlandais (18 450), les Coréens (16 230) et les Britanniques (15 380).

Les cadres japonais reçoivent, selon l'enquête, les salaires bruts les plus élevés du monde : 58 500 livres en moyenne contre 57 750 pour les Suisses, 55 290 pour les Américains et 36 670 pour les Français. Mais, bien que leurs impôts ne soient pas plus élevés que dans d'autres pays, le coût de la vie est si élevé au Japon qu'ils ne sont placés qu'en sixième rang pour le pouvoir d'achat.

Pour les cadres moyens, le classement est le même à ceci près que ce sont les Américains qui arrivent en tête pour le pouvoir d'achat avec 22 230 livres, devant les Suisses (21 100), ceux de Singapour (21 470), les Canadiens (20 860), les Allemands de l'Ouest (20 170) et les Français (notamment en sixième position, avec 19 120 livres). Les Japonais sont au septième rang (18 330) et les Britanniques (12 560) arrivent en quatorzième position.

(1) La livre vaut environ 1,31 dollar.

## CONJONCTURE

### L'ENVELOPPE DES PRÊTS BONIFÉS EST AUGMENTÉE DE 6 MILLIARDS DE FRANCS

Afin de répondre à la demande des entreprises et de permettre le développement des investissements, le gouvernement a décidé d'augmenter de 6 milliards de francs l'enveloppe des prêts aidés à l'investissement à taux d'intérêt peu élevé prévue pour cette année, indique le ministère de l'économie, des finances et du budget.

Aux 46 milliards de francs affectés en 1984 à des prêts à taux bonifiés à l'investissement (contre 36 milliards en 1983) vont s'ajouter 1 milliard de francs provenant de concours accordés du Fonds industriel de modernisation (FMI) et 5 milliards de francs de prêts à long terme bonifiés destinés aux entreprises. A ce sujet, le ministre souligne le succès de cette formule de prêts à bas taux d'intérêt : «Puisque ces enveloppes sont consommées aujourd'hui à près de 70 % tandis qu'elles étaient, pour la première fois depuis de longues années, une reprise sensible de l'investissement».

Enfin, le ministre précise que les pouvoirs publics veilleront à ce que la mise en place de ces nouveaux moyens de financement aidés s'accompagne d'un effort corrélatif des entreprises en termes d'auto-financement, les banques et les établissements de crédit étant invités à «accroître parallèlement les financements complémentaires nécessaires aux entreprises».

## Aux États-Unis

### M. ARMAND HAMMER (quatre-vingt-six ans) REPREND LES RÊNES D'OCCIDENTAL PETROLEUM

Occidental Petroleum, neuvième compagnie pétrolière américaine, aurait décidé, selon le Wall Street Journal de reprendre la filiale IBP (Iowa Beef Processors), la plus grande société de conditionnement de viande outre-atlantique. Cette vente, qui réduirait l'endettement de la compagnie, permettrait également au PDG d'Occidental, M. Armand Hammer, quatre-vingt-six ans, de se désarrasser de ses derniers opposants au sein du conseil d'administration. M. Robert L. Peterson, PDG d'IBP, s'était en effet allié avec M. David Murdoch, un investisseur privé, et M. Robert Abbaud, directeur général d'Occidental, pour contester la politique de M. Hammer. Le semaine dernière, M. Abbaud a annoncé son intention de démissionner de ses fonctions le 1<sup>er</sup> septembre.

C'était le sixième directeur général d'Occidental en quatre ans. Le mois dernier également, Occidental a racheté la totalité des actions détenues par M. Murdoch dans son capital pour une somme de 134 millions de dollars (1,74 milliard de francs environ). La décision de M. Armand Hammer concernant IBP serait donc la dernière étape d'une reprise en main complète de son groupe par le vieux président.

Productivité : + 4,7 % d'avril à juin.

Le département américain du travail a révisé en hausse substantielle son estimation de l'accroissement de la productivité des entreprises non agricoles au cours du deuxième trimestre de 1984. Selon ses derniers calculs, cette productivité s'est accrue de 4,7 % en rythme annuel contre 3,3 % annoncé précédemment, ce qui correspond à la huitième augmentation trimestrielle consécutive et à la plus forte hausse en trois mois depuis un an. Au cours du deuxième trimestre 1983, la productivité des entreprises non agricoles avait progressé de 8,1 % en rythme annuel.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Accor

Au cours des six premiers mois de l'année 1984, le volume d'affaires du groupe Accor a atteint 4 735,218 millions de francs, en augmentation de 19,6 % par rapport au premier semestre 1983.

En France, le volume d'affaires est en hausse de 12,6 %. Quant à l'international, il réalise une progression de 28,5 % à période comparable.

L'expansion du groupe Accor se poursuit favorablement. Depuis le début de l'année, vingt-quatre hôtels nouveaux ont été ouverts, ainsi que quatre-vingt-cinq restaurants en France, en Italie, en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas, au Moyen-Orient, aux États-Unis et au Brésil.

Le «Ticket-restaurant» accorde une position de leader en France et dans le monde. Les résultats prévisionnels pour 1984 s'annoncent conformes aux objectifs, sans événements imprévisibles majeurs.

## MARCHÉ

PARIS

29 août

Légère reprise

Le marché a été marqué par une légère reprise après une nuit agitée. Les indices ont progressé de 1 à 2 points. Les valeurs étrangères ont été soutenues par une hausse des actions américaines. Les obligations ont également progressé, notamment les titres à court terme. Le marché des changes a été calme, avec une légère appréciation du franc.

Le marché a continué sa progression. Les indices ont atteint de nouveaux sommets. Les valeurs étrangères ont été particulièrement dynamiques. Les obligations ont également progressé, notamment les titres à court terme. Le marché des changes a été calme, avec une légère appréciation du franc.

Le marché a continué sa progression. Les indices ont atteint de nouveaux sommets. Les valeurs étrangères ont été particulièrement dynamiques. Les obligations ont également progressé, notamment les titres à court terme. Le marché des changes a été calme, avec une légère appréciation du franc.

Le marché a continué sa progression. Les indices ont atteint de nouveaux sommets. Les valeurs étrangères ont été particulièrement dynamiques. Les obligations ont également progressé, notamment les titres à court terme. Le marché des changes a été calme, avec une légère appréciation du franc.

Le marché a continué sa progression. Les indices ont atteint de nouveaux sommets. Les valeurs étrangères ont été particulièrement dynamiques. Les obligations ont également progressé, notamment les titres à court terme. Le marché des changes a été calme, avec une légère appréciation du franc.

Le marché a continué sa progression. Les indices ont atteint de nouveaux sommets. Les valeurs étrangères ont été particulièrement dynamiques. Les obligations ont également progressé, notamment les titres à court terme. Le marché des changes a été calme, avec une légère appréciation du franc.

Le marché a continué sa progression. Les indices ont atteint de nouveaux sommets. Les valeurs étrangères ont été particulièrement dynamiques. Les obligations ont également progressé, notamment les titres à court terme. Le marché des changes a été calme, avec une légère appréciation du franc.

مكتبات الأمل



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

28 août

### Légère repli

Prises de bénéfices mardi à la Bourse de Paris. Déjà, la veille, on escomptait ce type de réaction technique après la forte hausse de la semaine précédente (4,1 % à 4,5 % selon les divers indices), mais les actions françaises se sont finalement adjugé ce jour-là une hausse de 0,48 %.

Mardi, le ton était plus discuté sur les groupes de cotation ainsi qu'en témoigne l'indicateur instantané, en repli de 0,3 % à quelques minutes de la clôture, ce qui ramène à 1,9 % la hausse depuis la dernière liquidation (et à 10 % la progression de la cote depuis la fin de l'année précédente).

La légère remontée des taux d'intérêt aux États-Unis et l'accès de faiblesse qu'elle a entraîné à Wall Street sont suivis très attentivement par la communauté financière parisienne où l'on préfère cependant s'octroyer quelque répit supplémentaire pour déterminer s'il s'agit simplement d'un accès de mauvaise humeur des marchés outre-atlantique ou d'un phénomène plus marqué de réévaluation du loyer de l'argent.

Dans l'immédiat on a encore relevé quelques gains (2,5 % à 6 %) sur CGIP, Alstom, Docks de France, Laboratoire Beilong, Midland, SGE-SB, Gelyphystique, Polier. La firme championne Alstom qui avait gagné 4,3 % lundi après avoir été résignée à la hausse, s'adjuge à nouveau 3,7 %.

Parmi les baisses, figurent les pétroliers (Elf-Aquitaine, Esso, CFP), bien orientés ces derniers temps. Lebon, Synthelabo, Epéda, Chargeurs, SAT, BIS perdent 2 % à 4 %.

Sur le marché de l'or, le métal fin s'est établi à 348,15 dollars l'once dans la City (le marché était clos lundi). A Paris, le lingot perd 400 F, à 99 100 F, le sapinnet cède à 2 F, à 606 F.

Dollar-tour : 10,25/29 F, pratiquement inchangé sur la veille (10,29/34 F).

## NEW-YORK

Boisse

La semaine s'est ouverte sur une note assez lourde à Wall Street. Anxieux des investisseurs, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant la majeure partie de la séance, et à la clôture, l'indice des industriels s'est effondré à 1 227,91, soit à 8,61 points de son niveau précédent. Le bilan général de la journée a été franchement négatif. Sur 1 972 valeurs traitées, 1 004 se sont relevées, 529 seulement ont monté et 439 n'ont pas varié.

L'avertissement lancé par le directeur du FMI aux grandes nations sur le danger qu'elles faisaient courir aux monnaies et aux taux d'intérêt en faisant sans cesse appel aux marchés des capitaux pour financer leurs déficits budgétaires a quelque peu rafraîchi l'atmosphère autour du Big Board, d'autant que le loyer de l'argent a monté sur les Fed Funds. Les spécialistes faisaient toutefois remarquer que l'évocation de cette menace n'était pas la première du genre. « Si, dans l'un d'eux, cet avertissement avait été vraiment pris en compte, les ventes auraient été nombreuses ». Or l'activité a été particulièrement faible. Les échanges ont porté sur 57,66 millions de titres seulement (contre 69,4 millions vendus), un des chiffres les plus faibles enregistrés le 29 août 1983 (53 millions).

« Un mouvement de panique, ajoutait un analyste, aurait porté les transactions à 157 millions de titres au moins ». Autre motif évoqué : le trop grand optimisme manifesté la semaine dernière.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 24 août
Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**ROBECO.** - Le bénéfice de ce groupe d'investissement océanographique a augmenté de 15 % au premier semestre 1984, passant de 137 à 157 millions de francs. Au 30 juin dernier, la répartition géographique des actifs nets de Robeco se présentait ainsi : 37,6 % aux États-Unis, 20,4 % aux Pays-Bas, 14,2 % au Japon, 1,5 % en France et 18,5 % dans d'autres pays, une proportion de 7,8 % allant aux liquidités et aux autres formes d'actifs.

**MOVENPICK.** - Au vu des résultats enregistrés lors de l'exercice 1983, ce groupe spécialisé, notamment dans l'hôtellerie et la restauration, envisage de relever de 15 à 16 % son dividende, qui devrait atteindre 16 F par action nominative et 50 F par action au porteur. Premier groupe

hôtellerie suisse, Movenpick a réalisé, au cours de cet exercice, un bénéfice de 6,73 millions de francs suisses, ou augmentation de 12 % par rapport au précédent. Le chiffre d'affaires, en 1983, a augmenté de 7,6 % par rapport à 1982, à 488,8 millions de francs suisses.

Selon M. Vell Prager, président du conseil d'administration, ces bons résultats s'expliquent par un accroissement de la productivité et un meilleur contrôle des coûts. Le groupe Movenpick compte 118 établissements en son propre, dont 57 en Suisse, 26 en RFA, 2 en France, 2 en Espagne et 1 en Amérique du Nord. En ce qui concerne le restaurant Movenpick à Paris, M. Prager a déclaré qu'il connaissait des difficultés financières, en dépit de bonnes critiques gastronomiques. Il est difficile pour une entreprise étrangère de faire des bénéfices en France, où 45 % du chiffre d'affaires est consacré aux frais de personnel, à notamment ajouté M. Prager. En Suisse, les frais de personnel représentent 32 % à 33 % du chiffre d'affaires. Le groupe s'attend, en 1984, à des résultats encore supérieurs à ceux de l'année précédente, d'autant qu'au cours du premier semestre 1984, la marge brute d'auto-financement du groupe a progressé de 20 % par rapport au premier semestre 1983.

## INDICES QUOTIDIENS

(base 100 = 29 août 1983)

Valeurs françaises : 112,5 112,5

Valeurs étrangères : 94,4 94,4

## C-DES AGENTS DE CHANGE

(base 100 = 24 août 1981)

Indice général : 169,6 171

## TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 28 août : 18,3/4 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO

1 dollar (en yen) : 241,05 241,95

## BOURSE DE PARIS

## Comptant

## 28 AOUT

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 24 août
Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## Actions au comptant

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## Étrangers

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## SECONDE MARCHÉ

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## SECONDE MARCHÉ

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## SECONDE MARCHÉ

### Hors-cote

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## SECONDE MARCHÉ

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## SECONDE MARCHÉ

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## SECONDE MARCHÉ

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8
Chemical Bank	53 5/8	53 5/8
Du Pont de Nemours	53 5/8	53 5/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 1/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
Ford	38 1/8	38 1/8
General Electric	38 1/8	38 1/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	125 5/8	125 5/8
ITT	27 1/4	27 1/4
Johnson & Johnson	38 1/8	38 1/8
McDonald	38 1/8	38 1/8
Pfizer	38 1/8	38 1/8
Schlumberger	48 1/2	48 1/2
Tenneco	38 1/8	38 1/8
U.S. Steel	38 1/8	38 1/8
Union Carbide	38 1/8	38 1/8
Westinghouse	38 1/8	38 1/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/8

## SECONDE MARCHÉ

Alcoa	17 1/8	17 1/8
A.T.T.	17 1/8	17 1/8
Boeing	53 5/8	53 5/8



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. « L'école de la liberté », par Raymond Bultin; Lettres au Monde.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE: MAURITANIE: une mission de l'ONU préconise la création d'un organisme de lutte contre l'esclavage.
- 3-A. PROCHE-ORIENT: Le partage des eaux de l'Euphrate: la construction par les Turcs d'un gigantesque barrage inquiète les autorités syriennes.
4. ASIE
5. EUROPE: TURQUIE: opération de nettoyage contre les requaillards turcs.
6. POLOGNE: une déclaration de l'ancien porte-parole de Solidarité.
5. AMÉRIQUES

### DOSSIER

6. LE POINT SUR... l'Europe à géométrie variable.

### POLITIQUE

7. Propos et débats.
10. L'université d'état des jeunes démocrates sociaux.

### SOCIÉTÉ

9. Après le naufrage du Mont-Louis.
10. Les déclarations de M. Chevènement sont bien accueillies par les dirigeants de l'enseignement privé.

### CULTURE

11. FESTIVALS DE CINÉMA: la Mostra de Venise, Montréal, Vevay.
13. COMMUNICATION.

### ÉCONOMIE

19. AFFAIRES: LIBRES OPINIONS: « Une pédagogie trop chère ? », par Hervé Sériey.
20. ÉTRANGER: AGRICULTURE.

**RADIO-TÉLÉVISION (13) INFORMATIONS « SERVICES » (14):**  
« Vie associative », Météorologie; Mots croisés; « Journal officiel ».

**Amusements classés (15 à 18):**  
Carnet (14); Programmes des spectacles (12-13); Marchés financiers (21).

### HAUSSE DU DOLLAR

Sur les indications de New-York, le dollar a repris, mercredi matin 28 août, sa progression interrompue depuis la fin de la semaine écoulée.

Il s'est traité à 8,5780 F (contre 8,5170 F la veille) et 2,3940 DM (contre 2,3717 DM). Sa variation vis-à-vis de la franc suisse a toutefois été assez faible: 1,24050 FS (contre 1,24045 FS). Les affaires ont été très calmes dans l'ensemble. Les cambistes attribuent ce regain de fermeté du dollar à la hausse des taux de rendement des bons du Trésor américains à trois mois, mais aussi aux diverses déclarations d'experts évoquant la perspective d'une tension monétaire d'ici à la fin de l'année.

Dans la City de Londres, l'or s'est raffermi et le traité, par suite même, des aléas de 348 dollars l'once (contre 336 dollars).

Le numéro du « Monde » daté 28 août 1984 a été tiré à 461 919 exemplaires.

### OUVERT EN AOÛT

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

**PRIX EXCEPTIONNELS**

avec la garantie d'un grand maître tailleur

**PANTALONS**

A partir de 890 F

**COSTUMES**

A partir de 1 750 F

**MEASURE**

**NOUVELLE COLLECTION**

3 000 tissus

Luxe draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

**TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX**

**sur mesure**

**UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES**

Prêt-à-porter Homme

**LEGRAND Tailleur**

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone: 742-70-61.

Du mardi au vendredi de 10 h à 18 h.

## LA TRANSAT QUÉBEC-SAINT-MALO

### « Charente-Maritime 2 » et « Royale » bord à bord pour l'arrivée

Après avoir battu à plusieurs reprises le record de vitesse pendant la traversée de l'Atlantique-Nord, les bateaux de tête de la Transat Québec-Saint-Malo ont brusquement été freinés en Manche par le petit temps. Après une dernière nuit

passée dans le brouillard, les deux maxi-catamarans *Royale* et *Charente-Maritime 2* navigaient à vue l'un de l'autre. Mardi 28 août, à 11 h 30, *Royale*, qui s'était plus qu'à 18 milles de Saint-Malo, avait 3,6 milles d'avance.

### L'avènement des maxi-catamarans

La Transat Québec-Saint-Malo fera date dans l'histoire des grandes courses au large. Première épreuve disputée dans le sens Amérique-Europe, elle réunissait les conditions optimales pour la réussite de voiliers plus performants encore que ceux construits auparavant. La quasi-certitude, pour les concurrents, de bénéficier de vents portants pour la traversée de l'Atlantique nord, la formule retenue (course avec équipage de trois à sept personnes) et la période choisie qui réduisait les risques de très gros temps et de mer trop formée plaident pour la mise en chantier de maxi-catamarans.

Le groupe TAG (Techniques d'avant-garde), commanditaire de la Transat, avait donné l'exemple en finançant par 1 300 000 dollars canadiens (9 900 000 francs) la construction d'un catamaran de 24 mètres pour Michael Birch. A peine mis à l'eau, ce géant était dépassé en longueur par trois autres catamarans: *Royale* (24,60 mètres) et les deux *sister-ships* (bateaux jumeaux) *Charente-Maritime 2* et *Fléury-Michon 7*, conçus à la taille limite de la classe I (25,90 mètres).

Que ces trois maxi-catamarans se soient disputés la victoire n'a donc rien de surprenant. La surprise viendrait plutôt de la cadence infernale qu'ils ont soutenue. Ayant accroché une dépression à la sortie du golfe du Saint-Laurent, ils ont réussi à progresser pratiquement au même rythme qu'elle jusqu'à l'entrée de la Manche. Dès lors, tous leurs poursuivants, à l'exception d'*ELF-Aquitaine 2* et de *William Sourin*, ont été relégués, en moins d'une semaine, à plus de deux jours de navigation des bateaux de tête.

### Une nouvelle race de navigateurs

Ainsi le record de la plus grande distance parcourue en vingt-quatre heures, qui était détenu par *William Sourin* avec 447 milles, a été battu quatre fois au cours de cette Transat, par *Charente-Maritime 2*, par *Royale*, par *Crédit-agricole 2* et par *Formule 7 AG* qui l'a porté à 524 milles (910,5 kilomètres), soit une vitesse moyenne de 21,8 nœuds (40,4 kilomètres à l'heure).

Sur l'ensemble de la Transat, les trois bateaux de tête ont tenu une moyenne fiévreuse des 15 nœuds. A titre de comparaison, il convient de se souvenir que la première Transat en solitaire avait été gagnée, en 1960, à 3,03 nœuds de moyenne; que, quatre ans plus tard, Eric Tabarly avait réussi 4,03 nœuds.

### Le coût de la taxe téléphonique

**LES UTILISATEURS DEMANDENT DES « ÉCLAIRCISSEMENTS » AUX PTT**

La hausse de 10,5 centimes de la taxe téléphonique continue de susciter des protestations. L'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (AUFUT) a demandé à être reçue par le ministre chargé des PTT, M. Mercaudieu. Contestant les augmentations « anormalement élevées », l'AUFUT souhaite « obtenir des éclaircissements sur la légalité d'une mesure qui paraît être une fiscalisation du téléphone » et « sur l'utilisation qui va être faite des recettes ».

L'AUFUT ne se prononce pas sur la consigne lancée par l'Union fédérale des consommateurs de boycottage de la hausse (*le Monde* du 24 août), mais réitère sa demande de voir modifier le code des PTT pour que cette administration perde le droit « abusif » de couper unilatéralement les lignes des abonnés. Prenant le Japon pour exemple, l'association souhaite que la décision de coupure soit prise par un tiers, « les PTT ne pouvant être juge et partie ».

L'UFC, de son côté, a rejeté la critique que lui a adressée M<sup>me</sup> Lalmière, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, qui voyait dans la consigne de boycottage une « incitation à la fraude » (*le Monde* du 28 août). L'UFC estime que, « en démocratie, une organisation de consommateurs est toujours fondée à dénoncer le caractère abusif d'une hausse de prix, quelle que soit la nature du prestataire de services, et à appeler, le cas échéant, les pouvoirs publics au respect de leur propre légalité ».

puis 4,91 nœuds en 1976. En course, avec équipage, Marc Pajot, avait remporté *La Baule-Dakar*, en 1980, avec le premier *ELF-Aquitaine*, à 8,9 nœuds. Enfin, le tout récent record de la traversée de l'Atlantique entre New-York et le cap Lizard, par *Jet Services*, correspond à une moyenne de 14,56 nœuds pour la distance effectivement parcourue.

Si les trois maxi-catamarans ont pu progresser pratiquement à la vitesse réelle du vent sans la moindre casse, ils le doivent en priorité à la maîtrise acquise par quelques architectes français dans le domaine des multicoques, avec l'utilisation de matériaux toujours plus légers et plus résistants. Ainsi, les coques de *Royale* sont en fibre de carbone et les bras de *Charente-Maritime 2* en stratifié de tissu de verre et résine isophthalique.

Ces bateaux, dont la surface entre les coques est supérieure à celle d'un court de tennis, ont un déplacement inférieur à dix tonnes, même en course avec équipage. Avec des mâts de vingt-sept à trente mètres de haut (un immense de dix étages) supportant des grand-voiles de deux cents mètres carrés et des spinnakers de cinq cents mètres carrés, ils bénéficient de « moteurs » surgelés au moindre souffle de vent. Par rapport à ses rivaux, *Royale* dispose même d'un nouveau mâts-aile profilé pour éviter les turbulences créées par un mât classique et augmenter le rendement de la grand-voile de près de 30 %.

A l'avènement de ces nouveaux bateaux correspond aussi celui d'une nouvelle race de navigateurs. Les marins traditionnels cèdent de plus en plus la place aux fins régatiers, plus habiles à profiter de la moindre rade.

Les Jeux de Los Angeles à peine terminés, Yves Loday, sélectionné en Tornado, s'est précipité à Québec pour embarquer sur *Royale*. Le sens marin et la résistance physique de Tabarly, qui répugne à utiliser le radio de bord, sont mis à rude épreuve par l'arrivée de navigateurs capables de jongler avec les ordinateurs. Lofe Canadec, le skipper de *Royale*, est ingénieur diplômé de Supélec. Philippe Fallu de La Barrière, le navigateur de *Charente-Maritime 2*, est chercheur au Collège de France et président du Centre de recherche pour l'ordinateur et l'industrie navale à La Rochelle.

A bord de *Charente-Maritime 2*, les Rochelais disposaient, entre autres, d'un navigateur par satellite leur donnant leur position précise.

### UN AIRBUS D'IRAN AIR DÉTOURNÉ SE POSE EN IRAK

Un Airbus d'Iran Air, avec deux cent six personnes à bord, a été détourné ce mardi matin 28 août, après son départ de l'aéroport de Doha à destination de l'Irak, et s'est posé en milieu de matinée à Bagdad.

Les pirates de l'air, dont le nombre n'a pas été précisé, avaient auparavant tenté de se poser à l'aéroport de Koweït, mais le droit d'atterrissage leur avait été catégoriquement refusé, et l'avion avait été contraint de poursuivre sa route vers Bagdad, à la suite de la décision des autorités koweïtiennes de fermer l'aéroport de Koweït. Ce dernier n'a été réouvert qu'après que l'Airbus eut quitté l'espace aérien koweïtien.

On ne connaît pas encore, ce mardi en fin de matinée, les exigences des pirates de l'air ni le pays où ils envisageraient de se rendre au terme du détournement. Selon l'agence iranienne de presse, l'Airbus aurait été contraint par deux chasseurs irakiens à atterrir sur l'aéroport de Shatrah, dans le sud de l'Irak. — (Reuters, AFP.)

« Deux navires de pêche espagnols interceptés. — Deux petits bateaux de pêche espagnols, opérant l'un dans les eaux territoriales françaises (zone 12 milles), l'autre dans les eaux communautaires (zone des 200 milles) ont été interceptés les 26 et 27 août par la vedette des affaires maritimes, basée à Bayonne. Un « ligneur » de Fuentarrabia (Guipuzcoa, Espagne), le *Divina Madre*, surpris à pêcher le thon au large de Saint-Jean-de-Luz (Pyénées-Atlantiques), a été contraint à rallier Bayonne, lundi, après-midi.

toutes les heures; d'un décodeur météo leur permettant de faire leur propre carte et leurs propres prévisions; d'un ordinateur qui affiche à la demande la vitesse du bateau, son cap, la vitesse et la direction du vent réel ou du vent apparent, etc. Un ordinateur de bord leur a permis de mettre en mémoire tous ces paramètres pour servir, en fonction des conditions de vent et de mer, le réglage de voile le plus efficace.

Enfin, les Rochelais disposaient d'une équipe de navigation assistée par ordinateur à l'Ecole nationale supérieure d'électronique de Toulouse (ENSEEHT). En traitant par ordinateur toutes les informations envoyées du bateau par radio et les prévisions météo diffusées par la Météorologie nationale — qui indique deux fois par jour et pour trente-six heures les directions et les vitesses du vent en 861 points de l'Atlantique nord, — les Toulousains pouvaient, en quelques minutes, indiquer en termes codés la route optimale à suivre par le bateau.

Les routes étrangement voisines et les options prises presque simultanément par *Charente-Maritime 2* et par *Royale* ont même amené les ingénieurs toulousains à se demander si Lofe Canadec ou plus sûrement Yves Loday, qui avait travaillé avec eux pour préparer les Jeux, n'avaient pas réussi à décoder leurs messages. Soupçons confirmés par les intéressés eux-mêmes. L'espionnage électronique dans la course au grand large! De quel laisser rêver Eric Tabarly, resté à terre pour assister à la naissance de sa première fille.

GÉRARD ALBOUY.

## APRÈS LES REPORTS DU MOIS DE JUIN

### Nouveau départ pour la navette américaine Discovery

Deux jours avant le vol inaugural de la navette spatiale américaine *Discovery*, prévu le 29 août à 14 h 35 (heure française), le président Reagan a demandé à la NASA de choisir un enseignant du primaire ou du secondaire comme premier « citoyen passager » d'une future mission spatiale. Selon les experts, l'honneur échu pourrait voler à bord de la navette en 1986 ou 1987.

*Discovery*, qui, pour son vol inaugural a connu jusqu'ici bien des déboires, va-t-elle enfin s'envoler? Réponse mercredi 29 août à 14 h 35 (heure française), heure à laquelle la navette devrait décoller de Cap Kennedy (Floride), avec à son bord, pour la première fois, trois satellites de télécommunication.

An cours des onze missions effectuées par les navettes *Columbia* et *Challenger* (le premier exemplaire, *Enterprise*, n'a servi qu'à des vols d'essai dans l'atmosphère), la NASA avait certes connu quelques problèmes techniques au lancement de ses navettes. Mais il s'agissait d'incidents mineurs, à tel point que les décollages des navettes devenaient peu à peu pour les observateurs des opérations de routine. Le double report du tir de *Discovery*, troisième exemplaire de la navette américaine — plus léger que ses prédécesseurs puisqu'il pèse, à vide, 67,1 tonnes, — a rompu cet enchaînement de succès. Il a aussi prouvé qu'en matière spatiale la réussite n'est jamais définitivement assurée.

Le 25 juin, *Discovery* restait une première fois clouée au sol, vingt minutes avant la mise à feu des

moteurs, à cause d'une défaillance d'un de ses ordinateurs de secours. La NASA reportait le lancement d'une journée. Mais l'agence américaine n'était pas au bout de ses déceptions.

Le 26 juin, quatre secondes avant l'envol, c'était cette fois une vanne d'hydrogène liquide placée sur l'un des trois moteurs principaux de *Discovery* qui présentait un défaut (*le Monde* des 27 et 28 juin). Malgré de nombreux tests, les spécialistes américains n'ont pas encore réussi à trouver la cause de cette panne et ont préféré remplacer l'ensemble du moteur de propulsion SBS-4, de la mission de juin était en fin de compte annulée par la NASA, qui décidait de coupler, en août, les deux premières missions de *Discovery* en une seule, afin de ne pas trop perturber son calendrier de lancements.

Les six membres de l'équipage (1) auront donc un programme de travail chargé au cours de leur séjour de huit jours dans l'espace. Ils devront procéder au lancement de trois satellites américains de télécommunication SBS-4, de la firme *Satellite Business Systems*, du *Syncom IV*, énorme engin appartenant à la firme Hughes Communications Service, qui le louera à la marine américaine, et enfin *Telstar-3B*, de l'American Telephone and Telegraph (ATT). Ils quitteront la suite de la navette après environ huit heures de vol pour le premier, vingt-quatre heures trente pour le deuxième et quarante-neuf heures pour le troisième. Contrairement à SBS-4 et à *Telstar-3B*, le *Syncom IV* est doté d'un nouveau moteur de périgée analogue à celui

### Sur le vif

### Lettre du troisième type

Je reçois du directeur d'une future chaîne de télévision une lettre dont j'extrait les passages suivants:

« Chère Madame Weil, je me suis permis de réserver à votre nom un décodeur, le petit appareil qui... (suit la description de l'appareil en question). Vous le savez par la presse, le nombre de décodeurs sur le débit limité. Votre nom, Madame Weil, figure sur notre liste prioritaire. Je suis sûr, chère Madame Weil, que vous serez heureuse de participer à cet événement en avant-première... Croyez chère Madame Weil à mes meilleurs sentiments. »

Je reçois le même jour, cette fois du rédacteur en chef d'un hebdomadaire financier, ces lignes:

« Chère Madame Weil, vous pouvez gagner, en vous abonnant à notre journal, une calculatrice, ou un voyage pour deux à New-York. Pourquoi Madame Weil fait-elle partie des milliers de responsables économiques sélectionnés à travers toute la France par nous? Et pourquoi lui accorder des avantages sans contrepartie mesure avec ce qu'il est convenu d'offrir à de nouveaux lecteurs? La réponse est simple: parce que Madame Weil fait partie des cadres de haut niveau, etc., etc... Très sincèrement à vous chère Madame Weil. »

La concierge me monte à l'instant un nouveau courrier: Je m'en empresse avidement, j'attends avec impatience une invitation, un appel, n'importe quel, tout plutôt que rester seule à Paris en août. C'est une petite brochure accompagnée d'une feuille de papier glacé sur laquelle je lis:

« Bon anniversaire, chère Madame Weil! Vous êtes à l'honneur. Notre entreprise de sous-vêtements de laine vous offre, chère Madame Weil, une bouteille de champagne... Avec

toutes nos amitiés, chère Madame Weil. »

Résumons: à moi, Madame Weil, on a offert, en une journée à peine, un décodeur, un abonnement, un voyage, une calculatrice et du champagne, bien qu'aucun colis n'ait accompagné ces divers envois. Mais je m'en console facilement, on m'a donné bien mieux. Rien de plus flatteur, de plus gratifiant d'ailleurs, en soi-même, que de s'entendre désigner par son nom par des gens aussi importants que cette brochure d'hommes hautement responsables et tellement enthousiastes. Et tant pis s'il ne s'agit que de photocopies et si tout l'immeuble en est inondé! Ça ne suffira pas à gâcher mon plaisir.

Voilà bien la lettre du troisième type: envoyée par des inconnus qui vous aiment plus que votre propre mère, n'ont que votre nom à la bouche et le répètent incessamment, comme une carotte.

Et si cette attention cessait? Mais la ma ressource aussitôt. Depuis un an ou deux, quelle que soit l'origine de l'expéditeur, de l'organisme d'utilité publique ou marseillais le plus répugnant, de l'association humanitaire à la société qui tente un ultime lifting, ils n'ont tous qu'une préoccupation: moi. Je suis dans leur fichier, donc j'existe.

Je devrais leur remercier pour ce supplément d'âme ajouté à ces tristes formules, et pourtant j'ai terriblement envie de leur écrire, en prenant soin de ne pas oublier leurs noms:

« Cher Monsieur Durand, Cher Monsieur Dupont, Cher Monsieur... Quand serez-vous une fois pour toutes fini de vous payer ma tête, et celle des autres. Avec mes meilleurs sentiments, Monsieur Durand... »

MARTINE WEIL (Paris)

équipant le missile Minuteman. Ce moteur, une fois le satellite sorti de la suite, aidera à sa mise en orbite géostationnaire, la position approximative fixée à 36 000 kilomètres d'altitude au-dessus de l'équateur (*le Monde* du 26 juin).

Les passagers de *Discovery* devront aussi tester à plusieurs reprises le déploiement d'un grand panneau de cellules solaires et procéder à toute une série d'expériences scientifiques. L'une d'elles, nommée CFES (Continuous flow electrophoresis system), visera à produire, pour le compte de la firme McDonnell Douglas et de la société Johnson et Johnson, une substance pharmaceutique dont la nature exacte est tenue secrète. L'expérience sera réalisée par un ingénieur de McDonnell Douglas, Charles D. Walker, premier astronaute ne dépendant pas de la NASA autorisé à voler à bord de la navette.

Quant au nouveau modèle de caméra à grand angle qui devait être embarqué à bord de *Discovery*, il restera à terre. Les photographies très précises de la planète qu'il devait prendre seront remises à des jours meilleurs et à des missions moins chargées.

ELISABETH GORDON.

(1) L'équipage de *Discovery* est composé de six astronautes qui devaient partir dans l'espace en juin. Le commandant de bord, Henry W. Hartsfield, seul vétérinaire du groupe, sera accompagné de Michael L. Coats, Charles D. Walker, Steven A. Hawley, Richard M. Mulrane et Judith A. Resnik, la seconde femme astronaute américaine.

### Au Libéria

### Le président de l'Assemblée a été arrêté

Le général Nicholas Podier, président de l'Assemblée nationale provisoire, a été arrêté, a annoncé, lundi 27 août, le ministre libérien de la justice. Un ancien ministre de la justice, M. Isaac Yepu, aurait également été interpellé à la suite de la découverte d'un « complot » contre le régime (*le Monde* du 25 août). M. Yepu a déclaré à la justice que le général Podier lui avait affirmé avoir reçu, à plusieurs reprises, la visite de trois personnalités, aujourd'hui sous les verrous, désireuses de l'associer à un complot visant à renverser le président Doe.

L'insigénieur de ce « complot », toujours selon les autorités, serait le professeur Sawyer, dont l'arresta-

tion a provoqué une manifestation sur le campus universitaire. La dispersion de cette manifestation étudiante par l'armée a fait, selon le quotidien *The New Librarian*, soixante-quatorze blessés, dont deux par balles. Dans une lettre pastorale, les dimanche en chaire dans les églises et temples du Libéria, le Conseil libérien des Eglises a demandé au chef de l'Etat de mettre fin aux arrestations arbitraires et aux « disparitions mystérieuses ». Le clergé a également réclamé l'abrogation d'un récent décret présidentiel condamnant à dix ans de prison toute personne coupable de propager des rumeurs contre les autorités. — (AP, Reuters.)